

Accès universel
à une offre alimentaire
de qualité au Québec

**ACTIONS, BESOINS
ET COLLABORATIONS
INTERSECTORIELLES**

**GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCÈS
UNIVERSEL À UNE OFFRE ALIMENTAIRE
DE QUALITÉ**

— CRÉDITS

COORDINATION

Vincent Galarneau, M. Anthr. - Vivre en Ville

Laurélie Trudel, M.Sc. - Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels, Université Laval

RECHERCHE ET RÉDACTION

Stéphanie Gamache, Ph.D. erg - Vivre en Ville

Elodie Boonefaes, M.Sc. - Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels, Université Laval

Julie Perron, Dt.P., M.Sc. - Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels, Université Laval

RÉVISION

Chantal de Montigny, Vivre en Ville

Stéphanie Lessard, INSPQ

Mike Rousseau, MTESS

Michèle Martin, MSSS

Carmen Bacciu, MSSS

Jocelyne Gamache, Regroupement des cuisines collectives du Québec

Amélie Bertrand, Cœur + AVC

Lyne Royer, Équiterre

ÉDITION

Corsaire Design | Communication | Web

DATE DE PUBLICATION

Juin 2021

À PROPOS



La **Table québécoise sur la saine alimentation** (TQSA) est un réseau de 36 organisations diversifiées, mobilisé pour mettre à profit leurs expertises et leurs ressources en faveur d'actions collectives en matière de saine alimentation. Le mandat de la TQSA est de :

- Faciliter la concertation des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qui en sont membres ;
- Renforcer la cohésion entre les membres ;
- Évaluer la situation en matière de saine alimentation au Québec et les enjeux en découlant ;
- Proposer des mesures structurantes ;
- Planifier et mettre en œuvre des projets conjoints prometteurs en matière de saine alimentation.



Organisation d'intérêt public, **Vivre en Ville** contribue, partout au Québec, au développement de collectivités viables. Par ses actions, Vivre en Ville stimule l'innovation et accompagne les décideurs, les professionnels et les citoyens dans le développement de milieux de vie de qualité, prospères et favorables au bien-être de chacun, dans la recherche de l'intérêt collectif et le respect de la capacité des écosystèmes. L'organisation a développé une expertise pointue sur l'accès physique et économique aux aliments et les systèmes alimentaires de proximité. Elle a publié en 2015 l'ouvrage *Villes nourricières : mettre l'alimentation au cœur des collectivités* et a offert près de 100 conférences et formations sur le sujet. Plus récemment, Vivre en Ville a été mandaté par le Gouvernement du Québec pour accompagner des tables intersectorielles régionales en saines habitudes de vie (TIR-SHV) dans le cadre de la mesure 3.1 de la *Politique gouvernementale de prévention en santé* (PGPS) visant à favoriser l'accès à une saine alimentation.



L'**Observatoire de la qualité de l'offre alimentaire** est un projet structurant de l'Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels (INAF) de l'Université Laval. Il a pour mission de suivre l'évolution de l'offre alimentaire afin de contribuer à l'effort collectif visant à améliorer sa qualité et son accessibilité. L'Observatoire produit des données objectives et rigoureuses sur la qualité de l'offre alimentaire. Les données générées par ces études permettent de situer et de suivre dans le temps la qualité de l'offre alimentaire et les achats des consommateurs au Québec. Au total, 15 catégories d'aliments ont été étudiées, ce qui représente plus de 5000 produits alimentaires. Par ailleurs, l'Observatoire déploie un processus de mobilisation des connaissances avec les utilisateurs des entreprises bioalimentaires afin de soutenir leur changement et d'assurer l'utilité sociale de ses travaux. Parallèlement, l'Observatoire réalise des études dans les milieux de vie afin de mesurer et de suivre l'évolution de la qualité de l'offre alimentaire.

TABLE DES MATIÈRES

Crédits	2
Table des matières	4
Liste des organisations citées en exemple	6
Liste des acronymes utilisés	7
1. Introduction	8
1.1 Mise en contexte	9
1.2 Problématique de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité au Québec	10
1.3 Objectifs	11
1.4 Définitions utilisées	12
2. Méthodologie	14
2.1 Sondage en ligne	15
2.2 Recherches complémentaires	16
2.3 Catégories d'actions	16
2.4 Exemples d'actions	18
2.5 Croisement des données	18
2.6 Limites méthodologiques	19
3. Résultats	20
3.1 Résultats pour l'ensemble des répondants au sondage	21
3.1.1 Secteurs d'activités	21
3.1.2 Actions citées par les répondants	21
3.1.3 Portée géographique des actions des répondants	23
3.1.4 Publics cibles de l'action principale des répondants	23
3.1.5 Besoins mentionnés	24
3.1.6 Partenaires et retombées	24
3.2 Résultats pour le secteur communautaire	26
3.2.1 Résultats du sondage pour le secteur communautaire	26
3.2.2 Recherche complémentaire sur le secteur communautaire	27
3.2.3 Actions pour l'accès à une offre alimentaire de qualité dans le secteur communautaire	28
3.2.4 Exemples	29
3.3 Résultats pour le secteur municipal	35
3.3.1 Résultats du sondage pour le secteur municipal	35
3.3.2 Recherche complémentaire sur le secteur municipal	36
3.3.3 Actions pour l'accès à une offre alimentaire de qualité dans le secteur municipal	37
3.3.4 Exemples	38
3.4 Résultats pour le secteur de la santé et des services sociaux	43
3.4.1 Résultats du sondage pour le secteur de la santé et des services sociaux	43
3.4.2 Recherche complémentaire sur le secteur de la santé et des services sociaux	44
3.4.3 Actions pour l'accès à une offre alimentaire de qualité dans le secteur de la santé et des services sociaux	45
3.4.4 Exemples	46

TABLE DES MATIÈRES

3.5 Résultats pour le secteur de l'éducation	49
3.5.1 Résultats du sondage pour le secteur de l'éducation	49
3.5.2 Recherche complémentaire sur le secteur de l'éducation	50
3.5.3 Actions pour l'accès à une offre alimentaire de qualité dans le secteur de l'éducation	51
3.5.4 Exemples	52
3.6 Résultats pour le secteur bioalimentaire	59
3.6.1 Résultats du sondage pour le secteur bioalimentaire	59
3.6.2 Recherche complémentaire sur le secteur bioalimentaire	60
3.6.3 Actions pour l'accès à une offre alimentaire de qualité dans le secteur bioalimentaire	61
3.6.4 Exemples	63
3.7 Résultats pour l'intersectoriel	71
3.7.1 Résultats du sondage pour l'intersectoriel	71
3.7.2 Recherche complémentaire sur l'intersectoriel	72
3.7.3 Actions pour l'accès à une offre alimentaire de qualité dans l'intersectoriel	73
3.7.4 Exemples	74
3.8 Résultats pour le secteur environnemental	77
3.8.1 Résultats du sondage pour les organisations environnementales	77
3.8.2 Recherche complémentaire sur les organisations environnementales	78
3.8.3 Actions pour l'accès à une offre alimentaire de qualité dans les organisations environnementales	79
3.8.4 Exemples	80
3.9 Actions supplémentaires proposées par les répondants	83
4. Discussion	85
4.1 Nature des actions et contribution des différents secteurs d'activités	86
4.1.1 Nature et importance relative des actions recensées	86
4.1.2 Contribution des différents secteurs d'activités	87
4.1.3 Adaptation des actions pour les personnes vulnérables par rapport à l'alimentation	88
4.2 Obstacles, besoins et collaborations potentielles	89
4.2.1 Obstacles	89
4.2.2 Besoins	89
4.2.3 Collaborations potentielles	89
5. Recommandations	92
6. Conclusion	96
7. Références	98
Annexe 1 – Questionnaire utilisé pour le sondage en ligne	100
Annexe 2 – Tableau synthèse des résultats	109
Annexe 3 – Propositions d'actions par les répondants	114
Annexe 4 – Matrice des collaborations potentielles entre les secteurs d'activité	120

LISTE DES ORGANISATIONS CITÉES EN EXEMPLE

Secteur communautaire

- Banques alimentaires du Québec
- Cantine pour tous
- Carrefour alimentaire Centre-Sud
- Corporation de développement communautaire de Lévis
- Table autonome des aînés des Collines
- Tablée des chefs

Secteur municipal

- MRC d'Argenteuil
- MRC du Haut-Saint-Laurent
- Ville de Laval
- Ville de Québec
- Ville de Trois-Rivières

Secteur santé et services sociaux

- CHU Ste-Justine
- Fondation OLO
- Ministère de la Santé et des Services sociaux

Secteur bioalimentaire

- Caravane des Cultures
- Coopérative Nutrinor
- Escargot Gourmand
- Kombucha du Mont-Ferréol
- Moulins de Soulanges
- Métro
- Olymel
- Projet Sol

Secteur de l'éducation

- Association québécoise de la garde scolaire
- Cégep de Saint-Jérôme
- Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
- Croquarium
- Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ)
- Institut national de santé publique du Québec
- Ministère de l'Éducation du Québec

Intersectoriel

- Alliance pour des environnements favorables aux saines habitudes de vie des Laurentides
- Développement social intégré de Charlevoix
- Table de concertation en sécurité alimentaire de Saint-Roch

Secteur environnemental

- Conseil régional de l'environnement de Lanaudière
- Équiterre
- Récolte



LISTE DES ACRONYMES UTILISÉS

- ASC** - Agriculture soutenue par la communauté
- BAQ** - Banques alimentaires du Québec
- CDC** - Corporation de développement communautaire
- CETAB+** - Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité
- CHSLD** - Centre d'hébergement et de soins de longue durée
- CHU** - Centre hospitalier universitaire
- CISSS** - Centres intégrés de santé et de services sociaux
- CIUSSS** - Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux
- CLSC** - Centre local de services communautaires
- CPE** - Centre de la petite enfance
- CQCM** - Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
- FQIS** - Fonds québécois d'initiatives sociales
- GRAP** - Groupe de réflexion et d'action contre la pauvreté
- GTAO** - Groupe de travail sur l'accès universel à une offre alimentaire de qualité
- INAF** - Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels de l'Université Laval
- INSPQ** - Institut national de santé publique du Québec
- ITHQ** - Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- MAPAQ** - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
- MEQ** - Ministère de l'Éducation du Québec
- MRC** - Municipalités régionales de comté
- MSSS** - Ministère de la Santé et des Services sociaux
- MTESS** - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- OBNL** - Organisme à but non lucratif
- PAGIEPS** - Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale
- PGPS** - Politique gouvernementale de prévention en santé
- TIR-SHV** - Tables intersectorielles régionales en saines habitudes de vie
- TQSA** - Table québécoise sur la saine alimentation



**INTRO
DUCTION**

1.1 MISE EN CONTEXTE

La Table québécoise sur la saine alimentation (TQSA) est un réseau de 36 organisations diversifiées, mobilisé pour mettre à profit leurs expertises et leurs ressources en faveur d'actions collectives en matière de saine alimentation.

Pour faciliter l'atteinte de ses objectifs, la TQSA a mis en place différents groupes de travail, dont le Groupe de travail sur l'accès universel à une offre alimentaire de qualité (GTAO). Ce dernier a comme mandat de favoriser le travail collectif en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité en se dotant d'une compréhension commune de la problématique, en ciblant les besoins des membres et en soutenant différents projets visant à améliorer les connaissances et les interventions en la matière. Ce groupe de travail est coordonné par l'organisme Vivre en Ville. Dans le but d'orienter ses priorités d'action sur des besoins réels, le GTAO a réalisé un sondage auprès des membres de la TQSA à l'hiver 2019. Sur la base des résultats obtenus dans ce premier sondage, le GTAO a recommandé que :

- le portrait soit étendu à une plus grande diversité d'acteurs;
- le portrait permette d'identifier une vaste gamme d'actions en lien avec l'accès universel à une offre alimentaire de qualité, notamment dans les communautés où l'accès est limité et auprès des populations vulnérables par rapport à l'alimentation;
- plusieurs actions porteuses des acteurs soient décrites pour faire l'objet d'une diffusion auprès de différents publics cibles.

Ainsi, un second sondage en ligne a été lancé en janvier 2020 afin de recenser les actions réalisées par les milieux communautaire, municipal, de l'éducation, de la santé, de l'industrie bioalimentaire et de l'environnement. Les acteurs intersectoriels ont également été sollicités. En plus de mettre en évidence les actions mises en place dans l'écosystème alimentaire québécois, les répondants étaient invités à partager les principaux obstacles et besoins de leur organisation en lien avec l'accès universel à une offre alimentaire de qualité.

Ce rapport s'inscrit en cohérence avec la mesure 3.1 de la **Politique gouvernementale de prévention en santé** (PGPS), coordonnée par le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), visant à favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation, particulièrement dans les communautés défavorisées ou isolées géographiquement, ainsi qu'avec l'action 13.1 du **Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023** (PAGIEPS) ayant pour but d'améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu portée par le MSSS. Par ailleurs, il pourrait apporter un éclairage complémentaire à la mesure 1.4 de la **Politique bioalimentaire** du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) visant à soutenir l'accès et l'offre d'aliments de qualité favorables à la santé.



Bien entendu, une ressource doit préalablement être disponible sur un territoire pour être accessible

— Robitaille et coll., 2019

L'accès universel à une offre alimentaire de qualité est un enjeu pour une part importante de la population du Québec. Selon l'Institut national de santé publique du Québec, 45,5 % des Québécois ont un accès géographique limité aux commerces alimentaires. Plus de 420 000 personnes (5,7 % de la population) vivent dans un désert alimentaire, soit un secteur dépourvu de sources d'aliments de qualité à un coût abordable et défavorisé sur le plan socioéconomique (Robitaille, 2013; Radio-Canada, 2019). Ainsi, à l'enjeu de l'accès géographique, s'ajoute celui de l'accès économique.

L'insécurité alimentaire est une conséquence de la pauvreté, car elle reflète un accès inadéquat ou incertain aux aliments en raison d'un manque de ressources financières. L'accès économique aux aliments est principalement influencé par le pouvoir d'achat des ménages (plus spécifiquement par la portion du revenu disponible pour l'alimentation), par le prix des aliments et par d'autres dépenses pour y accéder (p. ex. transport). Un faible revenu réduit certainement le pouvoir d'achat. Or, le prix des aliments a connu une hausse de 29 % au Québec entre 2006 et 2016, alors que la croissance du revenu des ménages a été inférieure (MAPAQ, 2017). Cette tendance semble se poursuivre puisqu'une augmentation de 3 à 5 % est prévue pour l'année 2021 (Charlebois et coll., 2021).

Dans ces conditions et face à certaines dépenses moins compressibles, dont le logement, certaines personnes en situation de pauvreté doivent faire des choix, souvent au détriment de leur alimentation et au risque de négliger leur santé. En effet, en 2017-2018, 11,1 % des ménages québécois vivent de l'insécurité alimentaire; toutefois, pour les ménages monoparentaux ayant une femme à leur tête, ce taux atteint 28,1 % (Statistique Canada, 2020). En 2019, plus de 500 000 Québécois ont eu recours

aux Banques alimentaires chaque mois (Bilan Faim 2019). Le bilan de l'année 2020 risque d'être encore plus lourd. Depuis avril 2020, le coût du panier à provisions nutritif a augmenté de 1,44 %, ce qui n'est pas négligeable pour les personnes à faible revenu (Dispensaire diététique de Montréal, 2020).

Par ailleurs, 29 % de l'apport calorique des Québécois proviendrait d'aliments à faible valeur nutritive (Brassard, 2019) et seulement 24 % des Québécois atteindraient la recommandation pour les fruits et légumes (Brassard, 2018). Une plus grande présence d'aliments transformés dans l'alimentation des Québécois est observée au détriment des plats cuisinés à base d'aliments frais et peu transformés (Moubarac, 2017; Moubarac, 2014). Or, les aliments transformés sont souvent riches en gras saturés, en sucres et en sodium, des nutriments qui, lorsque consommés en excès peuvent avoir un impact défavorable sur la santé des populations. L'amélioration de la qualité nutritionnelle des aliments transformés s'avère donc essentielle pour favoriser une offre alimentaire de meilleure qualité et ultimement améliorer l'alimentation des Québécois.

Les inégalités sociales et diverses vulnérabilités peuvent aussi désavantager certains groupes de la population et réduire leur accès à des aliments nutritifs, ce qui peut, de plus, générer des inégalités sociales liées à l'alimentation. Ces écarts associés à des désavantages sociaux (p. ex. revenu, scolarité, conditions de travail et de logement, mobilité, exclusion sociale) sont modifiables par des actions visant divers facteurs les influençant. Ce que les gens mangent, quand, où et en quelle quantité est influencé par un mélange complexe de facteurs sociétaux, communautaires et individuels. Ces influences peuvent agir directement à travers le système alimentaire ou indirectement à travers des environnements politiques, économiques et socio-

culturels qui génèrent une stratification sociale et influencent la qualité et les conditions de vie de la population (Friel et coll., 2015).

La pandémie de la COVID-19 a aussi mis en lumière l'enjeu de l'accès physique à une offre alimentaire de qualité (INSPQ, 2020 – COVID-19 – Pandémie et insécurité alimentaire). Les mesures de prévention, comme l'isolement physique des personnes et la rupture de certains services alimentaires et de transport ont compliqué l'alimentation de certains groupes vulnérables, dont les aînés et les personnes à mobilité réduite, en raison des barrières accrues d'accessibilité aux aliments (INSPQ 2020 – COVID-19 – Pandémie et conséquences pour les personnes âgées de 60 ans et plus). Ces événements confirment qu'un ensemble de mesures combinées et complémentaires sont nécessaires afin de diminuer les effets de la pandémie sur l'insécurité alimentaire, notamment des programmes sociaux comme le soutien au revenu et au logement des personnes ainsi que des actions sur les systèmes alimentaires locaux, afin d'assurer qu'ils soient

résilients, sains et durables (INSPQ, 2020 – Mesures de mitigation des effets de la pandémie sur l'insécurité alimentaire).

Enfin, on ne peut passer sous silence l'importance de renforcer la résilience du système alimentaire à long terme. Les changements climatiques ont un impact majeur sur ces systèmes qui, par ailleurs, sont eux-mêmes mis en cause dans le phénomène d'augmentation des gaz à effet de serre. En effet, les changements climatiques rendent la saison agricole plus difficile pour les producteurs d'ici et influencent également l'approvisionnement d'aliments importés (Gouvernement du Canada, 2012). Pas surprenant, dans ces circonstances, de constater un intérêt accru pour l'alimentation de proximité et de voir se multiplier les actions visant à améliorer l'accès, en tout temps et pour tous, à une alimentation de qualité.

Des lacunes demeurent néanmoins quant à la connaissance de ces actions et la complémentarité des efforts entre les nombreux acteurs impliqués dans cette problématique.

1.3 OBJECTIFS

La particularité du présent exercice réside dans le fait de mettre en lumière la contribution de différents types d'acteurs à la problématique complexe de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité. Plus spécifiquement, les objectifs de ce portrait sont de :

- Recenser des actions posées en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité par des acteurs provenant de différents secteurs d'activités, ainsi que les actions intersectorielles ;
- Cerner la portée géographique des actions, les publics cibles, les obstacles rencontrés et dans certains cas, les partenaires et les retombées ;
- Mieux connaître les besoins et les actions à mettre en place selon les acteurs ;
- Faire rayonner certaines initiatives existantes au Québec ;
- Croiser les besoins et les actions afin d'identifier des pistes de maillage entre les secteurs ;

- Proposer certaines recommandations quant à la mise en place ou le renforcement d'actions prometteuses.

Le présent rapport n'est pas un état de situation statistique sur l'accès ou la qualité de l'offre alimentaire au Québec. Il ne prétend pas être exhaustif quant aux nombreuses actions en cours au Québec, même s'il a permis de couvrir une vaste gamme d'actions et d'acteurs. Le portrait ne présente pas non plus explicitement le point de vue des personnes vulnérables par rapport à l'alimentation, même si certaines actions recensées visent spécifiquement ces personnes. Enfin, comme tout portrait, il est le reflet des actions en cours au moment de la recherche et ne peut être considéré comme un état de fait permanent.

1.4 DÉFINITIONS UTILISÉES

Dans le cadre du sondage, les définitions suivantes ont été élaborées par le groupe de travail et présentées aux répondants afin de les aider à déterminer s'ils portaient ou non des actions en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité :

L'ACCÈS UNIVERSEL À UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ

Réfère à la possibilité géographique, physique et économique pour tous les Québécois d'aujourd'hui et des générations futures, d'accéder à des aliments sains, locaux et écoresponsables ainsi qu'à l'eau, dans le respect de leur dignité.

ACCÈS GÉOGRAPHIQUE

Réfère à la localisation des commerces et services alimentaires à proximité des milieux de vie. L'accessibilité est considérée comme faible si la distance est supérieure à un kilomètre parcouru en milieu urbain et 16 kilomètres parcourus en milieu rural (INSPQ, 2013).

ACCÈS PHYSIQUE

Réfère à la possibilité de se déplacer et d'utiliser les commerces et services alimentaires, quelle que soit sa condition physique.

ACCÈS ÉCONOMIQUE

Réfère au coût des aliments et au revenu disponible pour se procurer des aliments nutritifs sur une base régulière et au moment opportun.

OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ¹

Réfère à la disponibilité, la variété, la fraîcheur et la valeur nutritive des aliments offerts dans un milieu donné. Une offre alimentaire de qualité donne la priorité aux aliments nutritifs sur le plan de la fréquence et de la quantité.

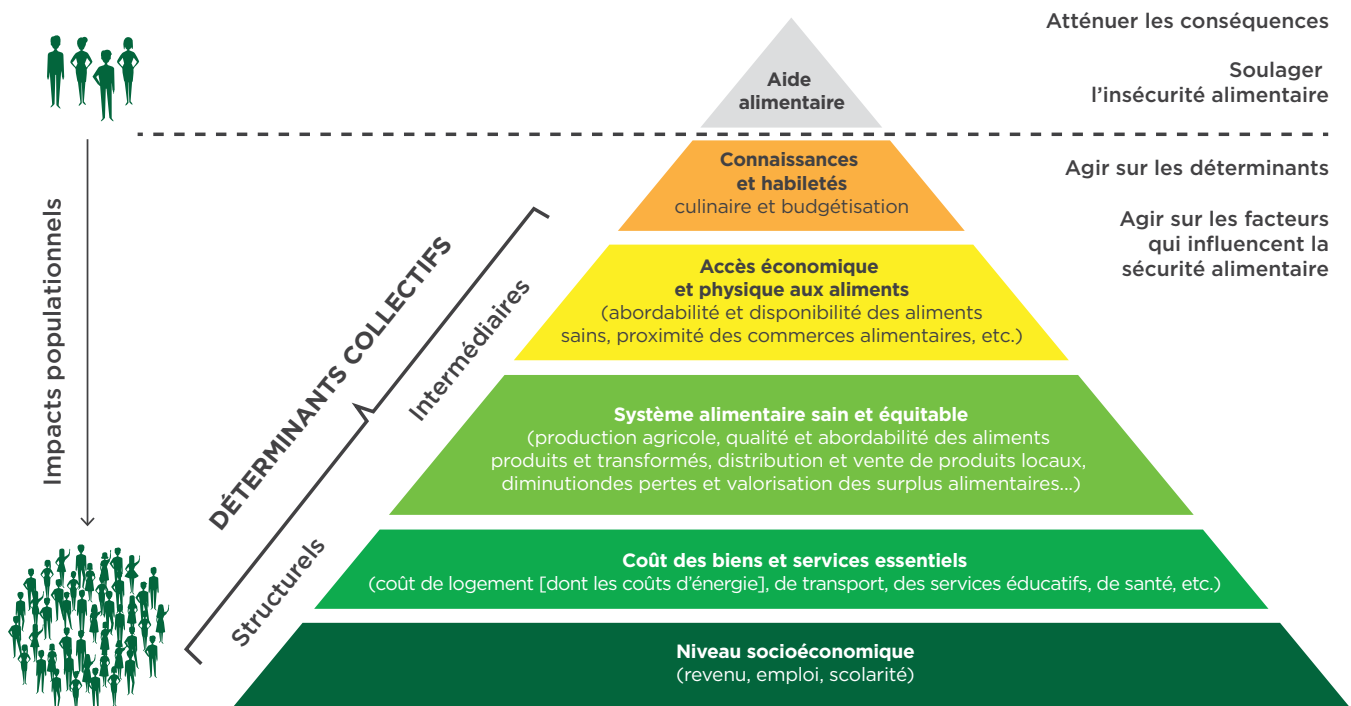
1. Définition simplifiée utilisée dans le sondage en ligne. De manière plus précise, une offre de qualité se caractérise d'abord par des aliments de qualité, c'est-à-dire **nutritifs** et **salubres**, qu'ils soient ou non préparés ou transformés. Ces aliments sont également produits, préparés ou transformés de manière **respectueuse des personnes et de l'environnement**. Une offre de qualité est composée d'une **variété d'aliments** de qualité à **prix abordable** et **disponibles** dans différents milieux de vie en **quantités suffisantes**. Dans ces milieux, un **emplacement stratégique** et une **promotion adéquate** de ces aliments auprès des consommateurs caractérisent également une offre de qualité. De plus, les aliments composant une offre de qualité doivent être d'une part, physiquement et économiquement accessibles pour tous et, d'autre part, acceptables pour les consommateurs (Observatoire de la qualité de l'offre alimentaire, 2019).

Cette définition de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité rejoint à plusieurs égards celle de la **sécurité alimentaire** telle que définie lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 :

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un **accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive** leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

L'accès à une offre alimentaire de qualité *pour l'ensemble de la population* est donc au cœur de la sécurité alimentaire d'une collectivité ou d'un pays. C'est l'idée derrière l'usage du terme « universel » dans la définition. Qui plus est, il est essentiel de comprendre que la sécurité alimentaire repose sur un continuum d'interventions allant de l'aide alimentaire d'urgence aux conditions socioéconomiques de la population, en passant par le coût des biens et services essentiels, l'organisation du système alimentaire, les initiatives visant spécifiquement à accroître l'accessibilité des aliments dans les milieux de vie et l'éducation des mangeurs. La diversité et l'interdépendance des interventions est représentée dans la figure ci-dessous.

Figure 1 - Pyramide d'impacts populationnels des interventions en matière de sécurité alimentaire



Source: Chénier, 2019

En somme, la problématique de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité est très apparentée à celle de la sécurité alimentaire. Les actions identifiées dans le cadre de ce portrait montrent la diversité et la complémentarité des efforts en cours au Québec pour s'assurer que l'ensemble de la population ait accès à une alimentation saine et en quantité suffisante, quelle que soit sa condition socio-économique ou son lieu de résidence.

MÉTHO DOLOGIE

Cette section présente la méthodologie de collecte et d'analyse de données utilisées.



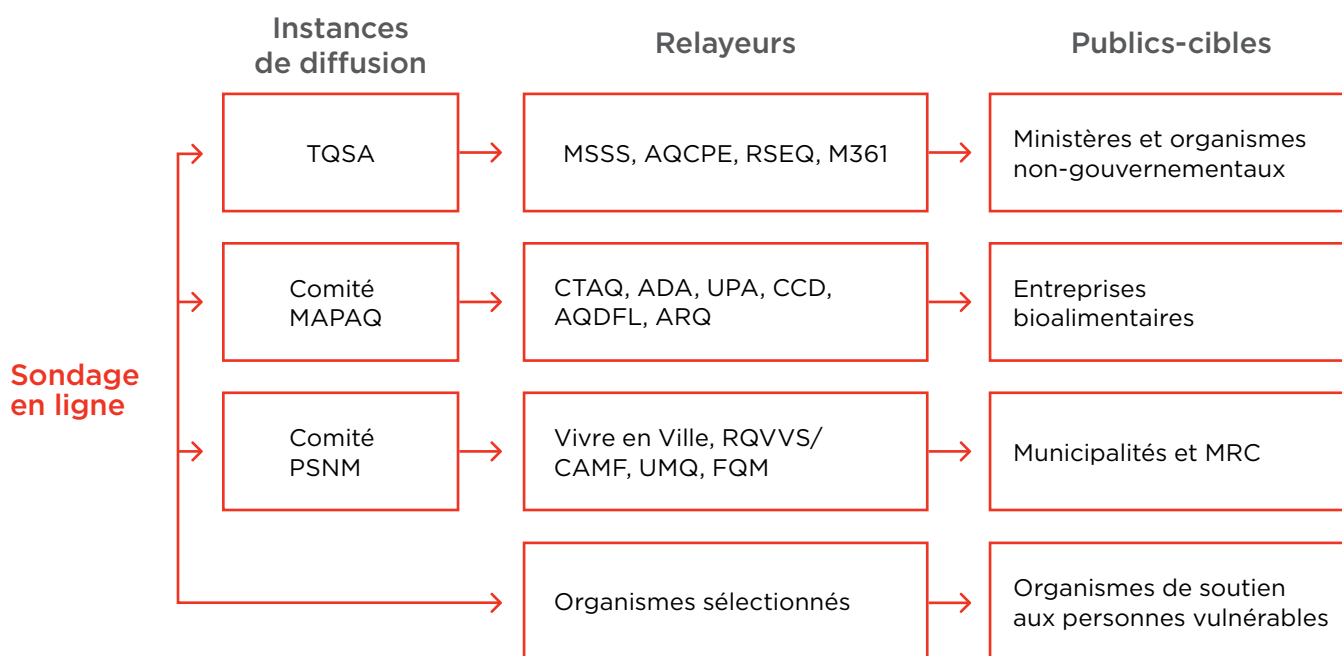
2.1 SONDAGE EN LIGNE

Les questions ont été élaborées en collaboration avec les membres du groupe de travail sur l'accès à une offre alimentaire de qualité (voir questionnaire complet en annexe). Le sondage a ensuite été mis en ligne via LimeSurvey.

Le sondage a d'abord été testé auprès d'acteurs provenant de plusieurs secteurs d'activités (p. ex. bioalimentaire, via le comité offre alimentaire santé du MAPAQ). Des ajustements de formulation ont été apportés afin de le rendre plus convivial et plus simple à compléter.

Le sondage a officiellement été lancé en janvier 2020. L'invitation à le compléter a été transmise à plus de 200 organisations œuvrant dans différents secteurs d'activités concernés par la problématique et connus des membres du groupe de travail. Certaines organisations ont également été ciblées pour relayer l'information auprès de leurs membres. Le schéma ci-dessous résume la démarche de diffusion du sondage en ligne.

Figure 2 - Schéma de la démarche de diffusion du sondage



La majorité des réponses ont été obtenues en janvier et février 2020. Des réponses ont toutefois été acceptées jusqu'en mai 2020. **La majorité des données ont donc été recueillies avant la pandémie de COVID-19.**

Les résultats du sondage ont été compilés et seront présentés à la section résultat par secteur d'activités :

- 1 - Communautaire
- 5 - Bioalimentaire
- 2 - Municipal
- 6 - Intersectoriel
- 3 - Santé et services sociaux
- 7 - Environnemental
- 4 - Éducation

Seuls les répondants ayant entièrement complété le sondage ont été considérés dans les analyses réalisées pour les répondants au sondage. Pour les organisations ayant répondu deux fois ou plus, mais en donnant la même réponse à la question sur la présence ou non d'action favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité, la réponse la plus complète a été retenue. Les organisations ayant répondu deux fois ou plus et ayant des réponses contradictoires n'ont pas été considérées dans les répondants, mais prises en compte dans la recherche d'information complémentaire.

2.2 RECHERCHES COMPLÉMENTAIRES

Afin d'étendre la portée de l'étude et ainsi avoir un échantillon plus important dans chaque secteur d'activité, une recherche complémentaire a été réalisée. Cette démarche consistait à recenser des informations sur les sites web de différents acteurs préidentifiés afin de recenser les actions favorisant l'accès universel à une offre alimentaire de qualité. Les actions recensées lors d'un précédent sondage auprès des membres de la TQSA ont également été incluses dans cette recherche.

Les données recueillies ont été compilées et sont présentées à la section résultats pour chaque secteur d'activité, en complément des résultats au

sondage en ligne. Certains répondants au sondage ont indiqué ne pas avoir d'actions spécifiques, alors que les recherches complémentaires ont démontré le contraire. Dans ces cas, l'information sera fournie à la sous-section recherche complémentaire de la section résultats. Les répondants ayant entamé le sondage sans le compléter et ayant indiqué avoir des actions en lien avec l'accès à une offre alimentaire de qualité ont été considérés dans les recherches complémentaires.

Les données pour la recherche complémentaire ont été recueillies pendant la pandémie de COVID-19.

2.3 CATÉGORIES D' ACTIONS

Afin de regrouper les actions recensées, pour l'ensemble des secteurs d'activités, une catégorisation d'actions a été développée. Ces catégories ont été créées itérativement en fonction des actions émanant des résultats du sondage et de la recherche complémentaire. Les catégories traduisent la **nature** des actions recensées et non leur finalité. Par exemple, la remise de dépliants éducatifs a été classée dans **information/promotion** même si ultimement ce pamphlet vise l'éducation ou le développement de compétences. Autre exemple : du soutien professionnel offert pour le fonctionnement d'une concertation en sécurité alimentaire a été catégorisé comme **accompagnement/service-conseil** même si l'objet de ce soutien concerne la concertation. Lorsque les catégories identifiées ne suffisaient pas, de

nouvelles ont été créées, et ce, jusqu'à saturation des données. Cette catégorisation a été réalisée en double codeur afin d'en assurer la robustesse. En effet, deux évaluateurs indépendants ont donc réalisé un codage des actions. En cas de divergence, l'avis d'une tierce personne experte sur le sujet a été sollicité afin de trancher. Ceci permet de juxtaposer les résultats du sondage et de la recherche complémentaire et de réaliser une analyse plus globale des actions en cours. Le tableau 1 présente les catégories d'actions retenues.

Tableau 1 – Catégories d'actions créées à partir des résultats du sondage

CATÉGORIE	EXEMPLES D' ACTIONS INCLUSES DANS CHAQUE CATÉGORIE
<p>● Information/promotion</p>	<p>Campagnes gouvernementales, guide alimentaire, circulaires d'épicerie, logos pour identifier aliments sains, recettes sur les sites web, pamphlet, guide.</p>
<p>● Éducation/développement des compétences</p>	<p>Compétences alimentaires, culinaires, horticoles, budgétaires; éducation de la perception des aliments, jardins pédagogiques, ateliers/formation, restauration pédagogique.</p>
<p>● Amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie</p>	<p>Distribution d'eau potable, services de livraison/d'achats en ligne, traiteur, cuisine de rue, marché mobile, service alimentaire dans les institutions, situé près des quartiers résidentiels, mise en place de jardins communautaires et/ou collectifs, agriculture urbaine et de proximité.</p>
<p>● Réduction de l'empreinte écologique</p>	<p>Production biologique, compostage, lutte contre le gaspillage alimentaire, démarche interne de durabilité (p. ex. certification dans une entreprise, labels), protection des terres agricoles, valorisation de l'alimentation végétale/réduction de la consommation de viande.</p>
<p>● Approvisionnement/mise en marché en circuits courts</p>	<p>Intégration des aliments locaux dans les lieux de mise en marché et de transformation des aliments: notamment marchés publics/fermiers, vente à la ferme (kiosque), points de chute (ASC), intégration d'ingrédients locaux dans les recettes des usines, restaurants, etc.</p>
<p>● Optimisation de la logistique de distribution et récupération des aliments</p>	<p>Projets de caractérisation et d'optimisation en distribution, en récupération, conditionnement, entreposage et redistribution des surplus de production; mutualisation des infrastructures, équipements et ressources humaines.</p>
<p>● Facilitation des déplacements vers les infrastructures alimentaires</p>	<p>Services de navette, rampes pour fauteuil roulant, support à vélo, amélioration des circuits.</p>
<p>● Amélioration de la qualité des aliments</p>	<p>Salubrité, valeur nutritionnelle, fraîcheur, conservation, formulation (réduction des teneurs en gras, sucre, sel ou additifs), amélioration de l'emballage pour améliorer la fraîcheur.</p>
<p>● Développement de solutions alimentaires adaptées aux besoins spécifiques</p>	<p>Adaptation des menus pour tenir compte des préférences ou restrictions alimentaires, plats prêts-à-manger, petits et grands formats</p>
<p>● Don d'aliments</p>	<p>Dépannage alimentaire, distribution de collations, fruits et légumes en attente pour une personne dans le besoin.</p>
<p>● Réduction du coût des aliments pour le consommateur</p>	<p>Cuisines collectives, repas à faibles coûts, rabais sur l'achat d'aliments, coupons alimentaires/bons d'achat, politique de prix promotionnels pour des clientèles ou des produits spécifiques.</p>

CATÉGORIE	EXEMPLES D' ACTIONS INCLUSES DANS CHAQUE CATÉGORIE
● Mobilisation/concertation	Démarches concertées de système alimentaire durable, saine alimentation pour tous ou sécurité alimentaire.
● Soutien financier	Programme de financement (subventions pour l'achat d'aliments nutritifs), municipalité qui soutient une coopérative alimentaire locale, financement de projets de recherche, don financier d'une entreprise.
● Adoption de politique alimentaire/cadres de référence et réglementation en alimentation	Politiques gouvernementales, municipales, institutionnelles ou d'entreprise, cadre de référence, règlement prosanté.
● Plaidoyer politique/lobbying auprès des instances gouvernementales	Prises de position afin d'appeler à l'action les acteurs clés en saine alimentation, notamment les ministères, les municipalités, l'industrie et le milieu scolaire.
● Accompagnement/ service-conseil	Soutien de la santé publique à la mise en place d'épiceries communautaires, soutien aux services marchands de proximité en milieu rural, expertises en planification stratégique, gestion financière, communication, reformulation de produits, etc.
● Soutien technique à la mise en place d'initiatives favorisant l'accès	Prêts de locaux pour dépannage alimentaire, prêt de terrains pour jardins collectifs, accès à des serres.
● Recherche et innovation	Recherche scientifique, recherche participative ou appliquée, innovations sociales ou technologiques appliquées à l'accès, à la qualité des aliments ou à l'agriculture durable.

2.4 EXEMPLES D' ACTIONS

Certaines actions provenant du sondage ou des recherches complémentaires ont été mises de l'avant dans la sous-section exemples d'actions de la section résultats. Certaines de ces actions étaient considérées comme innovantes ou structurantes, d'autres permettaient de présenter une diversité d'actions complémentaires tandis que certaines mettaient de l'avant des actions représentatives du secteur. Ces exemples ne constituent donc pas un palmarès des meilleures pratiques, mais un panorama des actions mises en place par différents acteurs clés. Ces exemples ont été bonifiés et validés par les organisations concernées.

2.5 CROISEMENT DES DONNÉES

Différentes analyses ont été réalisées afin de regrouper et comparer les besoins, obstacles, partenaires et retombées des actions. Les résultats de ces analyses se retrouvent principalement dans la section 6 - Discussion.

2.6 LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

Le sondage en ligne a été réalisé avant la pandémie de COVID-19. Les actions recensées par ce moyen ne tiennent donc pas compte des nombreuses actions mises en place dans le contexte de la pandémie ou du fait que certaines d'entre elles ont pu cesser ou être grandement modifiées. Toutefois, la recherche complémentaire effectuée pendant la première vague de la pandémie a permis de capter certaines de ces actions.

Les exemples d'actions ont été validés auprès des organisations pendant la pandémie et les ajustements nécessaires ont donc été apportés pour tenir compte des impacts des derniers mois, ce qui a permis de mettre de l'avant l'information la plus à jour possible. Cependant, comme la recherche complémentaire s'effectuait sur les sites web des organismes, certaines actions spécifiques liées à la pandémie n'ont pu être recensées ou mises en valeur.

De plus, le sondage était complété sur une base volontaire. Ainsi, les répondants au sondage étaient possiblement davantage intéressés ou sensibilisés

aux enjeux de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité que l'ensemble de tous les acteurs. Bien que le sondage ait été diffusé dans plusieurs réseaux et complété par une recherche complémentaire, celle-ci a été réalisée sur des acteurs relativement connus et disposant d'un site web. Le présent portrait ne prétend en aucun cas avoir recensé l'ensemble des acteurs et actions œuvrant sur l'accès universel à une offre alimentaire de qualité au Québec.

Enfin, le faible nombre de répondants et/ou d'actions dans certains secteurs d'activités ne permettent pas nécessairement de tirer des constats généralisables à l'ensemble de leur secteur d'activités qui comprennent une diversité d'acteurs. Certains secteurs d'activités, comme la recherche fondamentale et le milieu de la philanthropie, n'ont pas fait l'objet de collectes de données spécifiques même si certaines organisations ont été intégrées.



RÉSULTATS

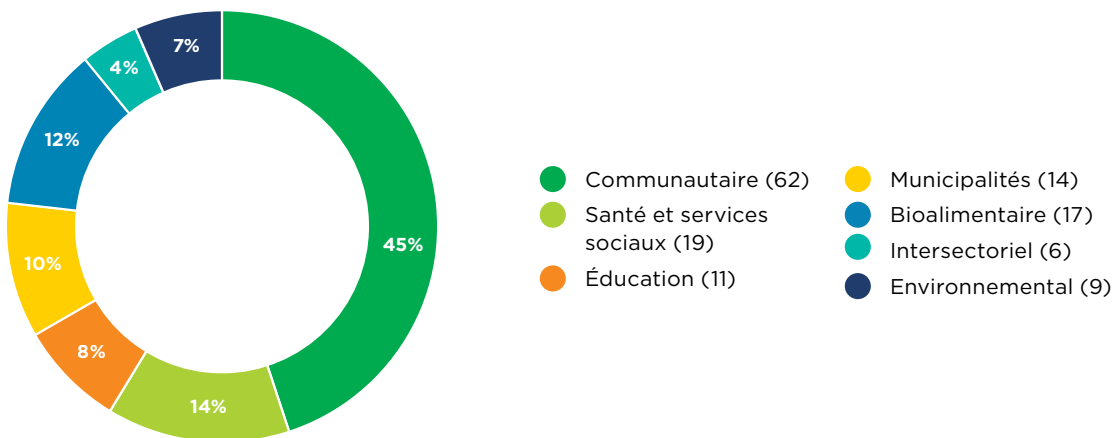
Les résultats sont présentés en deux temps, soit d'abord pour l'ensemble des répondants au sondage (section 4.1) et, ensuite, pour chaque secteur d'activité (sections 4.2 à 4.8). Pour chaque secteur d'activités, les faits saillants provenant des résultats du sondage, de la recherche complémentaire et des exemples d'actions sont successivement mis de l'avant. La section 4.9 présente les actions supplémentaires proposées par les répondants pour favoriser l'accès à une offre alimentaire de qualité.

3.1 RÉSULTATS POUR L'ENSEMBLE DES RÉPONDANTS AU SONDRAGE

3.1.1 SECTEURS D'ACTIVITÉS

Un total de 138 répondants ont complété le sondage en entier. De ce nombre, 115 ont déclaré avoir des actions liées à la thématique étudiée. La majorité des répondants s'associent au secteur communautaire (n=62). Suivent ensuite les secteurs de la santé et des services sociaux (n=19) et du bioalimentaire (n=17) (voir figure 3).

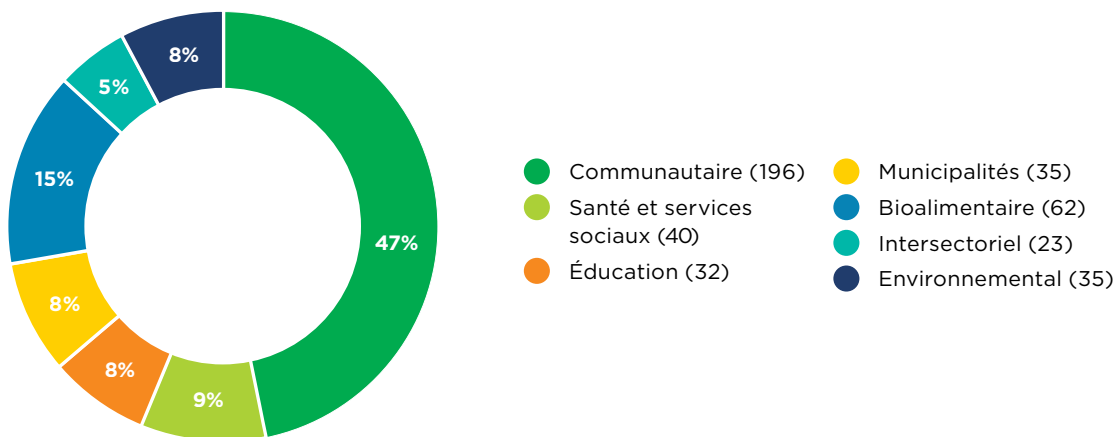
Figure 3 – Secteurs d'activités des répondants



3.1.2 ACTIONS CITÉES PAR LES RÉPONDANTS

En regroupant l'ensemble des répondants, on dénombre 423 actions différentes. La majorité des actions citées proviennent du secteur communautaire (n=196). Le secteur bioalimentaire est le deuxième secteur le plus représenté (n=62) (voir figure 4).

Figure 4 – Actions citées par les répondants par secteur d'activités



En ce qui a trait à la nature des actions citées par les répondants, les catégories les plus fréquentes sont l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (64 actions), la réduction du coût des aliments pour le consommateur (60 actions), le don d'aliments (48 actions) et l'éducation/développement des connaissances (39 actions) (voir figure 5).

Figure 5.1 – Nombre d'actions citées par les répondants par catégorie d'action

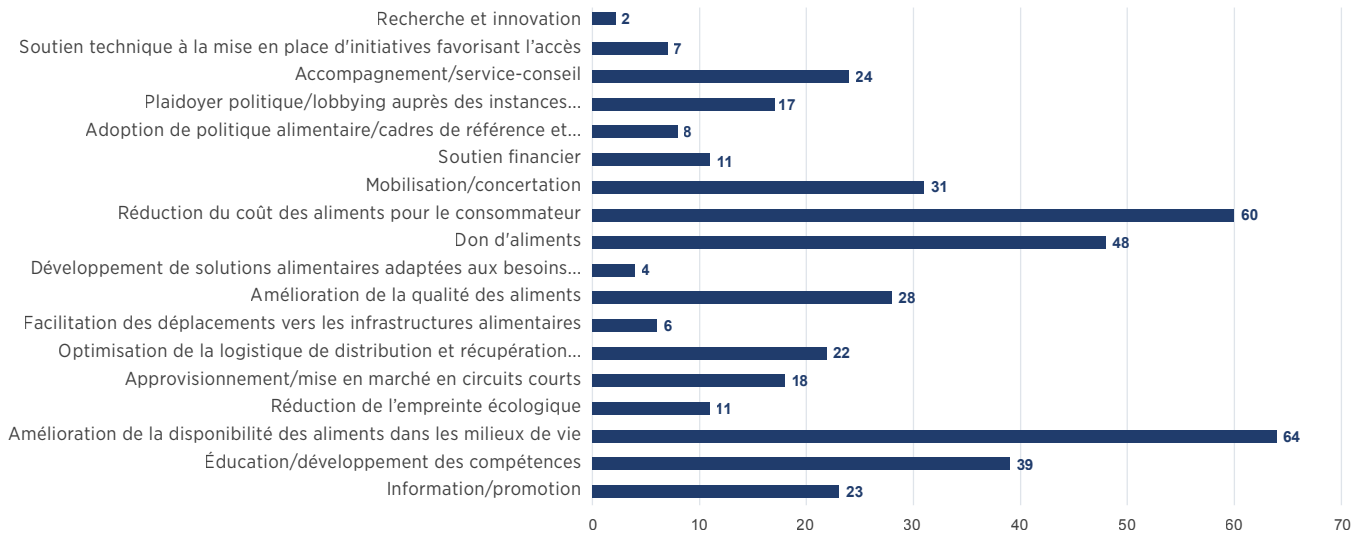
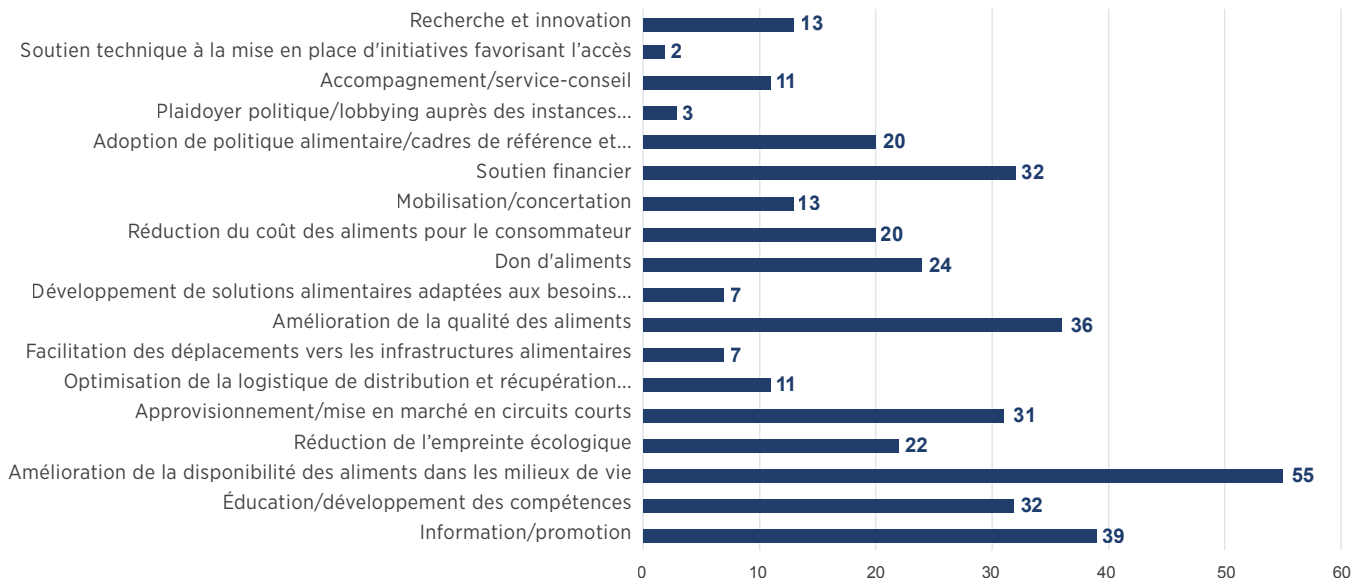


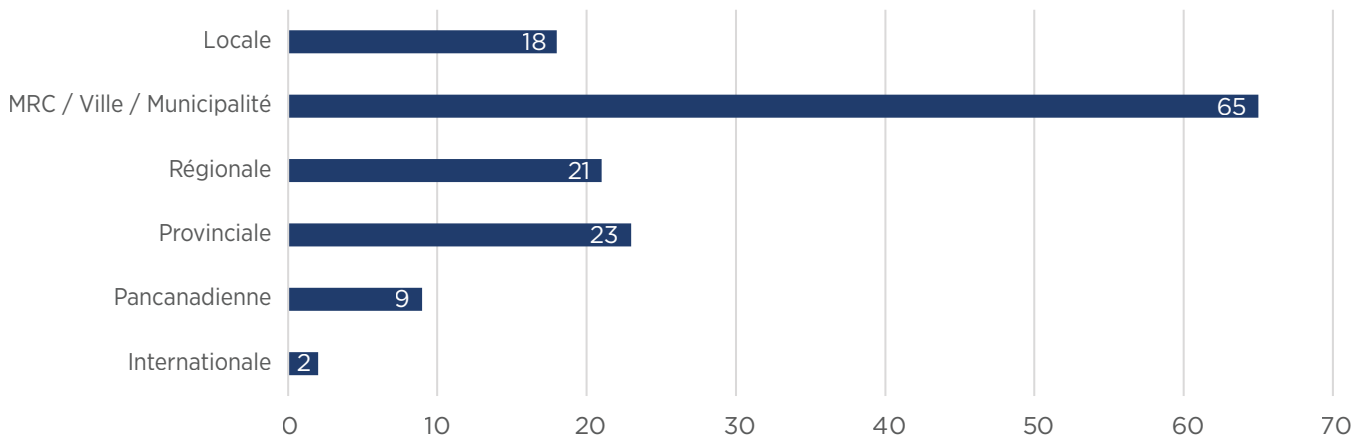
Figure 5.2 – Nombre d'actions recensées lors de la recherche complémentaire



3.1.3 PORTÉE GÉOGRAPHIQUE DES ACTIONS DES RÉPONDANTS

La majorité des répondants ont mentionné avoir des actions ayant une portée municipale. Quelques actions ont une portée provinciale, régionale ou locale (échelle du quartier ou de l'arrondissement), mais peu ont une portée pancanadienne ou internationale (voir figure 6).

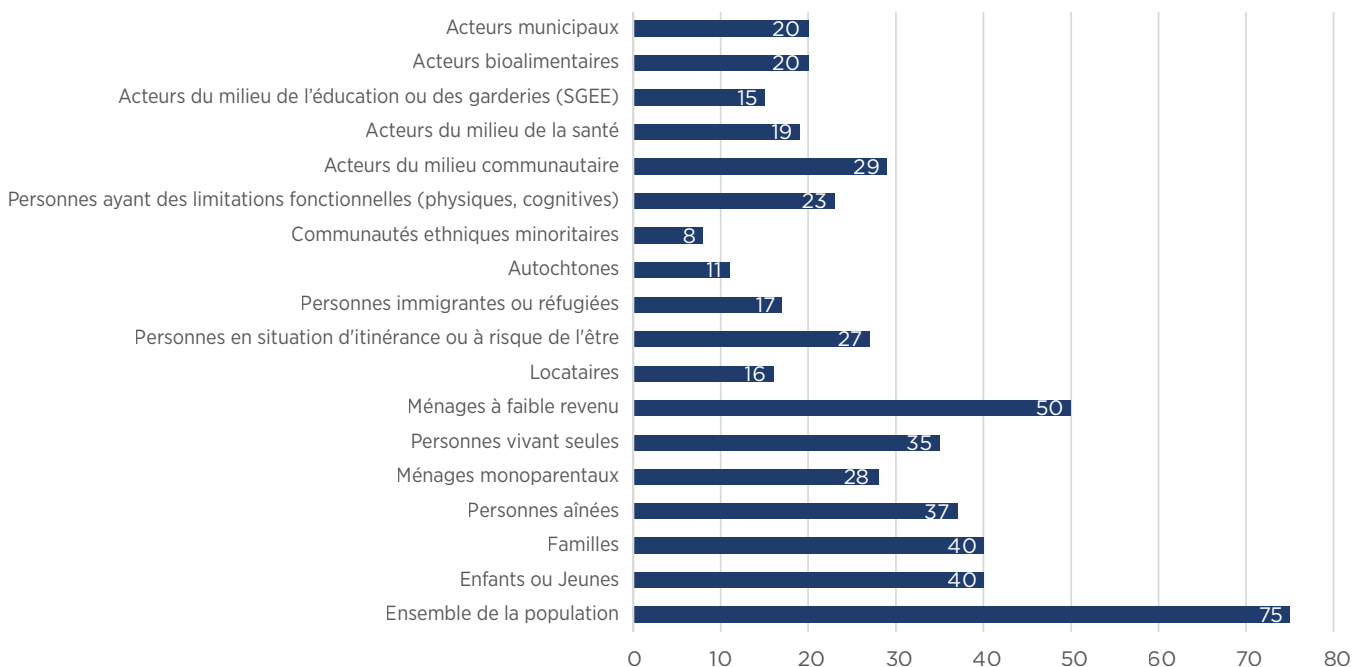
Figure 6 - Répartition des actions principales des répondants selon la portée géographique



3.1.4 PUBLICS CIBLES DE L'ACTION PRINCIPALE DES RÉPONDANTS

Le public cible le plus souvent touché par les actions principales mentionnées par les répondants est l'ensemble de la population, suivi des ménages à faible revenu, des enfants et des familles (voir figure 7). Peu d'actions visent spécifiquement les communautés ethniques minoritaires et les autochtones.

Figure 7 - Public cible de l'action principale présentée par les répondants



Voici quelques exemples d'actions pour lesquelles les répondants ont indiqué cibler des personnes vulnérables :

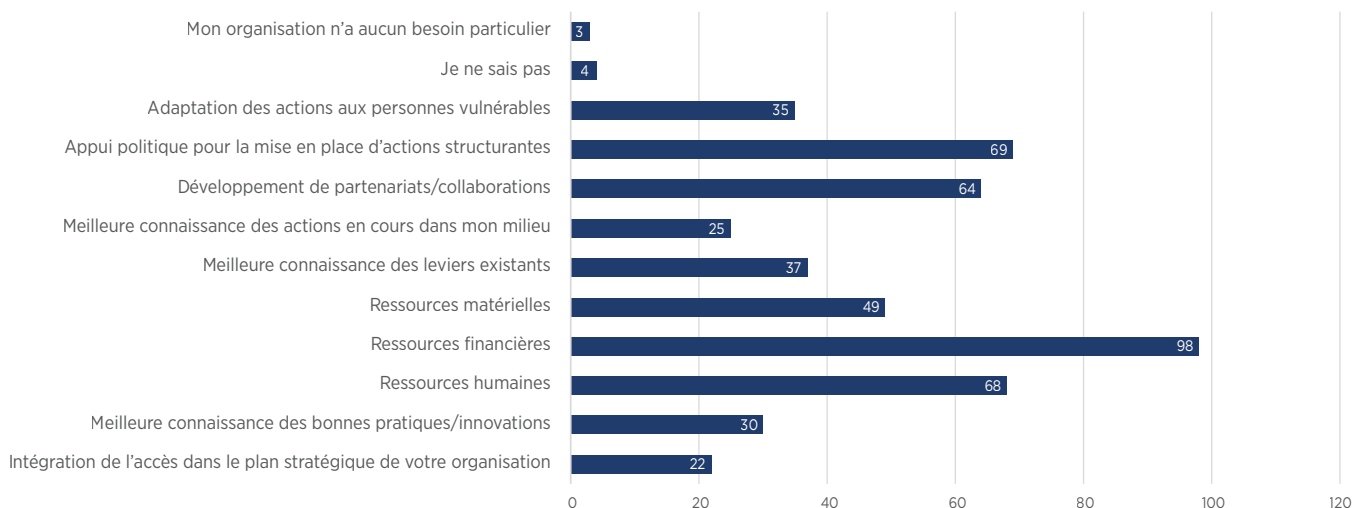
- Lors de souper rencontres ou de fêtes, les surplus de repas (de qualité) sont offerts aux membres moins fortunés leur permettant d'avoir un ou deux repas additionnels à la maison.
- Des bénévoles accompagnent nos membres vivant avec un handicap pour les aider à faire leur épicerie.
- Sonder l'opinion des intervenants en nutrition des communautés autochtones permettrait d'adapter les aliments reçus dans les communautés en s'assurant qu'ils répondent aux besoins des autochtones notamment en ce qui a trait à l'accès aux aliments traditionnels.

Il est toutefois important de considérer que ces actions sont souvent liées à la mission première de l'organisation et pas nécessairement spécifiques l'accès à une offre alimentaire de qualité.

3.1.5 BESOINS MENTIONNÉS

Les besoins mentionnés par les répondants sont principalement liés aux ressources financières et humaines ainsi qu'à l'appui politique pour la mise en place d'actions structurantes et le développement de partenariats et de collaborations (voir figure 8).

Figure 8 – Besoins mentionnés par les répondants



3.1.6 PARTENAIRES ET RETOMBÉES

Parmi les répondants au sondage (n=138), un total de 108 a mentionné avoir des partenaires pour la réalisation de leur action principale, soit 78 % d'entre eux. C'est donc dire que la majorité des actions recensées dans le sondage sont réalisées en partenariat. Bien que l'information fournie est parfois peu précise sur les partenaires impliqués (p. ex. les résidents, les municipalités voisines, les entreprises locales, etc.), plusieurs répondants ont fourni une liste détaillée de partenaires. Jusqu'à 19 partenaires ont été identifiés pour une seule action.

Tableau 2 – Proportion des actions pour lesquelles des partenaires ont été mentionnés, par secteur d'activité

Secteur d'activité	Pourcentage
● Communautaires	81%
● Municipal	57%
● Santé et services sociaux	68%
● Éducation	82%
● Bioalimentaire	88%
● Intersectoriel	100%
● Autres (environnement)	78%

En ce qui concerne les retombées des actions des répondants, 73 des 138 répondants ont fourni de l'information, soit 53% d'entre eux (communautaire: 37/62, municipal: 6/14, santé et services sociaux: 6/19, éducation: 4/11, bioalimentaire: 10/17, intersectoriel: 3/6, environnemental: 7/9). La nature des informations fournies ne permet pas de dresser un portrait global des retombées des actions. Toutefois, plusieurs répondants ont indiqué des informations sur le nombre de personnes ou d'établissements desservis, le nombre de portions ou de repas livrés, le poids de légumes récupérés, le nombre d'hectares de terres converties à l'agriculture biologique, etc. La plupart des exemples d'actions présenté pour chaque type d'acteurs dans les prochaines sections font état de retombées en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité.

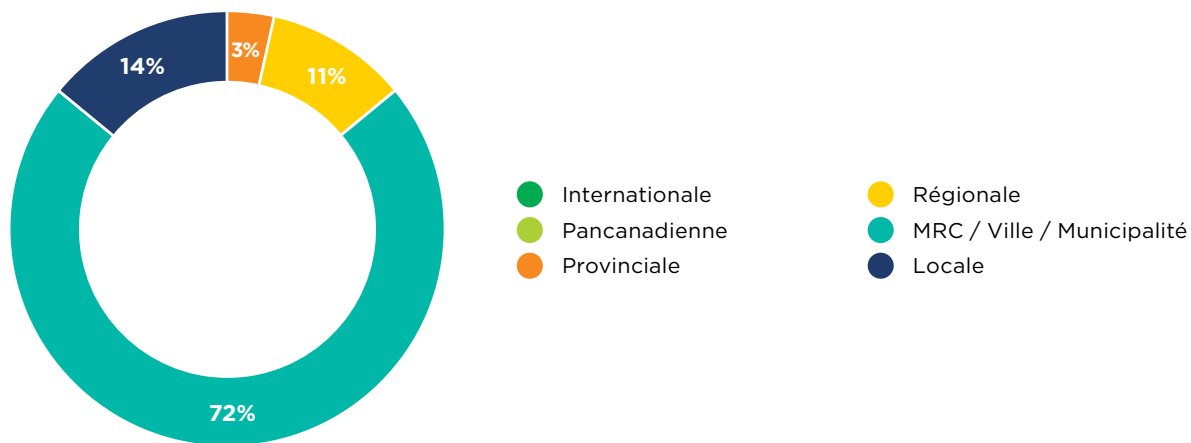


3.2 RÉSULTATS POUR LE SECTEUR COMMUNAUTAIRE

3.2.1 RÉSULTATS DU SONDAGE POUR LE SECTEUR COMMUNAUTAIRE

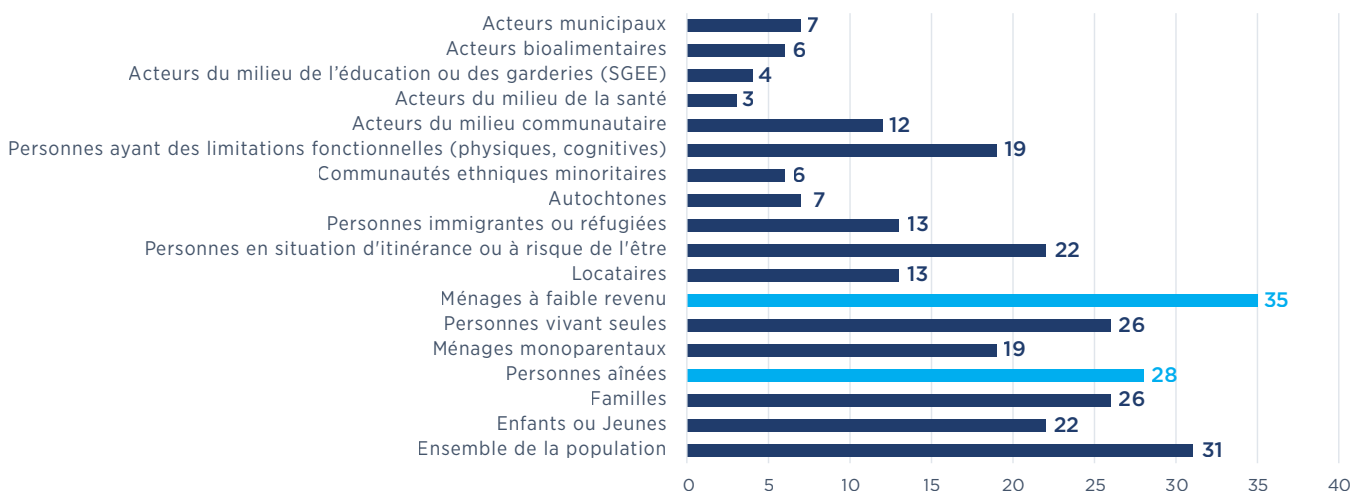
Pour ce qui est des répondants du secteur communautaire, 55 ont mentionné avoir des actions en lien avec l'accès à une offre alimentaire de qualité (88,7%), alors que sept n'en ont pas (11,3%). Un total de 196 actions ont été citées par ces répondants. Majoritairement, les actions ont une portée municipale (voir figure 9). Certaines actions ont une portée locale ou régionale. Rares sont les actions à portée provinciale et aucune action à portée pancanadienne ou internationale n'a été recensée.

Figure 9 - Répartition des actions principales des répondants du secteur communautaire selon la portée géographique



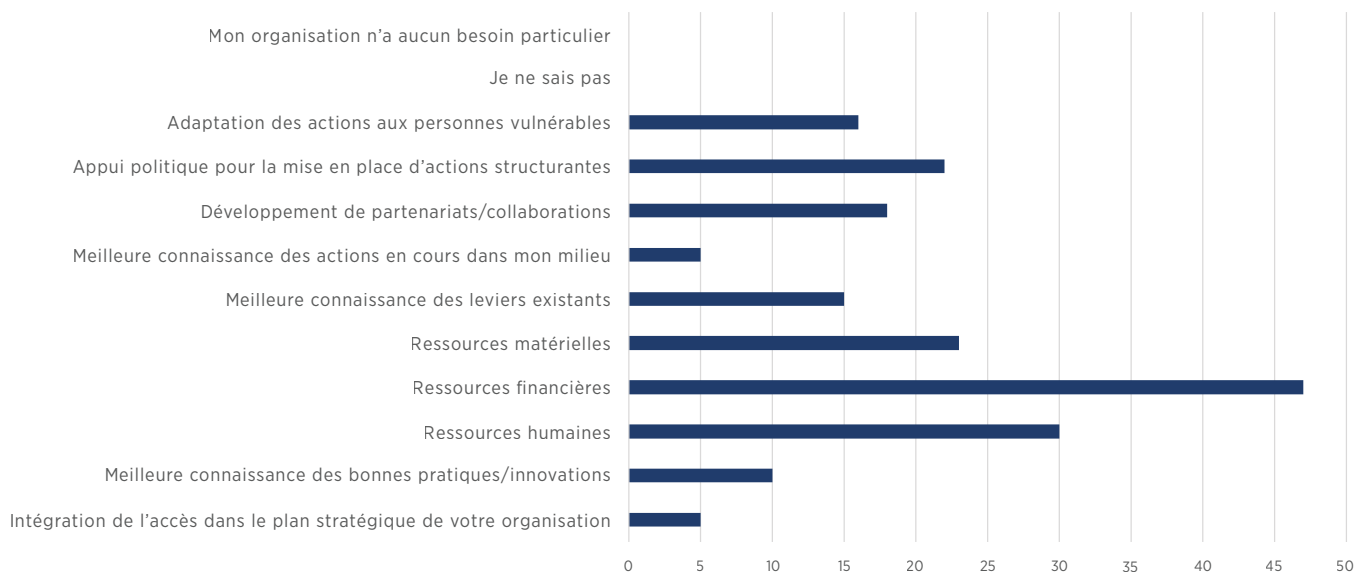
Les principaux publics ciblés par les actions principales des répondants du secteur communautaire sont les ménages à faible revenu, l'ensemble de la population, les personnes âgées, les familles et les personnes vivant seules (voir figure 10). Cependant, Un autre public mentionné par certains répondants était les jeunes parents. On observe ainsi une certaine diversité dans les groupes vulnérables desservis.

Figure 10 - Publics cibles des actions principales des répondants du secteur communautaire



Les principaux besoins des répondants du secteur communautaire sont de nature financière (voir figure 11). On note également des besoins en ressources humaines et matérielles ainsi que pour de l'appui politique pour la mise en place d'actions structurantes, l'adaptation des actions aux personnes vulnérables, le développement de partenariat et une meilleure connaissance des leviers existants.

Figure 11 – Besoins des répondants du secteur communautaire



Parmi les **obstacles** mentionnés par les répondants, voici quelques éléments intéressants :

- faire connaître l'initiative auprès des partenaires pour s'assurer d'avoir suffisamment de denrées ;
- l'étendue du territoire à couvrir pour répondre à la demande/déplacement dans les secteurs ruraux/transport des participants ;
- l'acceptabilité sociale pour les personnes qui pourraient bénéficier des services (gêne de faire appel aux services)/obtenir leur opinion et leur implication ;
- le manque de bénévoles ;
- la concurrence des services de différents organismes communautaires ;
- la recherche de financement récurrent ne permettant pas de pérenniser les projets ;
- difficulté d'assurer une implication des populations vulnérables à l'amélioration de leur condition (acquisition des connaissances et non seulement de l'aide financière) ;
- acquérir l'équipement et les locaux nécessaires.

3.2.2 RECHERCHE COMPLÉMENTAIRE SUR LE SECTEUR COMMUNAUTAIRE

Parmi les résultats obtenus via la recherche complémentaire, on retrouve sept organisations ayant entamé le sondage sans l'avoir complété ainsi qu'une organisation ayant complété deux fois le sondage et ayant donné des réponses divergentes quant à la présence ou non d'action visant l'accès à une offre alimentaire de qualité. La recherche complémentaire a également visé 33 autres organisations (une complétant la réponse d'un répondant). En tout, 41 organisations ont été ajoutées pour lesquelles on recense 82 actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité.

3.2.3 ACTIONS POUR L'ACCÈS À UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ DANS LE SECTEUR COMMUNAUTAIRE

Les actions les plus souvent recensées pour les **répondants au sondage** sont :

1. la réduction du coût des aliments pour le consommateur (n=51),
2. l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (n=39) (voir exemple : TAACoMOBILE de la Table autonome des aînés des Collines, **page 33**), et
3. le don d'aliments (n=36). (voir figure 12)
D'autres exemples d'actions méritent d'être mentionnés pour les acteurs communautaires, notamment pour la facilitation des déplacements vers les infrastructures alimentaires.

Les actions les plus souvent recensées lors de la **recherche complémentaire** sont :

1. la réduction du coût des aliments pour le consommateur (n=16) (voir exemples : Carte proximité (Carrefour alimentaire Centre-Sud) et Cantine pour tous, **pages 31 et 30**),
2. l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (n=14),

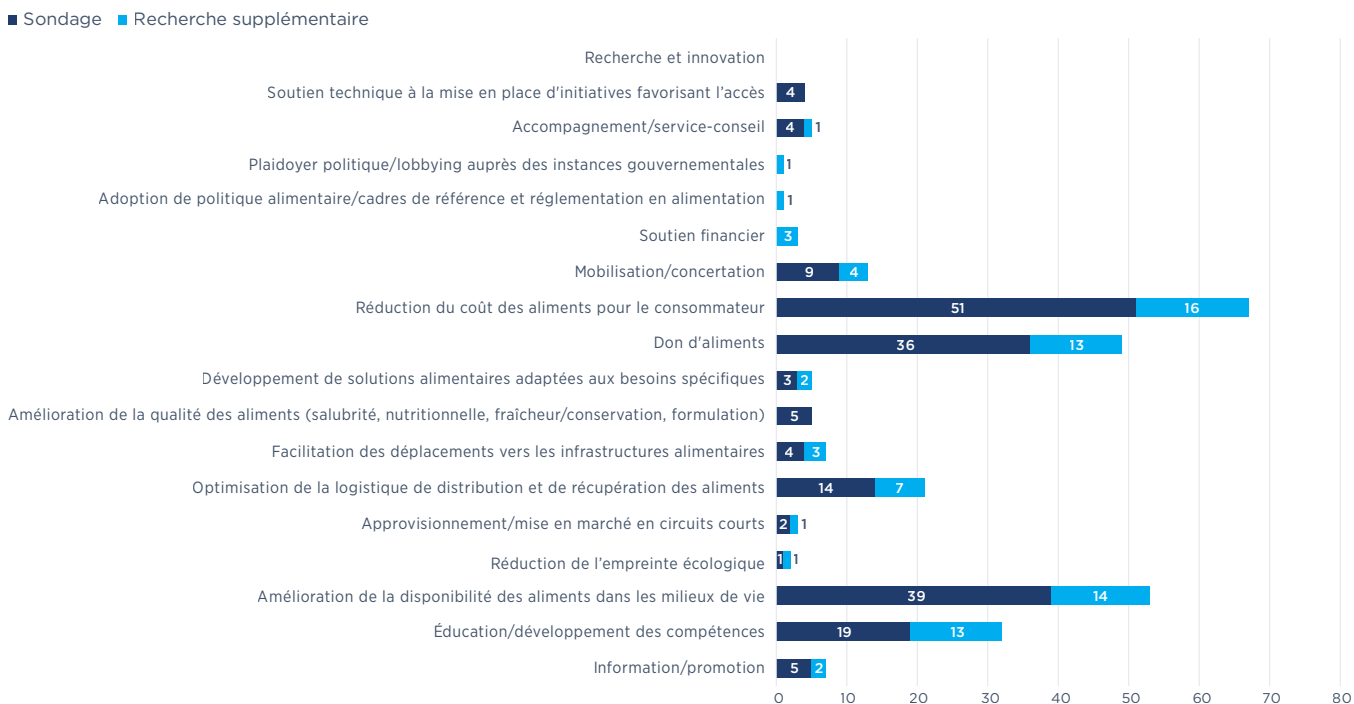
3. l'éducation et développement de compétences (n=13) et 4) le don d'aliments (n=13). (voir figure 12).

D'autres actions notables visent l'optimisation de la logistique de distribution des aliments (voir exemples : Programme de récupération alimentaire de la Tablee des chefs et Portail web **partager.ca** des Banques alimentaires du Québec) ainsi que la mobilisation/concertation et l'adoption de politique alimentaire/cadres de référence et réglementation en alimentation (voir exemple : Aliments pour Tous! et Charte Aliments pour tous de la Corporation de développement communautaire de Lévis, **page 32**).

Autant les répondants au sondage que les organisations ciblées pour la recherche complémentaire ont fait ressortir les mêmes catégories d'actions pour ce type d'acteurs. Dans l'ensemble, il semble donc que les acteurs communautaires se concentrent sur :

1. la réduction du coût des aliments pour le consommateur (24,1%),
2. l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (19,1%), et
3. le don d'aliments (17,6%).

Figure 12 - Actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité du secteur communautaire





BANQUES ALIMENTAIRES DU QUÉBEC (BAQ)

Banques alimentaires du Québec (BAQ) a pour mission de soutenir ses membres dans la réalisation de leur mission par la mise en commun de ressources et d'expertises afin de contribuer à l'aide alimentaire aux personnes fragilisées en situation de vulnérabilité.

Présents dans toute la province, ses 32 membres Moisson et associés forment un réseau solidaire et résilient. BAQ contribue au développement de l'expertise et des approches d'aide alimentaire; recueille et partage des dons en argent, en denrées et en services au bénéfice de ses membres; préconise des approches du développement durable dans la mise en œuvre de programmes et projets réduisant le gaspillage et l'enfouissement des denrées et consolide un vaste réseau de partenaires et de donateurs autour de la mission. Une action

intéressante à explorer est le nouveau portail web partager.ca. Il s'agit d'une initiative originale de BAQ et de Toucan Solutions pour orienter efficacement les personnes en situation de vulnérabilité et canaliser les offres de solidarité. Cette plateforme offre au secteur agroalimentaire un moyen efficace et sécurisé de donner ses surplus de denrées et d'accélérer leur traitement. Les donateurs peuvent ainsi accéder à leur historique de don et à leur impact social et environnemental.

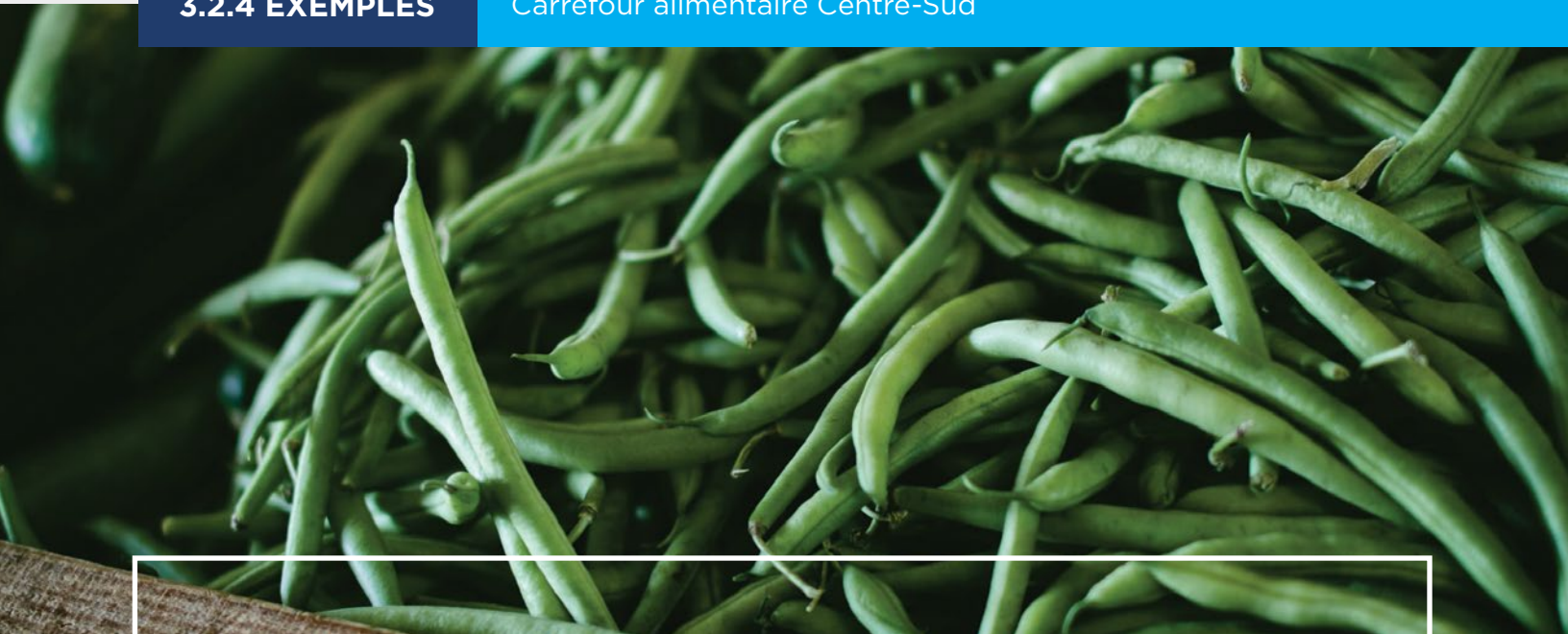


CANTINE POUR TOUS

La Cantine pour tous a pour mission de favoriser la sécurité alimentaire des citoyen.nes en facilitant l'accès à une offre de repas sains et abordables, en particulier pour les enfants et les aîné.es.

Présentement, l'organisation œuvre principalement dans la préparation de dîners accessibles à tous dans les écoles primaires, avec son programme La Cantine dans les écoles. Dans sa deuxième année, celui-ci dessert plus de 1600 élèves de 15 écoles de la province. Premier réseau québécois d'entreprises d'insertion sociale, d'économie sociale et d'organismes communautaires œuvrant en alimentation, la Cantine pour tous travaille de plus à développer la capacité de production de ses membres par la commercialisation des services alimentaires, le partage et la mutualisation des

équipements. L'organisme coordonne également l'effort collectif en représentant l'intérêt des membres, en animant le réseau, en organisant des collectes de fonds et en faisant des représentations aux rencontres-clés du secteur de l'alimentation, la santé et l'éducation. Porté par la vision de développer une réponse efficace et concertée à l'insécurité alimentaire, le regroupement la Cantine pour tous agit comme un levier de développement socio-économique en misant sur l'union des forces positives.



CARREFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD

Le Carrefour alimentaire Centre-Sud œuvre à améliorer l'accès à une alimentation saine pour tous et soutient le développement d'un système alimentaire local, écologique et solidaire.

Il compte plus de 315 membres actifs. L'organisme a pour action principale de 1) améliorer l'accès à des aliments frais et locaux, 2) développer l'autonomie alimentaire des citoyens et 3) mobiliser la communauté autour de la thématique de l'alimentation. Pour ce faire, de mai à novembre, le marché Frontenac et le marché Gamelin vendent des fruits, des légumes et des produits en vrac. En 2019, l'organisation a offert 200 jours de marché et compte 259 amis du marché qui en participant peuvent bénéficier d'un rabais de 20% pendant au moins un mois sur leurs achats. De plus, le Carrefour alimentaire propose toute une gamme de programmes éducatifs autant en cuisine qu'aux jardins, dont les ateliers Boîte à lunch Centre-Sud. Il offre également des cuisines collectives permettant aux participants de développer leur

confiance en cuisine tout en préparant des repas sains et savoureux à très petits prix. L'organisme a préparé 4 500 portions à un coût moyen de 0.45 \$/portion pendant l'année 2019. Une action innovante mise en place est la Carte proximité. Il s'agit d'une carte prépayée distribuée à plus de 800 ménages vivant de l'insécurité alimentaire. En recevant mensuellement de l'argent directement sur ces cartes, ces familles pourront mettre plus de produits d'ici dans leur assiette et ainsi soutenir l'économie locale. Cette carte peut être utilisée comme mode de paiement dans les différents marchés participant au programme. Elle favorise donc l'approvisionnement en circuit court et augmente l'accès aux fruits et légumes via une réduction des coûts des aliments.



CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC) DE LÉVIS

La Corporation de développement communautaire (CDC) de Lévis est une actrice incontournable du développement social et communautaire.

Elle offre des services directs aux organismes communautaires de la ville de Lévis, en plus de développer des projets structurants à vocation sociale en partenariat avec les organismes, l'ensemble des acteurs du milieu, ainsi que les citoyens et citoyennes. Lieu de partage, d'échange et d'activation de projets à vocation sociale, la CDC de Lévis met en place toutes les conditions gagnantes pour le développement. Elle agit à titre de catalyseur de projets et assure la mobilisation et la participation des citoyens.nes, essentielle à la réalisation de projets et de pratiques collectives soutenues. *Aliments pour tous!* est un projet issu du Groupe de réflexion et d'action contre la pauvreté (GRAP) de Lévis, auquel la CDC de Lévis a pris part afin de favoriser la mobilisation et la concertation des acteurs du système alimentaire lévisien. Ce projet œuvre à mettre en place un système alimentaire résilient et intégré, en plus de soutenir

les initiatives innovantes et structurantes facilitant l'accès à une saine alimentation pour la population. Afin d'établir une base solide, une charte *Aliments pour tous* a été diffusée. Celle-ci vise à engager les acteurs locaux au sein d'un système alimentaire équitable, durable et sain. Depuis janvier 2019, ce projet rassembleur réunit plusieurs acteurs de différents secteurs d'activités et des citoyens.nes. Un grand Forum a été réalisé en février 2020 et a permis de réunir plus d'une cinquantaine d'acteurs du système alimentaire autour d'une même table. Plusieurs objectifs, orientations et des propositions de projets collectifs ont pu être établis lors de ce forum. Depuis son lancement en septembre dernier, le site *Aliments pour tous!* a reçu près de 1500 visites et plus de 115 personnes et organisations ont signé la charte. La cartographie du système alimentaire lévisien, élaborée en septembre 2019, compte, quant à elle, plus de 2080 vues.



TABLE AUTONOME DES AÎNÉS DES COLLINES

La Table autonome des aînés des Collines a pour mission de soutenir et de développer des initiatives répondant aux besoins et intérêts des aînés de la MRC.

Pour ce faire, l'organisme développe des moyens pour outiller les aînés de la collectivité, soutenir les proches aidants, développer des initiatives intergénérationnelles et favoriser leur qualité de vie. Afin de répondre au réel besoin soulevé en 2019, lors du Forum «Entre aînés, prenons notre place», la Table autonome des aînés des Collines a mis sur pied le projet TAACoMOBILE. Il s'agit d'une unité réfrigérée mobile visant à rejoindre les aînés et leurs familles pour améliorer leur accès aux fruits et légumes frais. Produits à proximité chez des agriculteurs locaux, la fraîcheur des aliments est assurée. Par le biais d'une approche intergénérationnelle et souhaitant lutter contre l'isolement, le TAACoMOBILE propose une offre alimentaire saine et diversifiée en plus des services suivants : carrefour d'information, du

référencement, du soutien et de la sensibilisation/prévention sur les enjeux de la clientèle aînée et de leur famille. Cette initiative a permis d'éviter des centaines de déplacements vers les grands centres pour l'achat de produits frais. Une étude sur l'impact environnemental du projet dans la MRC des Collines sera effectuée en 2022 afin de mieux en quantifier les effets sur la communauté. Le TAACoMOBILE est l'ombudsman des personnes vulnérables et aînées de la MRC des Collines-de-l'Outaouais. Tout ceci est possible grâce à la collaboration de nombreux partenaires tels que Desjardins, MTESS, la Table de développement social des Collines-de-l'Outaouais, des municipalités et plusieurs organismes communautaires de la MRC des Collines-de-l'Outaouais.



TABLÉE DES CHEFS

La Tablée des Chefs est un organisme ayant pour mission de nourrir les personnes dans le besoin et de développer l'éducation culinaire des jeunes.

Pour ce faire, il réinvestit la majorité de ses profits au sein de sa mission sociale. L'organisme compte trois volets: Nourrir, Éduquer et Économie sociale. Le volet Nourrir propose un programme de récupération alimentaire, la semaine des écoles hôtelières, ainsi que l'initiative des Cuisines Solidaires, née durant la pandémie de 2020. Le volet Éduquer offre le programme des Brigades Culinaires dans les écoles secondaires, ainsi que le programme des ateliers culinaires Cuisine Ton Avenir pour la clientèle en Centres Jeunesse et dans des groupes particuliers du réseau scolaire secondaire. En 2020, un concept d'ateliers culinaires à la maison a été conçu de toute pièce pour les jeunes, incluant un panier de provisions pour assurer la participation des jeunes issus de familles à faible revenu et mis sur pied tout récemment incluant la collaboration du personnel accompagnateur et des chefs cuisiniers. Finalement,

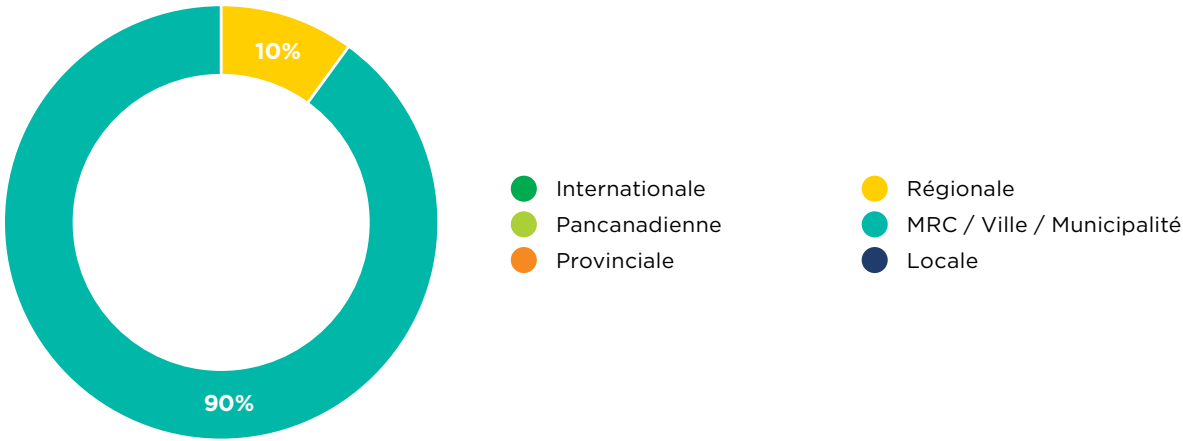
le volet Économie sociale met de l'avant plusieurs initiatives pour lever des fonds en proposant des expériences uniques autour de la thématique culinaire. Ici, l'initiative qui attire l'attention est le programme de récupération alimentaire visant la réduction du gaspillage alimentaire. Celui-ci permet de coordonner la gestion des surplus issus des hôtels, restaurants et institutions. Que ce soit un don spontané ou récurrent, la Tablée des chefs s'assure que ce dernier se rende aux organismes communautaires et, ensuite, aux bénéficiaires. L'ensemble de cette logistique a permis en 2018, au Canada, de préparer plus de 670 000 portions qui ont été redistribuées aux gens dans le besoin. Les retombées des Cuisines Solidaires estimées en fin 2020: Ce sont environ 2100 000 portions préparées au Québec et 300 000 hors Québec pour un total d'environ 2,4 millions de portions produites.

3.3 RÉSULTATS POUR LE SECTEUR MUNICIPAL

3.3.1 RÉSULTATS DU SONDAGE POUR LE SECTEUR MUNICIPAL

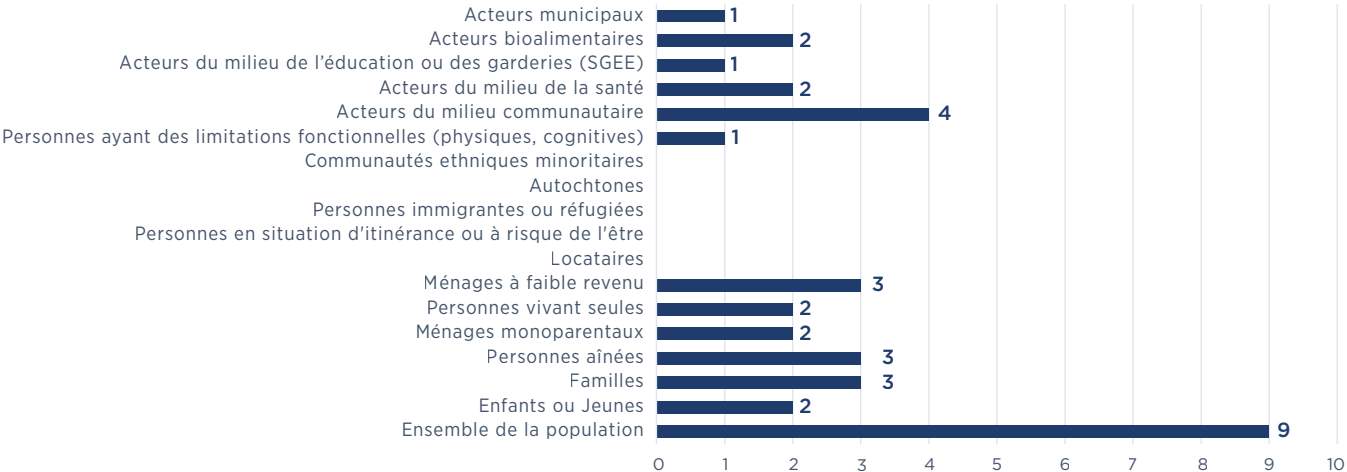
Pour ce qui est des répondants du secteur municipal (n=14), neuf ont mentionné avoir des actions en lien avec l'accès à une offre alimentaire de qualité (64,3%), alors que cinq n'en ont pas (35,7%). Un total de 35 actions ont été citées par ces répondants. Majoritairement, les actions ont une portée municipale (voir figure 13). Quelques actions ont également une portée régionale.

Figure 13 - Répartition des actions principales des répondants du secteur municipal selon la portée géographique



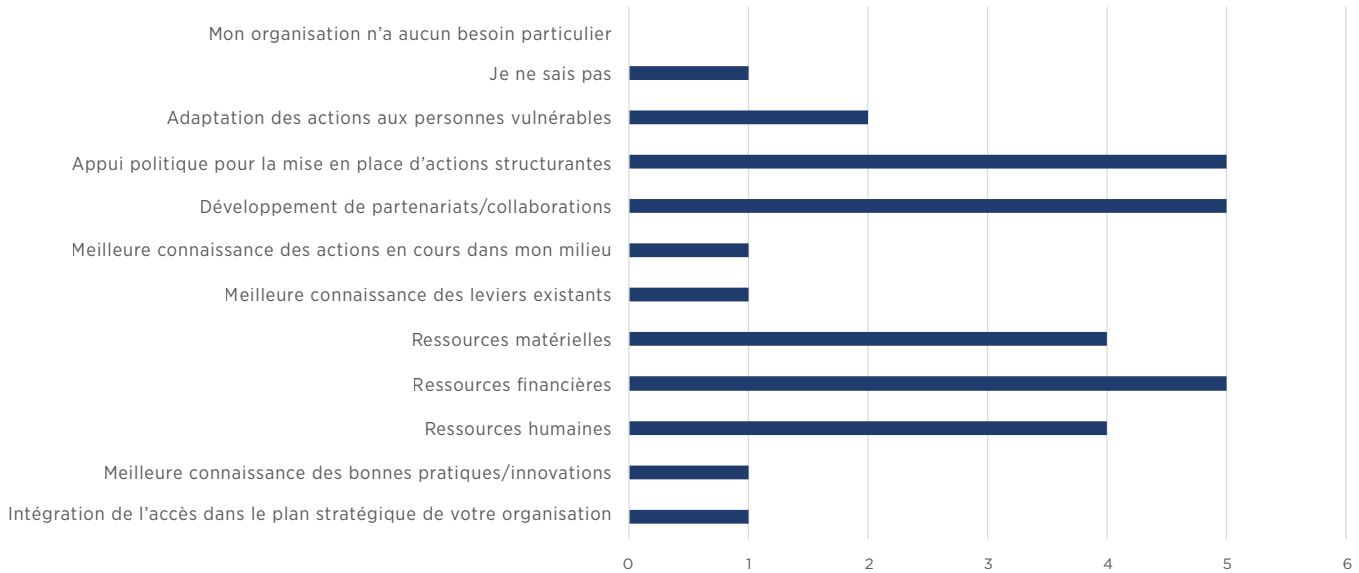
Le principal public ciblé par les répondants du secteur municipal est l'ensemble de la population (voir figure 14). Peu d'autres groupes sont ciblés.

Figure 14 - Publics cibles des actions principales des répondants du secteur municipal



Les principaux besoins des répondants du secteur municipal sont les ressources financières, l'appui politique pour la mise en place d'actions structurantes et le développement de partenariats et de collaborations (voir figure 15). On note également des besoins en ressources humaines et matérielles. Parmi les besoins autres mentionnés on note des véhicules, des connaissances sur la tarification abordable ou sociale, faire connaître d'autres alternatives que ce qui est proposé par le commercial, et la volonté citoyenne.

Figure 15 – Besoins des répondants du secteur municipal



Parmi les **obstacles** mentionnés par les répondants, voici des éléments à noter :

- les difficultés à obtenir du financement pour plusieurs arrondissements;
- la concertation des partenaires impliqués/développer une vision commune avec eux;
- le transfert de connaissances à d'autres territoires souhaitant faire la même chose;
- obtenir l'adhésion du plus grand nombre de citoyens possible;
- assurer la pérennité du projet après le financement disponible selon le contexte actuel (viabilité économique).

3.3.2 RECHERCHE COMPLÉMENTAIRE SUR LE SECTEUR MUNICIPAL

Parmi les résultats obtenus via la recherche complémentaire, on retrouve une organisation ayant entamé le sondage, mais ne l'ayant pas complété, ainsi que 17 autres organisations. En tout, 18 organisations ont été ajoutées avec la recherche complémentaire. On recense donc 31 actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité pour ces organisations.

3.3.3 ACTIONS POUR L'ACCÈS À UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ DANS LE SECTEUR MUNICIPAL

Les actions les plus souvent recensées pour les **répondants au sondage** sont :

1. l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (n=7),
2. l'approvisionnement/mise en marché en circuits courts (n=4),
3. la mobilisation/concertation (n=4) (voir exemple : Aliments conditionnés de la MRC du Haut Saint-Laurent, **page 39**),
4. le soutien financier (n=4), et
5. l'adoption de politique alimentaire/cadres de référence et réglementation en alimentation (n=4) (voir exemple : Ville de Laval, **page 40**). (voir figure 16)

Les actions les plus souvent recensées lors de la **recherche complémentaire** sont :

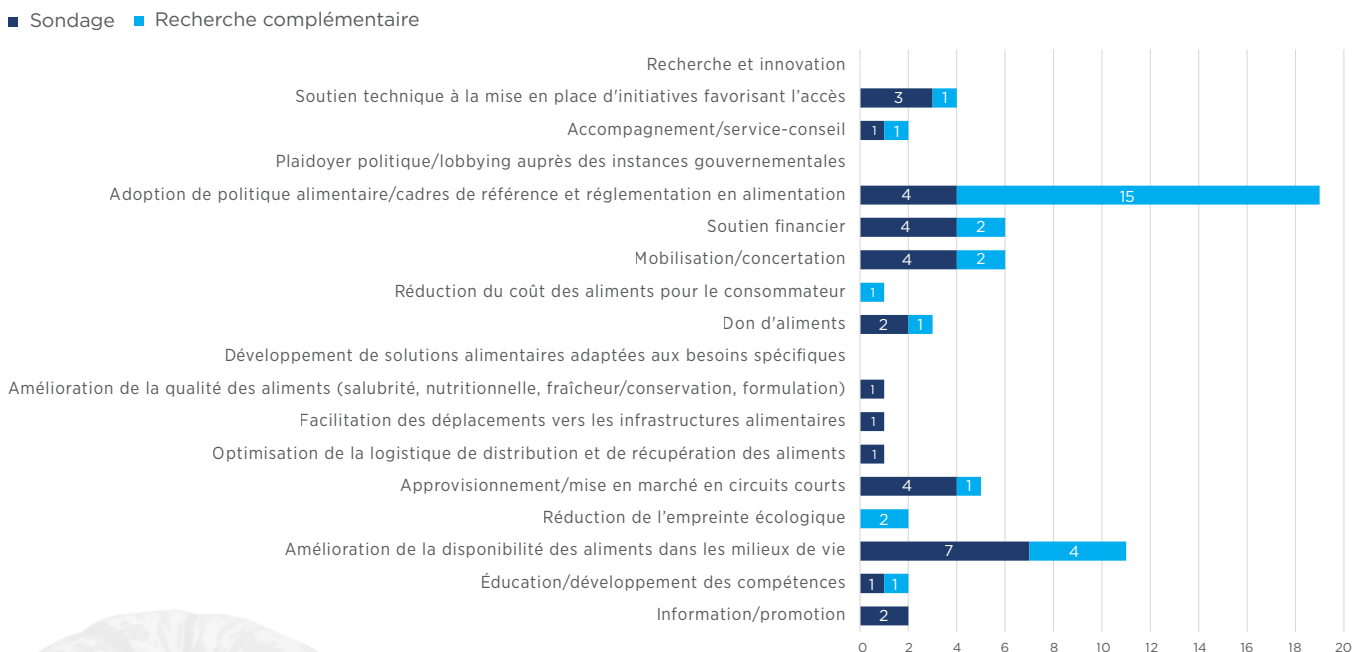
1. l'adoption de politique alimentaire/cadres de référence et réglementation en alimentation (n=15) (voir exemple : Trois-Rivières, **page 42**), et
2. l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (n=4). (voir figure 16)

D'autres actions intéressantes à noter sont en lien avec le soutien technique à la mise en place d'initiatives favorisant l'accès et le soutien financier (voir exemple : Ville de Québec, **page 41**), ainsi que l'approvisionnement/mise en marché en circuits courts (voir exemple : MRC d'Argenteuil, **page 38**).

Au total, les actions les plus fréquemment recensées pour le secteur municipal sont :

1. l'adoption de politique alimentaire/cadres de référence et réglementation en alimentation (28,8%),
2. l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (16,7%).

Figure 16 - Actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité du secteur municipal





MRC D'ARGENTEUIL

En 2013, la MRC d'Argenteuil faisait l'acquisition d'un terrain de 245 ha situé en zone agricole. Autour d'une table en sécurité alimentaire, l'idée émerge d'y développer un projet d'agriculture communautaire de proximité, à caractère social, à la fois novateur et rassembleur, pour bonifier l'offre de denrées fraîches offertes par les services d'aide alimentaire du territoire.

Depuis l'été 2015, la MRC y récolte des denrées de qualité pour près de 2000 citoyens dans le besoin. Sur environ un hectare, la MRC cultive plus de 30 variétés de fruits et de légumes et près d'une vingtaine de variétés de fines herbes, réparties sur plus de 80 rangs. Le projet d'agriculture communautaire représente une des actions du Plan de développement de la zone agricole de la MRC et répond à l'objectif d'identification de mesures novatrices en lien avec la sécurité alimentaire dans une approche multifonctionnelle de l'agriculture. La MRC veille à l'évolution du projet et parvient à optimiser ses techniques, ses infrastructures et son volet social. Plus d'une centaine de tonnes de denrées plus tard, le projet ne cesse de prendre

de l'ampleur et voit naître de multiples initiatives, telles la création d'une structure d'accueil des bénévoles, la mise en place d'un système de distribution optimal, l'intégration d'une aire de compostage, la création d'une œuvre d'art participative et la plantation de produits forestiers non ligneux (PFNL). Cette initiative regroupe des leaders du milieu municipal, institutionnel, communautaire, agricole, des entreprises économiques, des clubs sociaux et des citoyens. Cette parcelle de terre et ses récoltes ont non seulement mobilisé de nombreux partenaires de multiples horizons, mais ont aussi tissé des liens précieux et une réelle solidarité autour du droit de tous à une alimentation saine.



MRC DU HAUT-SAINT-LAURENT

La MRC du Haut-Saint-Laurent, antenne en opération sous la forme d'un projet innovant, accessible à tous!

Récupérer, conditionner, et transformer pour mieux manger est une initiative qui valorise les surplus alimentaires et réduit le gaspillage en conditionnant et en transformant plus de 35 000 kg de fruits et légumes annuellement. Le projet vise la solidarité alimentaire en ralliant des acteurs locaux (organismes communautaires, agriculteurs, intervenants du milieu scolaire, élus, etc.) dans un esprit collaboratif et de concertation. Les produits conditionnés sont distribués dans les organismes d'aide alimentaire, les cuisines collectives, les écoles participantes et bientôt dans différents points de vente dont celui des Services alimentaires Racines à Huntingdon.

Objectifs atteints par l'achat d'aliments conditionnés:

- Réduire le gaspillage alimentaire et valoriser les surplus alimentaires;
- Améliorer la qualité et la diversité de l'offre alimentaire en milieu scolaire;

- Augmenter la consommation de fruits et de légumes dans les écoles;
- Favoriser l'employabilité chez les jeunes et le développement de compétences;
- Favoriser l'accessibilité physique et économique à des aliments sains sur le territoire du Haut-Saint-Laurent.

Le Haut-Saint-Laurent possède une expertise concrète dans la mise en place d'un site de conditionnement. Les suites visent à assurer le développement et la mise en œuvre d'un plateau de travail en préemployabilité et en employabilité (recension des modèles existants, recommandations, ententes, outils d'intégration du participant et de travail, etc.), l'évaluation du modèle en opération et ajustements et développement d'un parcours d'intégration à l'emploi.



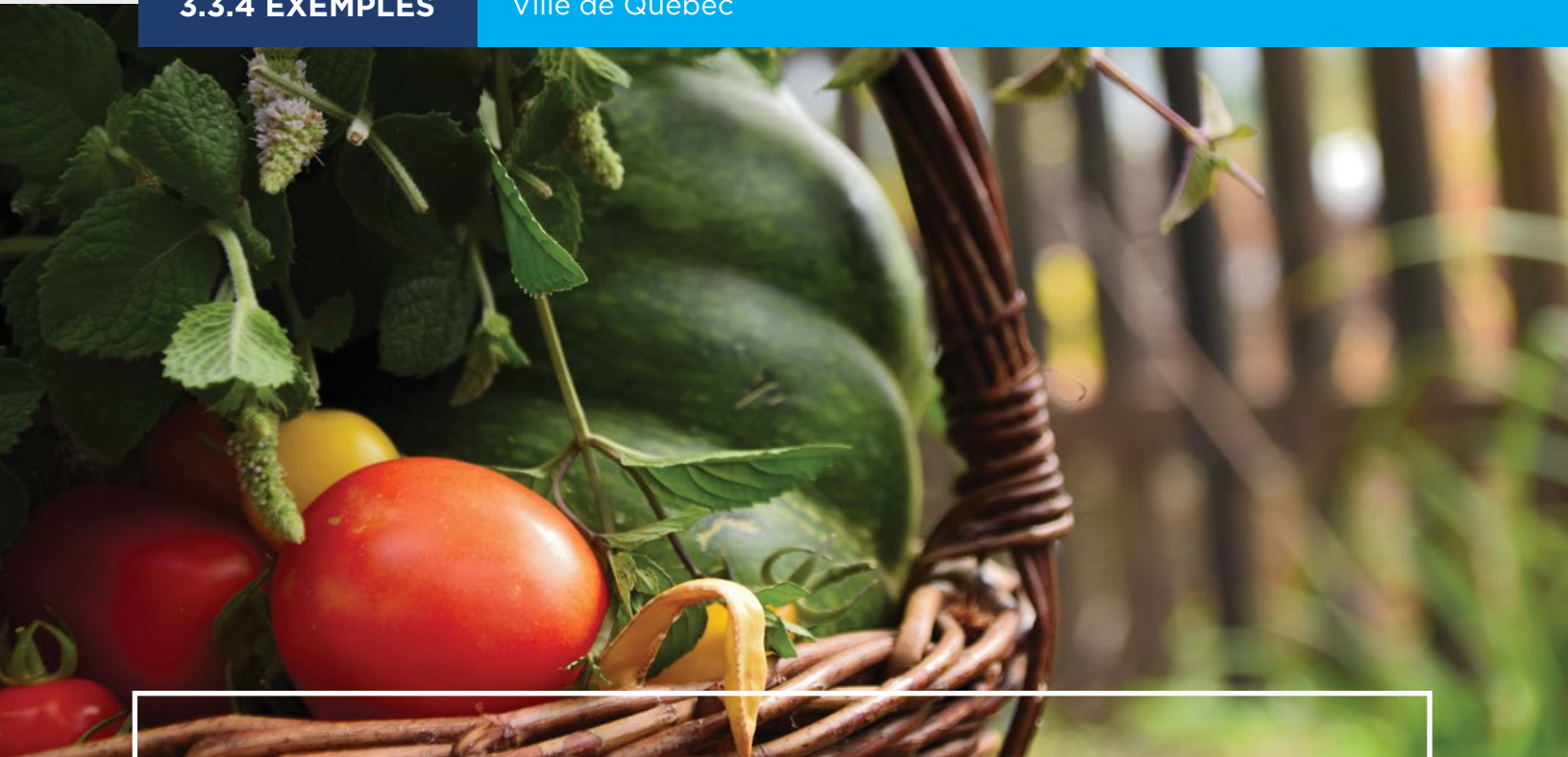
VILLE DE LAVAL

La Ville de Laval a adopté une **politique alimentaire**.

Celle-ci possède cinq orientations :

1. Faciliter l'accès physique et économique à une saine alimentation pour la population lavalloise ;
2. Favoriser l'accessibilité aux aliments sains par l'aménagement du territoire ;
3. Soutenir un système alimentaire durable ;
4. Promouvoir la saine alimentation pour toutes et tous (SAPT) et
5. Favoriser les principes d'écoresponsabilité dans l'ensemble des activités relatives à l'alimentation.

Cette politique se déploie en collaboration avec la Direction de Santé publique du CISSS de Laval par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action quinquennal définissant des actions concrètes pour créer des environnements favorables à la saine alimentation au bénéfice de la population lavalloise.



VILLE DE QUÉBEC

La Ville de Québec propose un Programme de subvention à l'aménagement de jardins partagés.

Elle offre un programme de subvention pour l'aménagement de nouveaux jardins partagés afin :

1. de compléter l'offre de service de la Ville de Québec en matière de jardins partagés sur des propriétés non municipales;
2. favoriser l'autosuffisance alimentaire en augmentant le nombre de citoyens desservis en matière de jardinage; et
3. d'améliorer les conditions de vie des citoyens notamment en facilitant l'accès aux aliments sains et en permettant de briser l'isolement social.

Pour être admissible, un projet doit desservir un minimum de 15 citoyens, et ce, pour une durée minimale de 5 ans et doit obligatoirement agir sur les conditions de vie des citoyens. En 2019, 13 organisations se sont partagées près de 100 000 \$ (p. ex. CHSLD, institutions d'enseignement, entreprises privées, coopératives et OBNL). Ceci représente plus de 1000 personnes touchées directement (possibilité de jardinage) et indirectement (qui bénéficient du verdissement ou encore des récoltes). Pour l'édition 2020, un guide a été conçu et partagé pour soutenir les organisations dans l'application des normes édictées par la Santé publique en lien avec la COVID-19.



VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

La Ville de Trois-Rivières propose plusieurs actions en lien avec l'agriculture urbaine.

1. Adoption du plan d'agriculture urbaine (PAU) 2019-2024;
2. Programme de soutien financier pour les projets d'agriculture urbaine.

Avec ces deux initiatives complémentaires, la Ville de Trois-Rivières se positionne comme un acteur clé soutenant et facilitant le développement de l'agriculture urbaine sur son territoire et la mobilisation de ses partenaires. Afin de concrétiser les actions de ce plan, chaque objectif a un ou des porteurs et des collaborateurs et plusieurs mécanismes de suivi sont présentés dans la stratégie. Depuis quelques années, certains établissements d'enseignement ont mis en place des projets

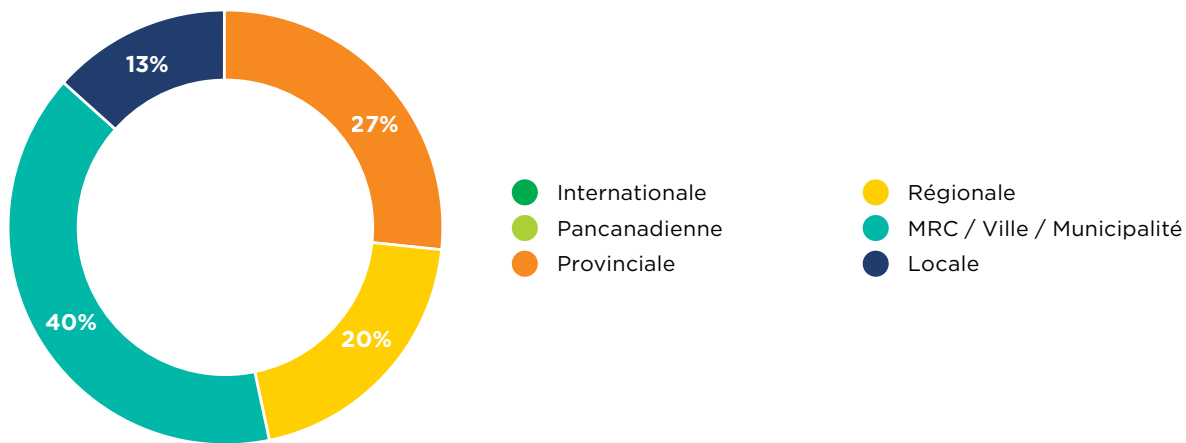
d'agriculture urbaine, notamment les écoles secondaires Chavigny et Avenues Nouvelles et l'école primaire Louis-de-France. Des groupes de citoyens ont également pris en main le développement de l'agriculture urbaine trifluvienne en instaurant le mouvement des Incroyables comestibles, qui vise le partage des récoltes. De plus, Trois-Rivières a accueilli cinq ruelles vertes ainsi que neuf jardins communautaires, qui sont gérés par des groupes de citoyens. Ce plan d'agriculture urbaine proposé par la municipalité vient donc souligner et encadrer cette belle mouvance vécue et portée par les citoyens de Trois-Rivières.

3.4 RÉSULTATS POUR LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

3.4.1 RÉSULTATS DU SONDAGE POUR LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

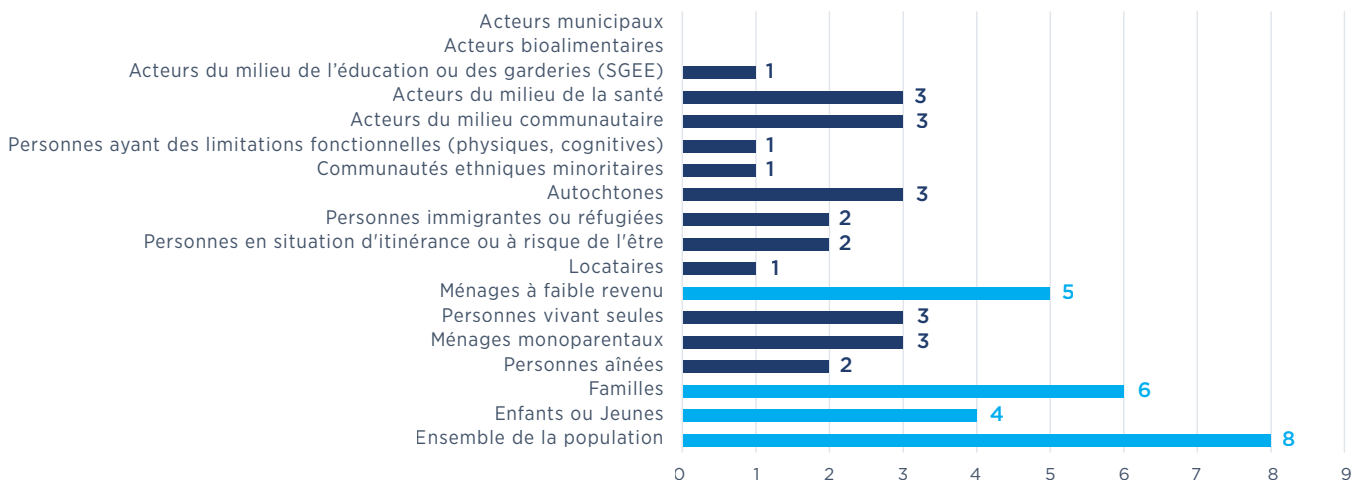
Pour les répondants du secteur de la santé et services sociaux², incluant les CISSS/CIUSSS, les directions de santé publique, ministères, hôpitaux et fondations, 13 ont mentionné avoir des actions en lien avec l'accès à une offre alimentaire de qualité (68,4%), alors que six n'en ont pas (31,6%). Un total de 40 actions ont été citées par ces répondants. Majoritairement les actions ont une portée municipale ou provinciale (voir figure 17). Certaines actions ont une portée locale ou régionale. Aucune action à portée pancanadienne ou internationale n'a été recensée.

Figure 17 - Répartition des actions principales des répondants du secteur de la santé et des services sociaux selon la portée géographique



Les principaux publics ciblés par les actions principales des répondants du secteur de la santé et des services sociaux sont l'ensemble de la population, les familles, les ménages à faible revenu et les enfants (voir figure 18). Les autres groupes vulnérables sont également ciblés par les actions des répondants, mais dans une moindre mesure. Un autre groupe mentionné était la clientèle des camps de vacances.

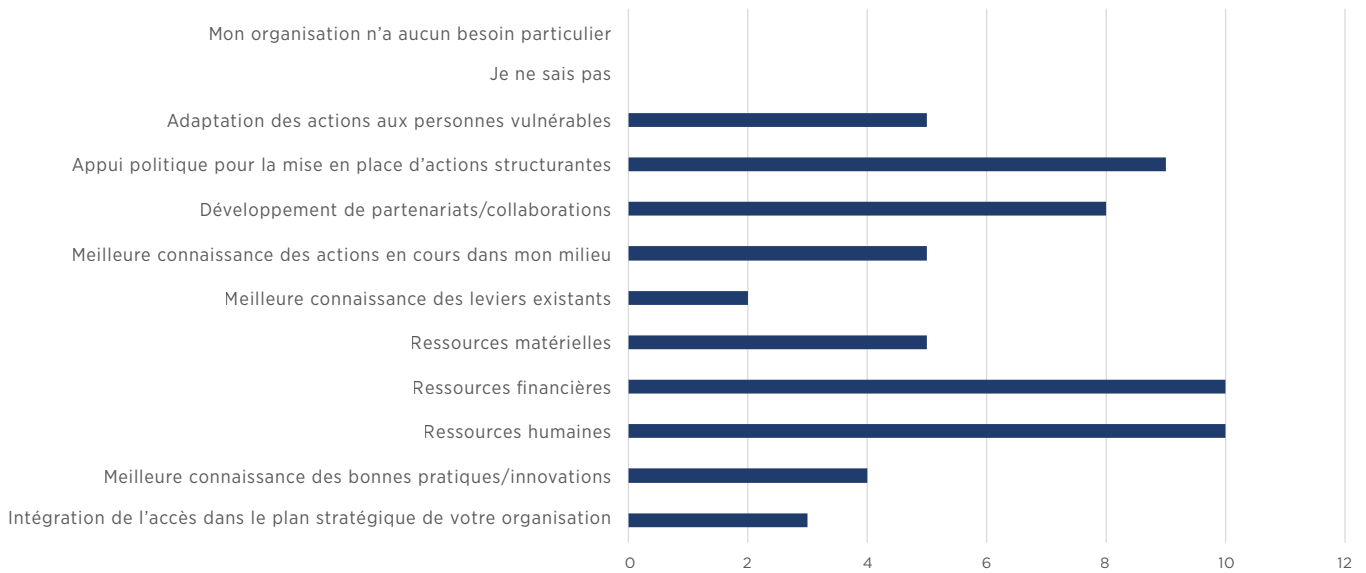
Figure 18 - Publics cibles des actions principales des répondants du secteur de la santé et des services sociaux



2. Le secteur santé et services sociaux comprend un nombre de répondants peu élevé (notamment à cause du contexte de la COVID-19 qui a limité la recherche complémentaire dans ce secteur). De plus, un seul acteur porte à lui seul l'ensemble des actions recensées en plaidoyer politique pour ce secteur. Les catégories d'action prédominantes sont donc à relativiser dans les résultats.

Les besoins de ce groupe de répondants sont assez diversifiés (voir figure 19). On note une plus grande proportion de besoins en ressources humaines et financières ainsi que pour de l'appui politique pour la mise en place d'actions structurantes tout comme le développement de partenariats et de collaborations.

Figure 19 – Besoins des répondants du secteur de la santé et des services sociaux



Parmi les **obstacles** mentionnés par les répondants au sondage, voici quelques éléments intéressants à noter :

- la volonté politique et le «lobby» de l'industrie alimentaire;
- les produits locaux sont plus chers;
- la localisation des services pour répondre aux besoins de la communauté;
- le leadership à définir et de nombreux partenaires impliqués;
- l'adhésion et l'implication des différents acteurs municipaux;
- rejoindre l'ensemble des personnes admissibles aux services des organisations en santé et services sociaux.

3.4.2 RECHERCHE COMPLÉMENTAIRE SUR LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Parmi les résultats obtenus via la recherche complémentaire, on retrouve quatre organisations ayant entamé le sondage sans l'avoir complété. La recherche complémentaire a également visé trois autres organisations. En tout, sept organisations ont été ajoutées avec la recherche complémentaire. Pour ces sept organisations, on recense 12 actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité.



3.4.3 ACTIONS POUR L'ACCÈS À UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Les actions les plus souvent recensées pour les **répondants au sondage** sont :

1. plaidoyer politique/lobbying auprès des instances gouvernementales (n=6),
2. mobilisation/ concertation (n=5),
3. éducation/développement des compétences (n=4),
4. information et promotion (n=4), et
5. réduction du coût des aliments pour le consommateur (n=4). (voir figure 20)

Il est à noter qu'une organisation semble créer une surreprésentation d'actions en lien avec le plaidoyer politique/lobbying auprès des instances gouvernementales, soit ses six actions. Il n'est donc pas possible de déduire que l'ensemble des organisations de ce groupe d'acteurs focalise ses énergies sur ce type d'action. D'autres actions intéressantes, souvent intersectorielles, sont en lien avec l'optimisation de la logistique de distribution et de récupération des aliments ainsi que la réduction de l'empreinte écologique et l'approvisionnement/mise en marché en

circuits courts (voir exemple: CHU Ste-Justine, **page 46**) et la réduction du coût des aliments pour les consommateurs (voir exemple: Fondation OLO, **page 47**).

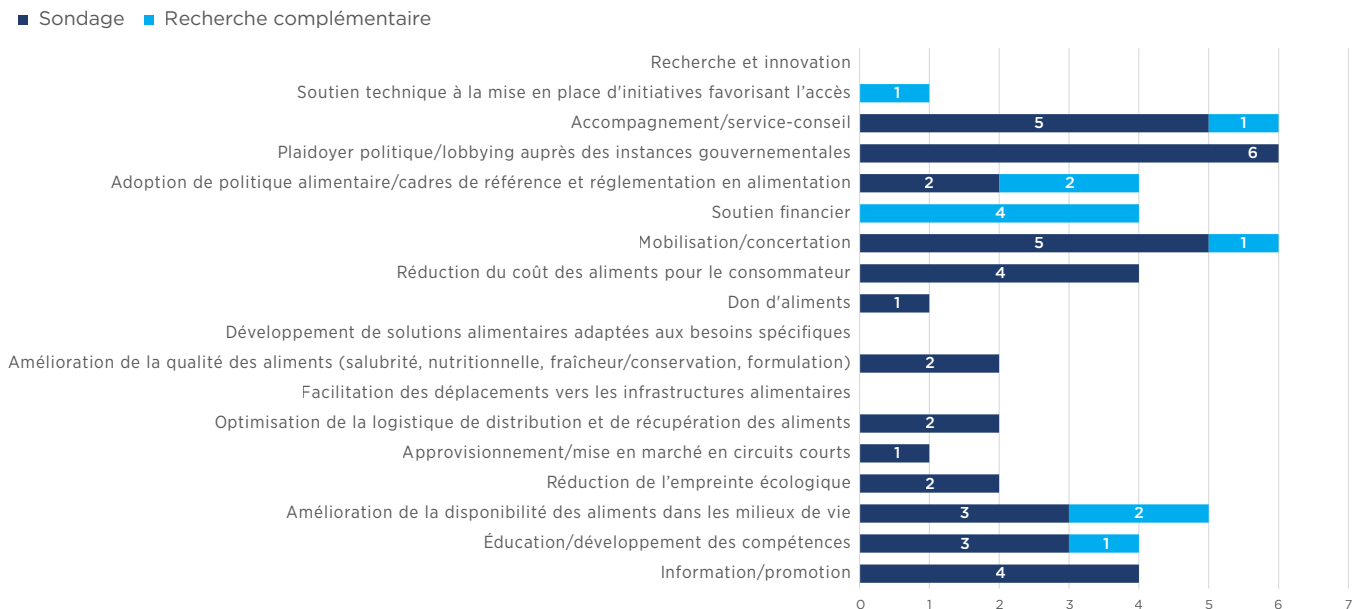
Les actions les plus souvent recensées lors de la recherche complémentaire sont en lien avec le soutien financier (n=4) (voir figure 20).

Dans l'ensemble, les actions les plus souvent recensées sont :

1. accompagnement/service-conseil (11,5%),
2. la mobilisation/concertation (11,5%), et
3. le plaidoyer politique/lobbying auprès des instances gouvernementales (11,5%).

Nonobstant ces résultats, et considérant l'exemple du MSSS présenté ci-dessous, il est clair que le secteur de la santé et des services sociaux joue également un rôle de premier plan dans l'élaboration d'orientations en matière de saine alimentation et la planification d'actions concertées (voir exemple: Ministère de la Santé et des Services sociaux, **page 48**).

Figure 20 – Actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité du secteur de la santé et des services sociaux





CHU STE-JUSTINE

Le CHU Ste-Justine a implanté plusieurs actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité en contexte hospitalier.

1. Augmentation d'achats biologiques incluant les fruits et légumes, jus, café, etc. Cette organisation a ses propres agriculteurs l'été et offre un mini-marché pour les employés;
2. Augmentation des achats d'Aliments en provenance du Québec, fabriqués au Québec et emballés au Québec;
3. Certifié Aliments du Québec au menu;
4. Grâce au support d'Équiterre, leurs actions ont été facilitées et leur rayonnement amélioré. Ils ont fait des recherches de produits biologiques, les ont mis en contact avec leur agriculteur. Ils ont promu leurs actions afin d'assurer l'adhésion d'autres institutions;
5. Début d'achat de viandes hachées sans hormone ou antibiotique pour les patients. Ils sont en analyse pour étendre ceci au reste de leur clientèle;
6. Achats de poissons en conserve provenant de la pêche durable.
7. Les repas sont commandés et choisis par le patient en fonction de ses restrictions alimentaires, de sorte qu'il y a moins de gaspillage.

Revoir l'approvisionnement du centre hospitalier représente un engagement envers les patients (417 lits), mais également vis-à-vis des employés et des visiteurs. Avec le soutien d'Équiterre, le service alimentaire de l'hôpital « Délipapilles » sert chaque jour 2000 repas avec une offre revisitée, davantage biologique et locale.



FONDATION OLO

La Fondation OLO a pour objectif de favoriser la santé des enfants à naître ainsi que l'adoption de saines habitudes alimentaires de la famille dans les 1000 premiers jours de sa vie.

En effet, OLO croit au pouvoir d'un accompagnement dès la grossesse, particulièrement pour les familles à faible revenu, afin de favoriser l'égalité des chances pour tous. Les activités de la Fondation et de ses partenaires permettent de rejoindre chaque année environ 8000 nouvelles femmes enceintes et leur famille dans le cadre d'un suivi nutritionnel prénatal. Lors de ce suivi, des coupons pour l'achat d'œufs, de lait et de légumes surgelés sont remis. Il s'agit d'aliments de base sains aidant au bon développement du bébé. Par ailleurs, la Fondation produit et diffuse des contenus éducatifs et des outils de référence afin d'encourager trois comportements sains : bien manger, cuisiner et manger en famille.

En 2019, 2 femmes admissibles sur 3 ont été rejointes par l'intervention OLO et 374 865 coupons leur ont été distribués, des milliers d'outils éducatifs ont été remis et partagés pour soutenir l'acquisition de saines habitudes alimentaires (en CLSC et en organismes communautaires) et des dizaines d'articles et conseils accessibles à tous ont été publiés sur son site Internet. En œuvrant de pair avec ses collaborateurs (CISSS/CIUSSS, maisons de la famille, centres de ressources périnatales, communautés autochtones, cuisines collectives, banques alimentaires et plusieurs autres organisations de la communauté), l'approche OLO lutte contre l'insécurité alimentaire et favorise un accès à une saine alimentation pour tous.



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Les acteurs de la santé publique, en collaboration avec leurs partenaires, planifient et mettent en œuvre plusieurs actions favorisant l'accès aux aliments.

Les actions du MSSS en la matière incluent les subventions visant la sécurité alimentaire ou la saine alimentation, le soutien à des organismes communautaires et diverses collaborations intersectorielles. La Politique gouvernementale de prévention en santé comprend d'ailleurs une mesure spécifique visant à améliorer l'accès à une saine alimentation, particulièrement dans les communautés défavorisées ou isolées géographiquement (mesure 3.1). Le MSSS est responsable de cette mesure en collaboration avec les ministères de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et du Travail, de l'Emploi

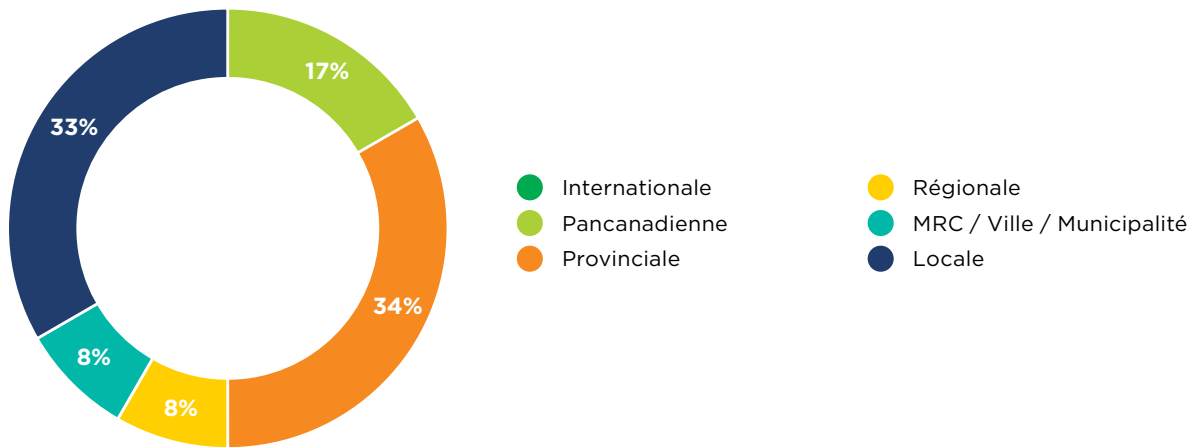
et de la Solidarité sociale (MTESS). Cette mesure compte deux volets: l'un portant sur le financement des projets locaux via le Collectif des Tables intersectorielles régionales en saines habitudes de vie (TIR-SHV) et l'autre sur l'accompagnement destiné aux instances de concertation régionale (TIR-SHV) qui soutiennent la mise en œuvre de ces projets. Les partenaires pour cette mesure sont les organismes Vivre en Ville (volet accompagnement) et M361 (volet coordination). En date du 21 mai 2021, ce sont 144 projets qui sont financés dans 17 régions sociosanitaires pour un investissement total de plus de 4 millions.

3.5 RÉSULTATS POUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

3.5.1 RÉSULTATS DU SONDAGE POUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

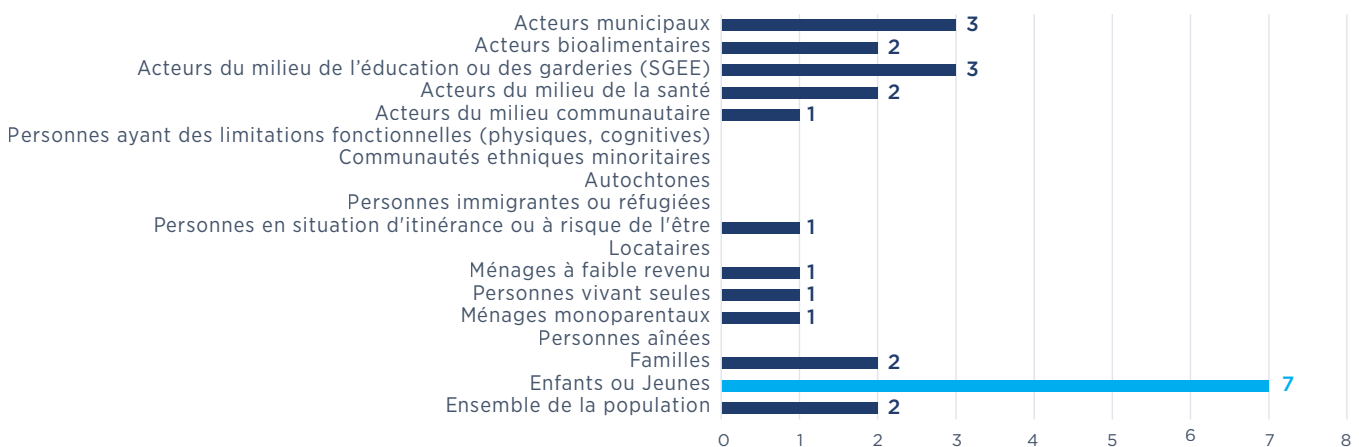
Pour ce qui est des répondants du secteur de l'éducation³, incluant les commissions scolaires, certains OBNL, les écoles et les CPE, neuf ont mentionné avoir des actions en lien avec l'accès à une offre alimentaire de qualité (81,8%), alors que deux n'en ont pas (18,2%). Un total de 32 actions ont été citées par ces répondants. La portée des actions est assez diversifiée, plusieurs étant provinciales ou locales (voir figure 21).

Figure 21 - Répartition des actions principales des répondants du secteur de l'éducation selon la portée géographique



Sans surprise, le principal public cible des actions principales des répondants du secteur de l'éducation est les enfants et les jeunes (voir figure 22). D'autres publics ciblés sont les gouvernements fédéral et provincial ainsi que les écoles en milieux défavorisés.

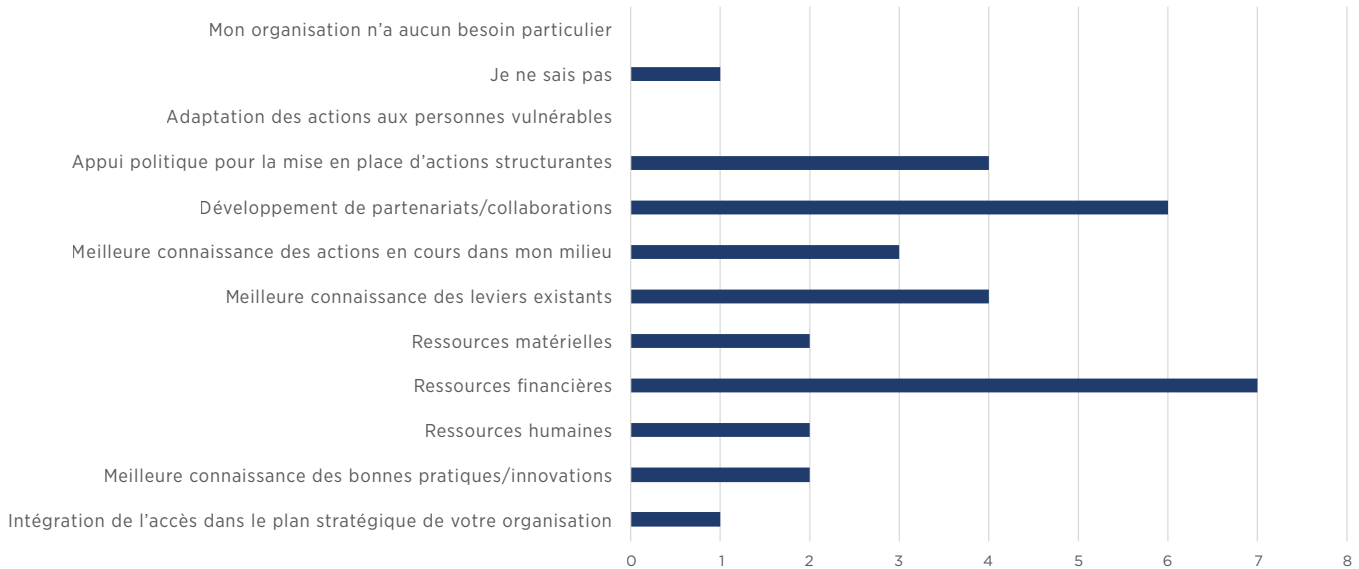
Figure 22 - Publics cibles des actions principales des répondants du secteur de l'éducation



3. Le secteur éducation comprend aussi des acteurs de la recherche associés à des universités.

Les principaux besoins notés par ce groupe de répondants sont les ressources financières et le développement de partenariats et de collaborations, suivis de l'appui pour la mise en place d'actions structurantes et une meilleure connaissance des leviers existants (voir figure 23). Parmi les autres besoins, notons celui d'agir principalement au niveau du transfert de connaissances et de viser le réseau scolaire.

Figure 23 – Besoins des répondants du secteur de l'éducation



Parmi les **obstacles** mentionnés par les répondants au sondage, voici quelques éléments intéressants à noter en plus des besoins mentionnés plus haut :

- le contact avec les organismes ;
- la contribution des acteurs en milieu scolaire ;
- la coordination avec les partenaires ;
- les « lobbyistes de l'industrie » et autres groupes de pression ;
- la pérennité des actions ;
- la limite de temps pendant les heures de classe réduisant le nombre d'interventions ;
- les ententes pour la distribution de collations, la disponibilité d'espaces et de réfrigérateurs, le remplacement de personnel pour donner les formations, la gestion (main-d'œuvre) pour la préparation des fruits et légumes, assurer une variété et la disponibilité en quantité suffisante, l'atteinte du plein mûrissement au moment de la distribution, répondre aux critères environnementaux : récupérer les denrées en surplus pour éviter le gaspillage, ajouter davantage de denrées de provenance locale, réduire l'emballage des portions individuelles (pour une région en particulier).

3.5.2 RECHERCHE COMPLÉMENTAIRE SUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

La recherche complémentaire a permis de relever 14 organisations pour lesquelles on recense 35 actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité.

3.5.3 ACTIONS POUR L'ACCÈS À UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Les actions les plus souvent recensées pour les **répondants au sondage** sont :

1. éducation/développement des compétences (n=9) (voir exemple : Croquarium, **page 55**) et
2. don d'aliments (n=5) (voir exemple : Cégep de Saint-Jérôme, **page 53**). (voir figure 24)

Notons également comme actions intéressantes celles en lien avec le soutien financier et l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (voir exemple : Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, **page 54**) ainsi que celles liées à l'adoption de politique alimentaire/cadres de référence et réglementation en alimentation et au soutien financier (voir exemple : Ministère de l'éducation du Québec, **page 58**).

Les actions les plus souvent recensées lors de la **recherche complémentaire** sont :

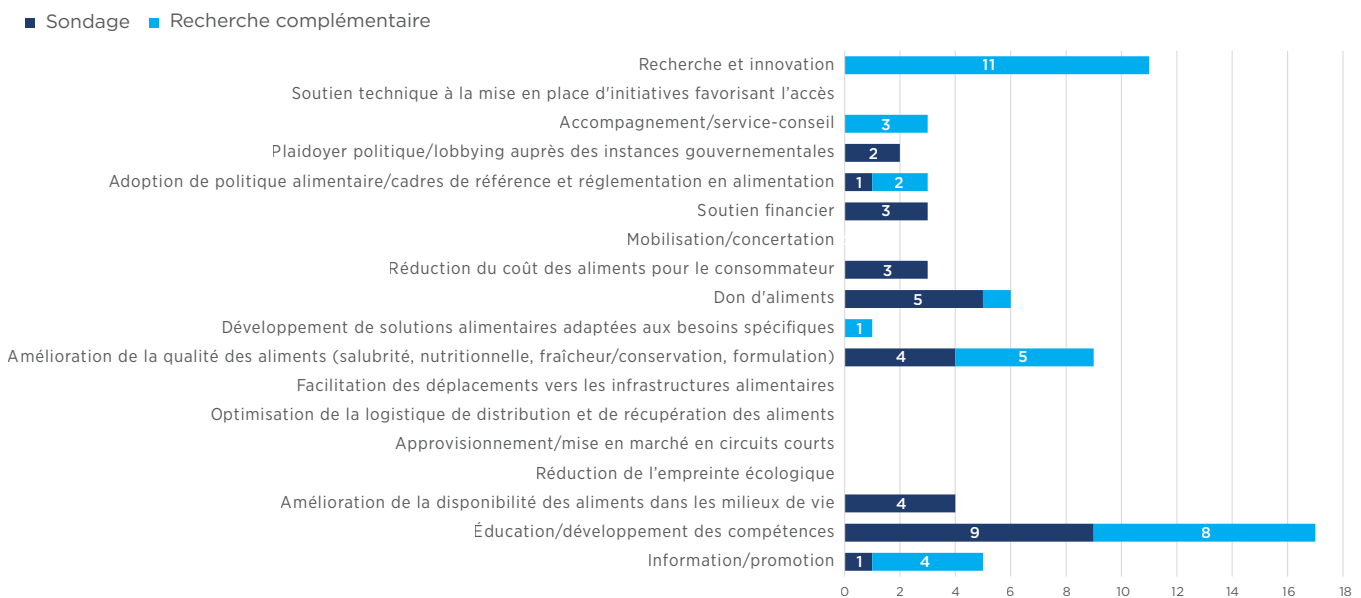
1. recherche et innovation (n=11) (voir exemple : Institut national de santé publique, **page 57**) et
2. éducation/développement des compétences (n=8) (voir exemple : L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, **page 56**). (voir figure 24)

Notons également des actions intéressantes en lien avec l'éducation/développement des compétences, le don d'aliments et l'amélioration de la qualité des aliments (salubrité, nutritionnelle, fraîcheur/conservation, formulation) (voir exemple : Association québécoise de la garde scolaire, **page 52**).

Dans l'ensemble, les actions les plus souvent recensées sont :

1. éducation/développement des compétences (25,4%),
2. recherche et innovation (16,4%), et
3. amélioration de la qualité des aliments (13,4%).

Figure 24 – Actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité du secteur de l'éducation





ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE LA GARDE SCOLAIRE

L'Association québécoise de la garde scolaire vise à faire reconnaître le service de garde en milieu scolaire comme un acteur clé de la réussite éducative de l'élève.

Leur projet principal en lien avec l'alimentation est Écollation. Ce projet reconduit pour une quatrième année en 2020 s'articule autour de la distribution de collation de fruits et de légumes aux jeunes fréquentant des écoles primaires et secondaires de milieux défavorisés. L'objectif est que cette distribution se fasse directement en classe pour rejoindre tous les élèves, et ce, cinq fois par semaine. Écollation vise la réduction des inégalités sociales de santé, dans une perspective de promotion de la saine alimentation et de développement

durable. L'Association est mandatée pour réaliser ce projet, en collaboration avec les membres de la Table québécoise sur la saine alimentation. Le projet est présent dans six régions (Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean et Montérégie, ainsi que les régions de Lanaudière et de la Capitale-Nationale qui se sont ajoutées cet automne). Dans les 24 écoles participantes, Écollation rejoint 6 800 élèves, soit près de 80 % plus qu'en 2019.



CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME

Le Cégep de Saint-Jérôme possède un restaurant pédagogique et un comptoir de ventes à prix moindre.

L'objectif est de démontrer aux futurs gestionnaires en restauration qu'il est possible de cuisiner des aliments du Québec, d'éviter le gaspillage alimentaire ou de faire de la réutilisation des surplus/parures et d'être écoresponsable. Cela s'apprend autour de notions plus traditionnelles de gestion du personnel, des inventaires, des budgets, des pertes, de la mise en marché, de la cuisine et du service. Les étudiants sont sensibilisés et invités à prendre part aux solutions. Des cours sur l'anti-gaspillage sont offerts. En plus de l'enseignement des actions écoresponsables dans les cours du programme de Gestion d'un établissement de restauration, le cégep offre aussi un cours complémentaire s'intitulant : Alimentation et cuisine responsable dans lequel les étudiants explorent des solutions aux grandes problématiques alimentaires actuelles telles que l'agriculture biologique/locale/urbaine,

l'approvisionnement en circuits courts, la cuisine anti-gaspillage ou encore la sécurité alimentaire. Le Cégep est certifié Aliments Québec et alimente plusieurs partenaires :

- la Tablee des chefs lors de la semaine des écoles hôtelières depuis 3 ans, représentant 4500 portions de pain de viande remis à Moisson Laurentides ;
- le Centre de jour Saint-Jérôme depuis 3 ans, se traduisant par le service de 4 repas chauds directement par les étudiants à une centaine de personnes lors de la semaine des écoles hôtelières, pour une centaine de personnes ainsi que la transformation d'invendus ;
- l'organisme Le Book humanitaire dans la distribution de leurs surplus de production directement à l'organisme.



COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys coordonne la mise en place de programmes de soutien alimentaire dans les écoles primaires (4 350 élèves soutenus, 11 écoles pour le soutien universel du Club des petits déjeuners, 13 écoles pour les collations et 1300 élèves inscrits par l'école aux dîners) et secondaires (1000 élèves inscrits par l'école aux dîners et 14 écoles ayant des aliments subventionnés à la cafétéria).

L'objectif est de permettre aux élèves issus de milieux défavorisés d'avoir accès à des aliments nutritifs en classe et dans les cafétérias. Pour s'assurer d'une optimisation des actions destinées à l'aide alimentaire, des nutritionnistes de la commission scolaire offrent un accompagnement spécifique aux écoles primaires et secondaires. Cet accompagnement permet de s'adapter à la réalité du milieu et de répondre aux enjeux spécifiques des différentes écoles. Ce faisant, les programmes

de subvention varient et peuvent prendre plusieurs formes. En effet, les solutions proposées peuvent être une subvention à l'achat, un ciblage spécifique des élèves, des cartes transactionnelles et autres. Notons également que plusieurs écoles de la Commission scolaire travaillent de pair avec des organismes communautaires afin de répondre à la question de l'accès universel à l'alimentation : Le Garde Manger Pour Tous, Toujours Ensemble, Le Club des Petits Déjeuners, Le Relais Populaire, etc.



CROQUARIUM

Croquarium contribue au développement et à l'épanouissement des enfants par le jardinage éducatif et l'éducation sensorielle au goût à travers le Québec.

En plus de services à la carte, l'organisme propose quatre programmes réunis sous le libellé Un jardin pour chaque enfant.

- Écoles modèles: ces écoles de tout le territoire reçoivent l'ensemble des services de Croquarium (formations, ateliers, matériel pédagogique, accompagnement) ainsi qu'un lot de matériel de cuisine et de jardinage pour faciliter la prise en charge par le milieu.
- Éducation sensorielle au goût: sous forme d'activités pour les familles, d'ateliers auprès des enfants, de formations auprès d'adultes, et de matériel éducatif et pédagogique pour permettre aux milieux de l'enfance et communautaires d'intégrer l'approche au quotidien.
- Jardinage éducatif et pédagogique: sous forme d'activités pour les familles, d'ateliers auprès des enfants, de formations et d'accompagnement auprès d'adultes, et de matériel éducatif et pédagogique pour permettre aux milieux de l'enfance et communautaire d'intégrer l'approche au quotidien.
- Jardin jeunes entrepreneurs-es: donner accès à un lopin de terre, accompagner et former des jeunes de 11 à 14 ans pour expérimenter l'ensemble des aspects de la culture maraîchère le temps d'une saison (mai à octobre). Planification des planches de culture, semi, transplantation, entretien, récolte, transformation; une quinzaine d'ateliers thématiques, de rencontres avec des producteurs maraîchers, de rendez-vous avec les médias, et de participation à des marchés publics de la région ponctuent le projet. Un projet qui a connu quatre éditions fructueuses, auxquelles ont participé quinze jeunes chaque année.



INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) est la référence au Canada en matière de formation spécialisée dans les domaines du tourisme, de l'hôtellerie et de la gastronomie.

Voici les principales actions de l'organisation :

1. Recherche appliquée entre autres avec l'Assemblée nationale sur le coût des aliments locaux ;
2. Formation des cuisiniers ;
3. Éducation/restauration pédagogique ; et
4. Information et promotion.

Au niveau de la recherche, l'ITHQ a été mandaté afin de collaborer à la Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois : pour une alimentation locale dans les institutions publiques. L'organisme mettra sur pied un réseau de conseillers seniors en approvisionnement local afin d'accompagner les organismes publics sur ce chantier alimentaire. De plus, l'Institut travaillera sur le Répertoire des aliments québécois (RAQ), un registre des produits d'ici créé par le MAPAQ, pour créer des occasions d'affaires entre les organisations gouvernementales et les fournisseurs alimentaires du Québec.



**de Fruits et Légumes
GRATUITS**

Ce coupon est échangeable contre 5 \$ de fruits et de légumes de votre choix.
Tous les types de fruits et légumes sont acceptés
<<frais, surgelés, congelés, en conserve ou séchés>>.
Sauf exception <<frites congelées et cornichons>>.

Ce coupon peut être combiné à plusieurs produits et plusieurs coupons peuvent être utilisés sur un même produit.
IMPORTANT, CE COUPON N'EST PAS MONNAYABLE À AUCUN MOMENT.

**Institut national
de santé publique
Québec** 

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a pour mission de soutenir le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS), les autorités nationales de santé publique, ainsi que les établissements dans l'exercice de leurs responsabilités, en rendant disponibles leur expertise et leurs services spécialisés.

Cet institut dessert également d'autres acteurs, notamment en recherche. Plusieurs de leurs travaux touchent la saine alimentation (achats alimentaires, cibles de reformulation des aliments transformés, la taille des portions des aliments transformés, taxation des boissons sucrées, politique bioalimentaire, environnement alimentaire dans les écoles, etc.). Une des actions innovantes développées par l'Institut est le projet Coupons fruits et légumes. Le projet vise à offrir des coupons de 5 \$ par personne, par ménage et par semaine pendant 16 semaines. L'objectif est d'augmenter la consommation de fruits et légumes des participants

au projet pilote tenu dans le quartier Limoilou. Les participants peuvent échanger leurs coupons tant dans le marché public de Québec que dans les magasins traditionnels participants à l'étude. Ce projet comporte plusieurs temps de mesure, par le biais d'enquêtes avant, pendant et après avoir reçu les coupons. Les enquêtes évaluent entre autres l'accès aux commerces, la santé mentale et physique des participants, la qualité de leur alimentation, leurs connaissances, leurs attitudes, leur bien-être, et leur niveau d'insécurité alimentaire. À présent, l'acceptabilité sociale de l'intervention auprès des populations ciblées est unanime.



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC

Le Ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) a annoncé la bonification de sa mesure budgétaire d'aide alimentaire pour un financement global de 30,3 M\$ en 2020-2021.

Les sommes utilisées doivent servir pour le déjeuner, le dîner ou les collations durant la présence à l'école ou au service de garde, en respect des orientations de la politique-cadre Pour un virage santé à l'école et du Guide alimentaire canadien.

En 2018, le MEQ a également annoncé une aide financière de près de 50 millions de dollars sur cinq ans visant la mise en œuvre de programmes de petits déjeuners nutritifs dans les écoles primaires en milieux défavorisés dans le cadre de l'action 14.3 du PAGIEPS. En avril 2020, dans le contexte de pandémie, une partie des fonds qui étaient prévus pour la distribution de petits déjeuners dans les

écoles a été allouée pour venir en aide aux plus démunis affectés par la crise de la COVID-19. Le Club des petits déjeuners a mis à profit son expertise et son réseau de partenaires dans le but d'organiser la distribution de denrées aux 31 organismes régionaux Moisson du Québec dans le but de soutenir les familles en situation d'insécurité alimentaire.

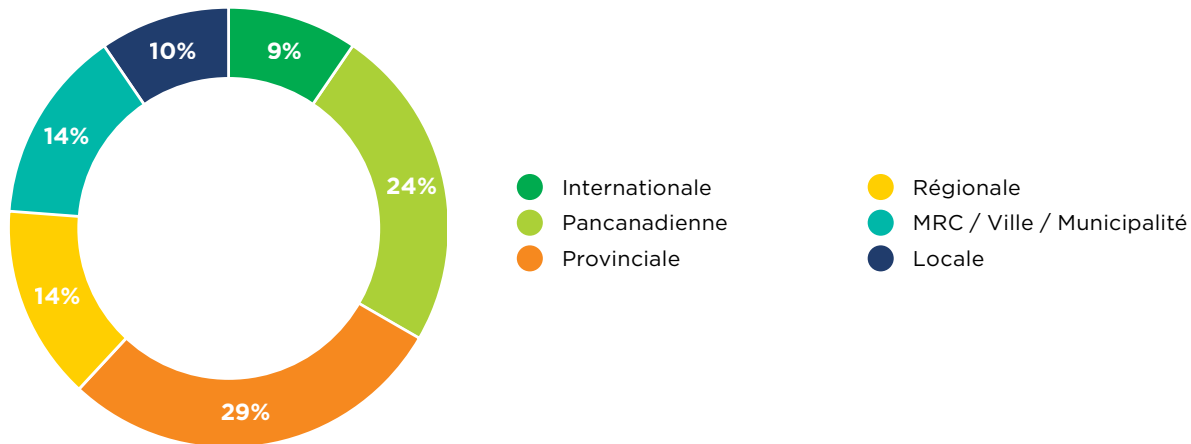
De plus, en 2019, le gouvernement du Québec a confirmé son appui au projet d'économie sociale la Cantine pour tous, en accordant une aide financière de 250 000\$. Le MEQ a participé à cet appui financier à la hauteur de 50 000\$.

3.6 RÉSULTATS POUR LE SECTEUR BIOALIMENTAIRE

3.6.1 RÉSULTATS DU SONDAGE POUR LE SECTEUR BIOALIMENTAIRE

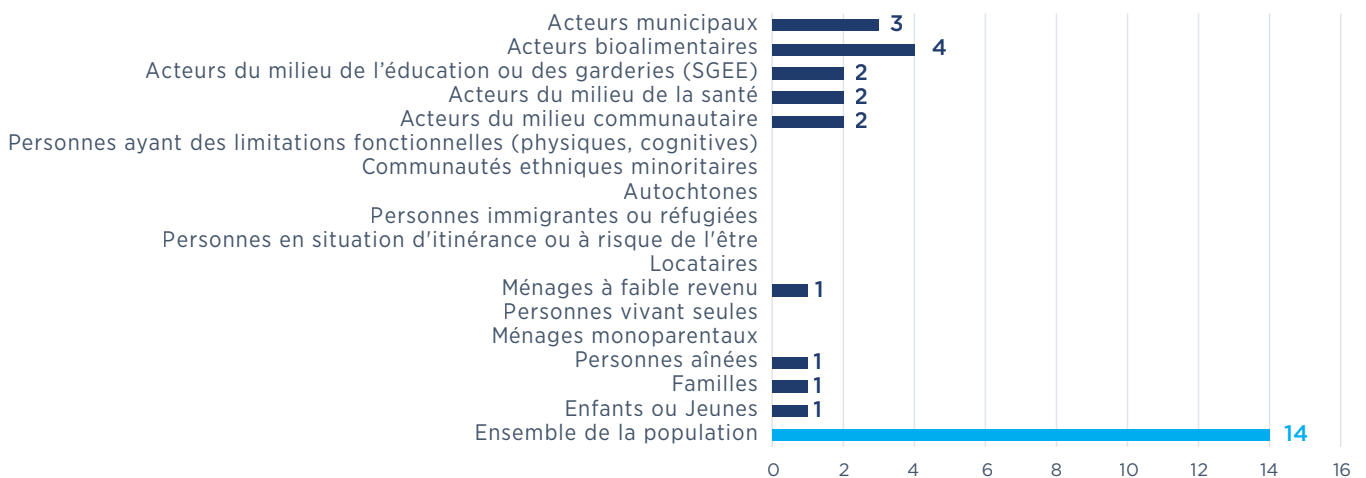
Sur les 17 répondants du secteur bioalimentaire, 88% (n=15) ont mentionné avoir des actions en lien avec l'accès à une offre alimentaire de qualité, alors que 12% n'en avaient pas (n=2). Un total de 62 actions ont été citées par ces répondants. La portée géographique des actions est assez diversifiée. Il est toutefois possible d'observer une prépondérance des actions à portée provinciale et pancanadienne (voir figure 25).

Figure 25 - Répartition des actions des répondants du secteur bioalimentaire selon la portée géographique



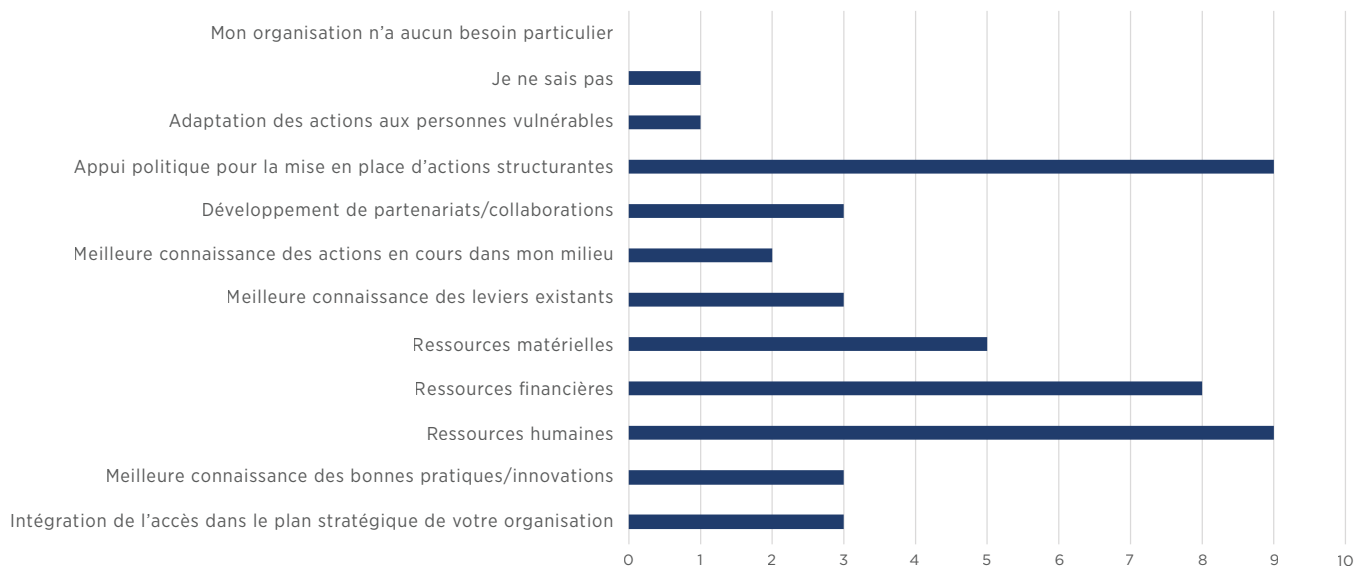
Le principal public ciblé par les actions des répondants du secteur bioalimentaire est l'ensemble de la population (voir figure 26). tandis que les autres publics cibles sont peu touchés par les actions citées. D'autres publics cibles mentionnés sont les personnes diabétiques, les chefs, les gérants d'épicerie, les producteurs et les semenciers.

Figure 26 - Publics cibles des actions des répondants du secteur bioalimentaire



Les principaux besoins notés par ce groupe de répondants sont les ressources humaines et financières ainsi que l'appui politique pour la mise en place d'actions structurantes (voir figure 27). Une entreprise coopérative a mentionné le besoin de redonner davantage à la communauté en cohérence avec sa mission.

Figure 27 – Besoins des répondants du secteur bioalimentaire



Voici quelques **obstacles** mentionnés par les répondants au sondage:

- les défis technologiques et financiers liés aux processus d'amélioration de la qualité de l'offre couplés à la réceptivité du consommateur. En effet, les changements dans la composition nutritionnelle des produits alimentaires (p. ex. réduction du sucre et du sodium) représentent un coût substantiel pour les entreprises et celles-ci ont le souci que ce coût ne se répercute pas dans les prix payés par les consommateurs, tout en conservant un produit qui leur plaît;
- la rigidité de la réglementation;
- le manque de financement et la difficulté à maintenir les aides financières;
- la difficulté pour certains acteurs bioalimentaires d'être financièrement compétitifs dans un secteur très concurrentiel et de dimension internationale pour lequel la valeur ajoutée est peu valorisée;
- la demande plus forte que l'offre disponible (production saisonnière et locale).

3.6.2 RECHERCHE COMPLÉMENTAIRE SUR LE SECTEUR BIOALIMENTAIRE

La recherche complémentaire a touché 83 organisations. Au total, 43 organisations provenaient du secteur de la transformation, 12 de la vente au détail, 10 du secteur de la production, neuf de la vente au détail, six de la restauration, une de la distribution et 11 d'autres secteurs (p. ex. MAPAQ, coopératives, etc.). Les acteurs représentaient également une diversité de sous-secteurs (boulangerie, grains ou céréales, fruits, légumes ou noix, viandes, boissons, huiles, lait ou produits laitiers, mets préparés, poissons, œufs et confiseries). Autant les petites, les moyennes et les grandes entreprises étaient représentées. Pour ces 83 organisations, on recense un total de 204 actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité.

3.6.3 ACTIONS POUR L'ACCÈS À UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ DANS LE SECTEUR BIOALIMENTAIRE

Les actions les plus souvent recensées pour les **répondants au sondage** sont :

1. Amélioration de la qualité des aliments (n=16), et
2. Approvisionnement/mise en marché en circuits courts (n=9). (voir figure 28)

Les actions les plus souvent recensées lors de la **recherche complémentaire** sont :

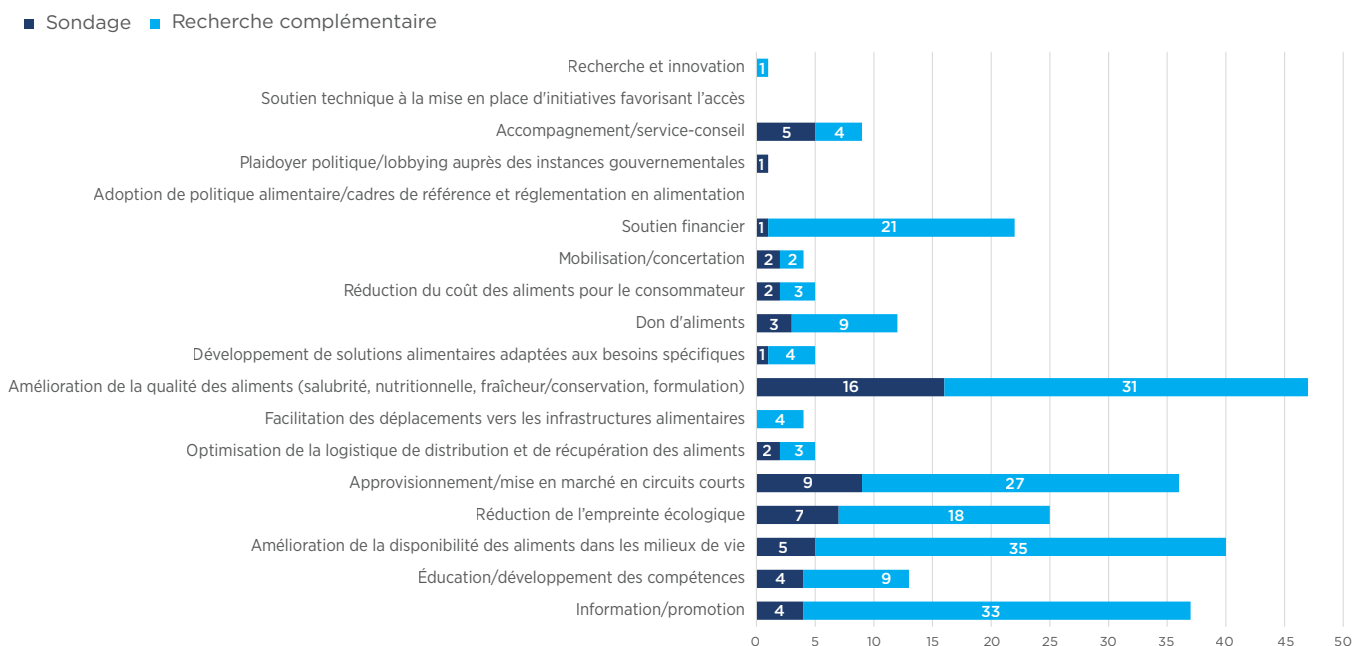
1. Amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (n=35),

2. Information/promotion (n=33), et
3. Amélioration de la qualité des aliments (n=31). (voir figure 28)

Dans l'ensemble, les actions les plus souvent recensées sont :

1. Amélioration de la qualité des aliments (17,7%),
2. Amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (15%), et
3. Information/promotion (13,9%).

Figure 28 – Répartition des principales catégories d'actions des répondants du secteur bioalimentaire



Il était attendu que la majorité des actions citées par les acteurs du secteur bioalimentaire concernent **l'amélioration de la qualité des aliments** (n=47). À titre d'exemple, certains acteurs tentent de réduire les teneurs en sucre, en gras saturés et en sodium ou d'augmenter les teneurs en fibres des aliments qu'ils produisent (voir exemple: Olymel, [page 69](#)).

D'autres acteurs s'assurent de fournir des produits frais et les moins transformés possibles. Certains visent à réduire le nombre d'additifs ajoutés à leurs produits dans le but de simplifier leurs listes d'ingrédients (*clean label*). Certains acteurs misent même sur une amélioration globale de la valeur nutritive de leur offre alimentaire (voir exemple: L'Escargot Gourmand, [page 65](#)).

La deuxième action citée le plus souvent par les acteurs du secteur bioalimentaire est l'**amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie** (n=40). En étant situés près des quartiers résidentiels ou en offrant, par exemple, une boutique en ligne et un service de livraison, ces acteurs contribuent à l'accès universel à une offre alimentaire de qualité. Certains acteurs optent même pour des camions de rue, des marchés mobiles ou des livraisons à vélo afin d'aller à la rencontre de la population (voir exemple: La Caravane des Cultures, **page 63**).

La troisième action citée le plus souvent touche au volet **information ou promotion** (n=37). Fournir des idées de recettes ou des astuces pour intégrer des ingrédients nutritifs dans l'alimentation ou encore informer sur les bienfaits nutritionnels des aliments offerts sont des actions fréquemment utilisées par les acteurs. De plus, identifier, par exemple à l'aide d'un code de couleur, les produits alimentaires les plus sains est une action citée par quelques acteurs (voir exemple: Projet Sol, **page 70**).

L'**approvisionnement directement à la ferme ou à l'usine de production et la mise en marché en circuit court** est une autre action nommée fréquemment par les acteurs du bioalimentaire (n=36). L'utilisation de produits locaux pour la confection des produits, les potagers ou les ruches sur le toit des entreprises ainsi que la mise en valeur des producteurs locaux sont des exemples qui facilitent l'approvisionnement et la mise en marché en circuit court. La création de partenariats avec des fermes locales, l'approvisionnement directement à la ferme ou à l'usine ou l'installation de l'usine de transformation à proximité des sites de culture sont d'autres façons d'y contribuer (voir exemple: La Coopérative Nutrinor et Le Kombucha du Mont-Ferréol, **pages 64 et 66**).

La **réduction de l'empreinte écologique** est également une catégorie d'action citée fréquemment (n=25) par les acteurs du bioalimentaire. Que ce soit par l'utilisation d'ingrédients biologiques ou par une production agricole durable (p. ex. réduire les pesticides, les OGM, réutiliser les coproduits, chauffer les fermes à l'énergie solaire) ce type d'action est souvent mis en place par les acteurs identifiés.

Le **soutien financier** à des banques alimentaires, à des œuvres de charité en alimentation ou à des projets d'éducation ou de recherche en nutrition est également cité à plusieurs reprises (n=22) par

les acteurs bioalimentaires. D'autres soutiennent financièrement leurs partenaires (voir exemple: Les Moulins de Soulanges, **page 68**).

L'éducation ou le développement de compétences (n=13), les dons d'aliments (n=12), l'accompagnement/service-conseil (n=9), l'optimisation de la logistique de distribution des aliments (n=6) et le développement de solutions alimentaires adaptées aux besoins spécifiques (n=5) sont également citées.

Très peu d'acteurs ont évoqué des actions en lien avec la réduction du coût des aliments pour le consommateur (n=4), la mobilisation/concertation (n=4), le plaidoyer politique (n=1) ainsi que la recherche ou l'innovation (n=1).

Parmi les **transformateurs**, les principales actions touchent l'information/promotion (n=22), l'amélioration de la qualité des aliments (n=19), approvisionnement/mise en marché en circuits courts (n=16) et l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (n=15).

Quant aux **producteurs**, l'information/promotion (n=6), l'amélioration de la qualité des aliments (n=5), la réduction de l'empreinte écologique (n=4) et l'approvisionnement/mise en marché de circuits courts (n=3) sont les actions les plus courantes.

Les actions les plus souvent citées par les **acteurs de la vente au détail** sont l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (n=8), suivie de l'amélioration de la qualité des aliments (n=6), l'approvisionnement/mise en marché en circuits courts (n=5) et le soutien financier (n=5). Le don en argent est effectivement une pratique courante des acteurs de la vente au détail, tandis que le don d'aliments et l'optimisation de la logistique de distribution et de récupération d'aliments restent des pratiques nommées par une minorité d'acteurs bien que les recherches complémentaires confirment l'implication de certaines grandes bannières d'épicerie dans le **programme de récupération en supermarché (PRS)** cité ci-après (voir exemple: METRO, **page 67**).

Enfin, les actions les plus souvent nommées par les **restaurateurs** sont l'approvisionnement/mise en marché en circuit court (n=6), l'amélioration de la qualité des aliments (n=5), l'amélioration de la disponibilité dans les milieux de vie (n=3).



CARAVANE DES CULTURES

La Caravane des Cultures est un marché mobile qui vise à rendre disponibles les fruits et légumes produits localement au cœur de neuf municipalités de la MRC des Jardins-de-Napierville, particulièrement là où le transport en commun est inexistant.

Ceci est une initiative qui s'inscrit dans le plan stratégique de Profil santé des Jardins-de-Napierville via la Politique de développement social. C'est à la suite de l'analyse d'initiatives existantes dans d'autres territoires, et de l'obtention des résultats d'un sondage auprès de la population, qu'un marché mobile de fruits et de légumes frais produits

localement a été instauré. Au total, 36 producteurs locaux ont fourni des fruits et des légumes pour les clients de cette initiative. Les fruits et légumes sont offerts à prix compétitif et La Caravane se déplace aux endroits fréquentés par les jeunes et leur famille. La Caravane améliore ainsi la disponibilité des aliments sains directement dans les milieux de vie.



LA COOPÉRATIVE NUTRINOR

La Coopérative Nutrinor est l'une des plus importantes coopératives alimentaires au Québec.

Elle met en valeur le territoire et les producteurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean. La laiterie s'approvisionne auprès de fermes laitières, pour la plupart, situées à moins de 35 km de la laiterie. De plus, la laiterie n'utilise aucun ingrédient laitier importé de l'extérieur du Canada pour les crèmes et les divers produits laitiers qu'elle fabrique. En outre, grâce à son système de traçabilité, plusieurs produits de la coopérative possèdent un code qui permet au consommateur de savoir la provenance du lait

utilisé dans la fabrication. Nutrinor favorise ainsi l'approvisionnement de proximité. Avec son Pacte Agricole Durable, Nutrinor élargit sa démarche environnementale et souhaite accompagner chacun de ses membres vers un modèle de croissance économique en harmonie avec l'environnement et la société. Cette démarche d'agriculture durable se veut une occasion unique d'améliorer les pratiques agricoles et de mieux répondre aux attentes des consommateurs d'aujourd'hui et de demain.



L'ESCARGOT GOURMAND

L'Escargot Gourmand est un commerce de détail offrant des aliments en vrac et des aliments frais dans la ville de Québec.

L'initiative veut inspirer les individus à adopter des choix alimentaires optimaux en matière de saveurs, de santé, d'environnement et de soutien à la communauté. En plus d'être un point de chute pour les paniers biologiques d'une ferme de la région, l'épicerie L'Escargot Gourmand collabore avec de nombreuses fermes locales et agriculteurs urbains afin d'offrir tout au long de l'année une diversité d'aliments biologiques et de proximité. Les aliments secs et non transformés sont à l'honneur. L'entreprise

s'engage d'ailleurs à offrir au maximum 15% de leurs aliments sous forme transformée (p. ex. grignotines, bonbons, chocolats, gelées, barres tendres) afin de promouvoir les aliments de base et d'inciter les Québécois à cuisiner davantage. Afin de favoriser l'accès à son offre alimentaire, un rabais de 10% est offert aux étudiants en semaine et un système de livraison est offert pour les clients résidant dans les quartiers Sainte-Foy et Sillery.



KOMBUCHA DU MONT-FERRÉOL

Le Kombucha du Mont-Ferréol offre une boisson faite 100 % localement avec des fruits du Québec, de l'eau de source et des feuilles d'argousier. Les ingrédients servant à la préparation des kombuchas sont achetés exclusivement de producteurs locaux situés dans un rayon de 150 kilomètres de l'atelier de brasserie situé à Saint-Ferréol-les-Neiges. S'approvisionner de vergers près de chez nous, c'est avoir l'agriculture et l'économie locale à cœur et pouvoir assurer la traçabilité et la qualité de nos produits. Et c'est grâce à ce genre de gestes que Kombucha du Mont-Ferréol offre le seul kombucha certifié Aliments du Québec. Kombucha Mont-Ferréol favorise ainsi l'approvisionnement et la mise en marché en circuit court.



METRO

La volonté de réduire le gaspillage alimentaire est un objectif que METRO poursuit depuis de nombreuses années. METRO s'est d'ailleurs engagée en janvier 2019 à diminuer de 50% le gaspillage alimentaire relié à ses opérations d'ici 2025 par rapport à 2016. Le programme Récupartage en est l'initiative phare; débuté en 2014, il consiste à redonner les produits invendus, mais encore consommables de ses magasins du Québec et de l'Ontario à des organismes locaux, qui les distribuent ensuite à des personnes dans le besoin. Au Québec, il s'agit du Programme de récupération en supermarchés (PRS), chapeauté par le réseau des Banques alimentaires du Québec; METRO s'est par ailleurs engagée à remettre 500 000 \$ à la campagne de financement de l'organisme.



MOULINS DE SOULANGES

Les Moulins de Soulanges est un créateur et producteur de farines de spécialité. La minoterie propose des solutions de farines innovantes pour les filières boulangères et alimentaires, tout en valorisant l'environnement et l'agriculture régionale. Elle accorde une prime aux producteurs qui s'associent à lui afin de les soutenir financièrement dans leur passage vers une production agricole durable.

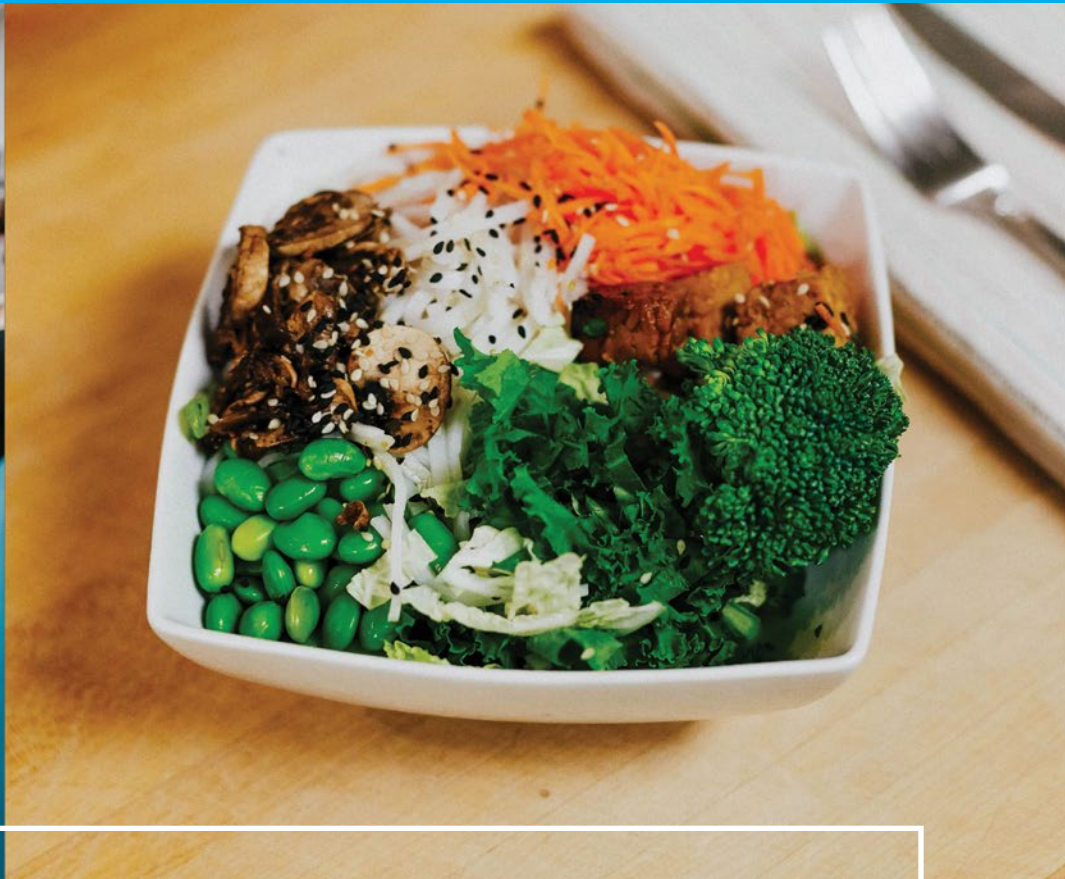


OLYMEL

Olymel est une entreprise qui se spécialise dans la production et la transformation des viandes de volaille et de porc.

Pour répondre aux préoccupations des consommateurs en matière de santé et de nutrition, Olymel veille à offrir des aliments sains en réduisant ou en éliminant les ingrédients jugés indésirables. Bien que le sodium soit un ingrédient fonctionnel dans les viandes transformées, Olymel travaille depuis plusieurs années à réduire les teneurs en sodium de leurs produits conformément aux cibles volontaires de réduction du sodium proposées par Santé Canada. Ces réductions représentent une diminution de plus de 300 tonnes de sodium par

année et contribuent à l'amélioration de la qualité nutritive des aliments. Par ailleurs, l'entreprise se veut aussi socialement responsable, exemplaire par ses pratiques dans le domaine du bien-être animal, respectueuse de l'environnement et engagée à soutenir les communautés dans lesquelles elle est implantée. Olymel remet annuellement plus de 1250 000 \$ de dons de denrées et en argent aux organismes MOISSON du Québec par l'entremise du programme Achat qui redonne.



PROJET SOL

Le Projet Sol est un organisme à but non lucratif résultant de l'union de six entreprises d'insertion du domaine alimentaire de Montréal et des Laurentides qui servent principalement des menus santé.

Sa mission est de mettre en valeur les entreprises membres du Collectif des entreprises d'insertion du Québec (CEIQ), faciliter leur développement d'affaires et d'offrir un emploi aux anciens participants de leurs programmes. Projet Sol est donc l'un des plus importants consortiums d'entreprises de réinsertion sociale au Québec. Il contribue à la réinsertion en milieu de travail de nombreuses personnes en leur offrant des emplois stables

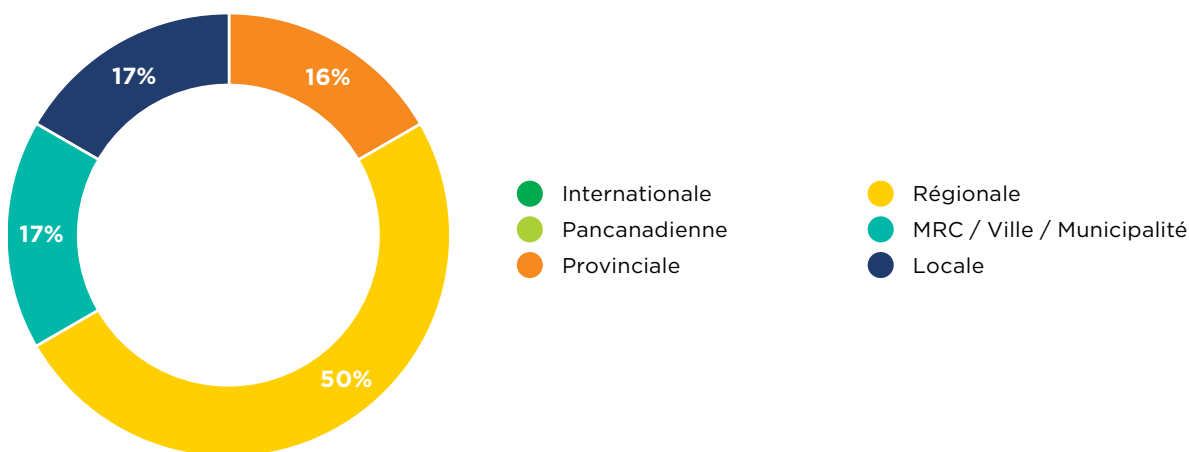
et valorisants, afin de compléter un retour sur le marché du travail sain. Par ailleurs, l'organisme promeut les aliments sains à l'aide d'un code de couleur et propose un prix favorisant ces produits comparativement aux produits moins nutritifs. En plus d'informer le consommateur sur les choix alimentaires plus nutritifs, ceci favorise l'accès économique à une offre alimentaire de qualité.

3.7 RÉSULTATS POUR L'INTERSECTORIEL

3.7.1 RÉSULTATS DU SONDAGE POUR L'INTERSECTORIEL

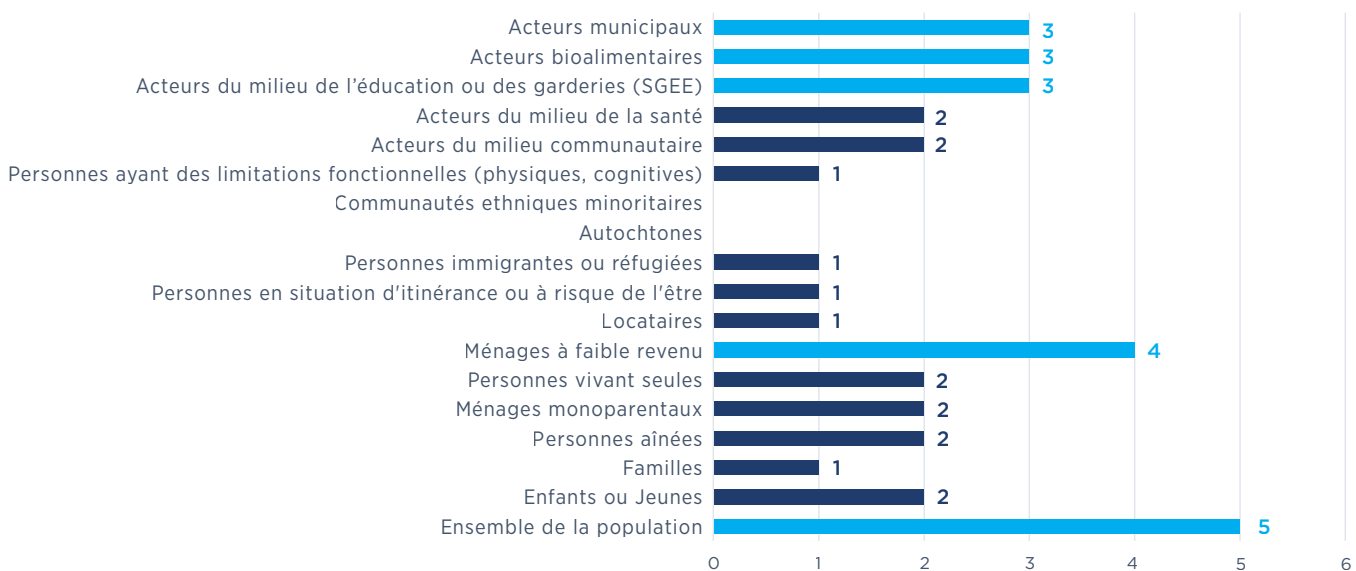
Pour ce qui est des répondants intersectoriels, incluant les tables de concertation en saines habitudes de vie et en développement social, la totalité des six répondants (100%) a mentionné avoir des actions en lien avec l'accès à une offre alimentaire de qualité, alors qu'aucune n'en a pas (0%). Un total de 23 actions ont été citées par ces répondants. La portée des actions est assez diversifiée, quoiqu'on observe une prépondérance des actions à portée régionale (voir figure 30).

Figure 30 – Répartition des actions principales des répondants intersectoriels selon la portée géographique



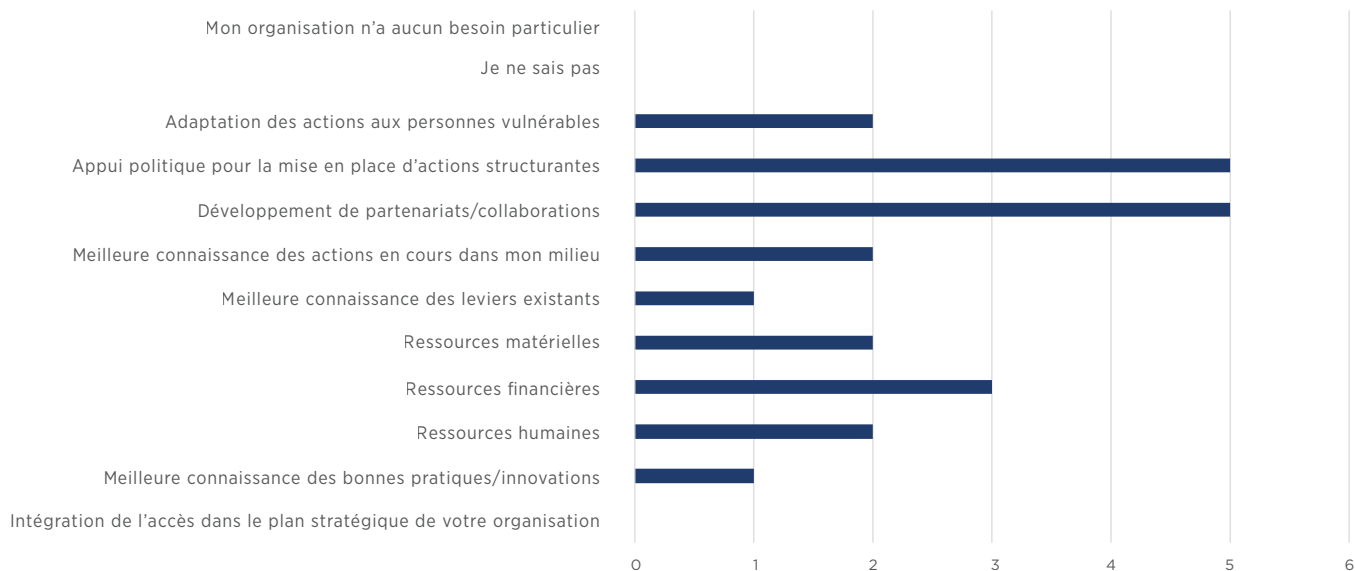
Les publics principalement visés par les actions principales des répondants intersectoriels sont l'ensemble de la population et les ménages à faible revenu, suivis des acteurs municipaux, bioalimentaires et du milieu de l'éducation et des services de garde (voir figure 31).

Figure 31 – Publics cibles des actions principales des répondants intersectoriels



Les principaux besoins mentionnés par ce groupe de répondants sont l'appui politique pour la mise en place d'actions structurantes et le développement de partenariats et de collaborations (voir figure 32).

Figure 32 – Besoins des répondants intersectoriels



Parmi les **obstacles** mentionnés par les répondants, voici quelques éléments intéressants :

- s'assurer de la circulation de l'information et la vulgarisation des travaux de recherches;
- la collaboration intersectorielle;
- la pérennité des projets;
- concentrer l'achat des outils à un seul endroit et de professionnaliser la gestion et l'entretien de ces outils pour limiter la quantité achetée et leur dispersion à travers l'ensemble du territoire;
- créer l'habitude auprès des partenaires du secteur agroalimentaire de donner aux organismes communautaires;
- la résistance de certains acteurs.

3.7.2 RECHERCHE COMPLÉMENTAIRE SUR L'INTERSECTORIEL

Parmi les résultats obtenus via la recherche complémentaire, on retrouve une organisation ayant entamé le sondage sans l'avoir complété. La recherche complémentaire a également recensé deux autres organisations. En tout, trois organisations ont été ajoutées avec la recherche complémentaire. Pour ces trois organisations, on recense huit actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité.

3.7.3 ACTIONS POUR L'ACCÈS À UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ DANS L'INTERSECTORIEL

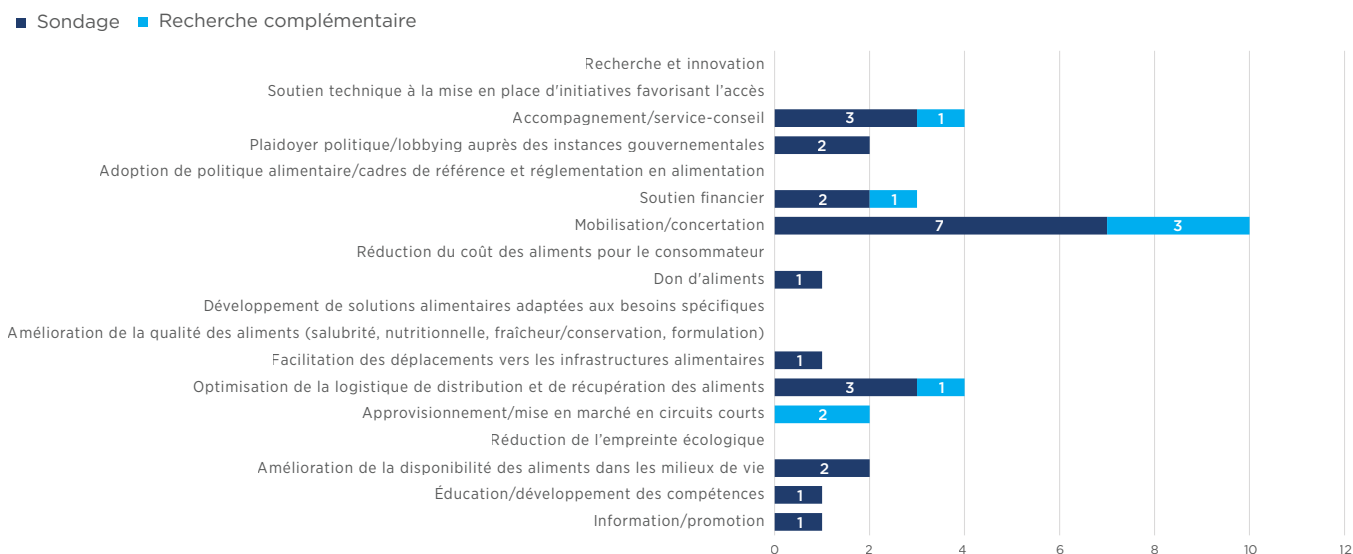
Les actions les plus souvent recensées pour les **répondants au sondage** sont :

1. mobilisation/concertation (n=7) (voir exemple : Alliance pour des environnements favorables aux saines habitudes de vie des Laurentides, **page 74**),
2. optimisation de la logistique de distribution et de récupération des aliments (n=3) (voir exemple : Développement social intégré de Charlevoix, **page 75**), et
3. accompagnement/service-conseil (n=3). (voir figure 33)

Les actions les plus souvent recensées lors de la **recherche complémentaire** sont liées à la mobilisation/concertation (n=3). (voir figure 33) Notons également comme actions intéressantes celles en lien avec la mobilisation/concertation et l'approvisionnement/mise en marché en circuits courts (voir exemple : Table de concertation en sécurité alimentaire de Saint-Roch, **page 76**).

Au total, les catégories d'actions les plus souvent recensées sont : 1) mobilisation/concertation (10), suivie de l'accompagnement/service-conseil et de l'optimisation de la logistique de distribution et récupération des aliments.

Figure 33 – Actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité de l'intersectoriel





ALLIANCE POUR DES ENVIRONNEMENTS FAVORABLES AUX SAINES HABITUDES DE VIE DES LAURENTIDES

L'Alliance pour des environnements favorables aux saines habitudes de vie des Laurentides a pour mission de stimuler et de soutenir les collaborations entre les acteurs de la collectivité qui agissent pour le développement de milieux de vie de qualité favorables aux saines habitudes de vie. Elle vise à sensibiliser, éduquer et influencer divers acteurs au niveau de l'offre alimentaire et de l'activité physique dans la planification et l'aménagement du territoire. Dans la dernière année, l'Alliance a collaboré avec divers partenaires régionaux et locaux dont tables en sécurité alimentaire, Moisson Laurentides, la Table bioalimentaire de sa région (CBL). Toutefois, les acteurs municipaux restent des acteurs importants avec qui elle souhaite développer ses collaborations.



DÉVELOPPEMENT SOCIAL INTÉGRÉ DE CHARLEVOIX

Développement social intégré de Charlevoix s'appuie sur différents indicateurs socioéconomiques afin de développer des projets cohérents avec les acteurs locaux et visant à augmenter la qualité de vie et réduire les écarts de bien-être des communautés de Charlevoix.

La démarche comprend une panoplie d'actions en lien avec l'alimentation, soit le Circuit AlimenTerre. Ce projet a pour but de :

1. développer la récupération des denrées alimentaires dans la région;
2. approvisionner les organismes communautaires en denrées alimentaires;
3. créer des potagers partagés;
4. transformer les surplus alimentaires; et
5. éduquer et mobiliser la population sur l'alimentation saine et l'accessibilité à celle-ci.

Les surplus alimentaires produits par les commerçants, les restaurateurs et les producteurs sont récupérés et redirigés vers les banques alimentaires de la région. Cela contribue à diminuer le gaspillage alimentaire et à garnir les banques alimentaires. Pour la récupération de denrées alimentaires, on retrouve une dizaine de restaurateurs donateurs de denrées et un programme de récupération dans les supermarchés (PRS). En ce qui a trait à l'agriculture urbaine, plus de 15 potagers partagés ont été mis en place à travers la région. Finalement, pour faciliter la transformation des aliments, des équipements ont été achetés pour les organismes pour près de 10 000 \$.



TABLE DE CONCERTATION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE ST-ROCH

La Table de concertation en sécurité alimentaire de St-Roch est un regroupement d'acteurs (porté par le YMCA St-Roch, comité de gestion: CIUSSS CN, Moisson Québec, La Table de quartier l'EnGrEnAgE, Centre Le Bourg-Joie) visant à améliorer l'accès à une alimentation saine pour les habitants du secteur.

Son projet Du potager à l'assiette vise à soutenir le développement d'un système alimentaire de proximité plus solidaire, écologique et durable pour l'ensemble des citoyens. Chaque aspect de la chaîne de valeur du système alimentaire est considéré, de la production à la distribution. Il s'agit d'un projet structurant basé sur la mobilisation des citoyens. Le principal projet cette année a été Croque St-Roch, marché solidaire du parvis (projet pilote de huit semaines possible grâce à l'implication de bénévoles). De 25 à 30 variétés de fruits et légumes d'une quinzaine de fermes dans un rayon d'au plus 100 km (à l'exception des bleuets sauvages de Charlevoix) locaux ont été vendus. Le marché a généré des achats de 7300\$ auprès de ces fermes.

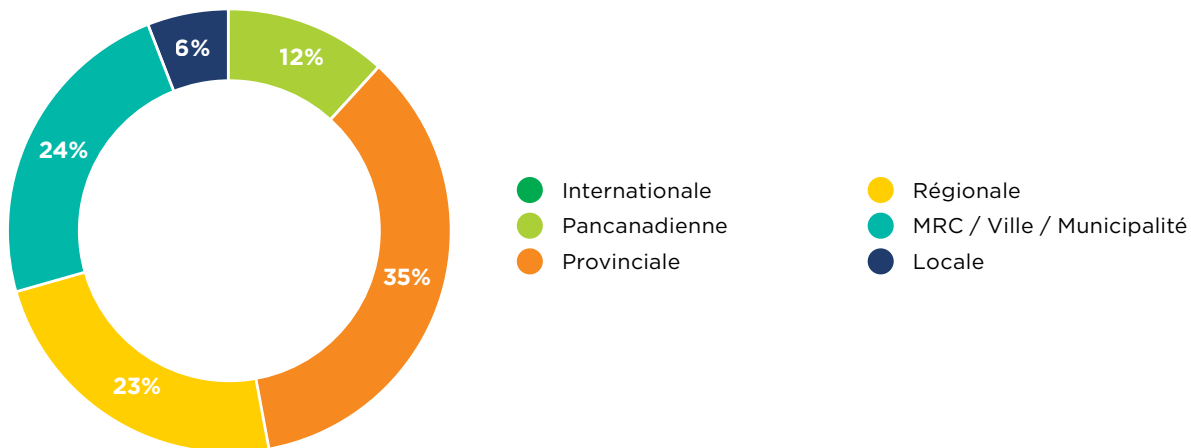
Les fruits et légumes y ont été vendus en moyenne 25-30% moins chers qu'en épicerie, pour les prix les plus bas possibles avec une formule de contribution solidaire encourageant les personnes plus aisées financièrement à contribuer au projet par donation. Les contributions solidaires ont représenté près de 10% des ventes du marché, soit 1100\$. Des plats préparés abordables (3\$/plat) produits par des organismes de sécurité alimentaire du quartier ont également été vendus. Le marché a généré 1037 visites. Les retombées principales de la démarche sont aussi les liens et collaborations développés entre les organismes du quartier (et de la région) et des producteur-trice-s.

3.8 RÉSULTATS POUR LE SECTEUR ENVIRONNEMENTAL

3.8.1 RÉSULTATS DU SONDAGE POUR LES ORGANISATIONS ENVIRONNEMENTALES

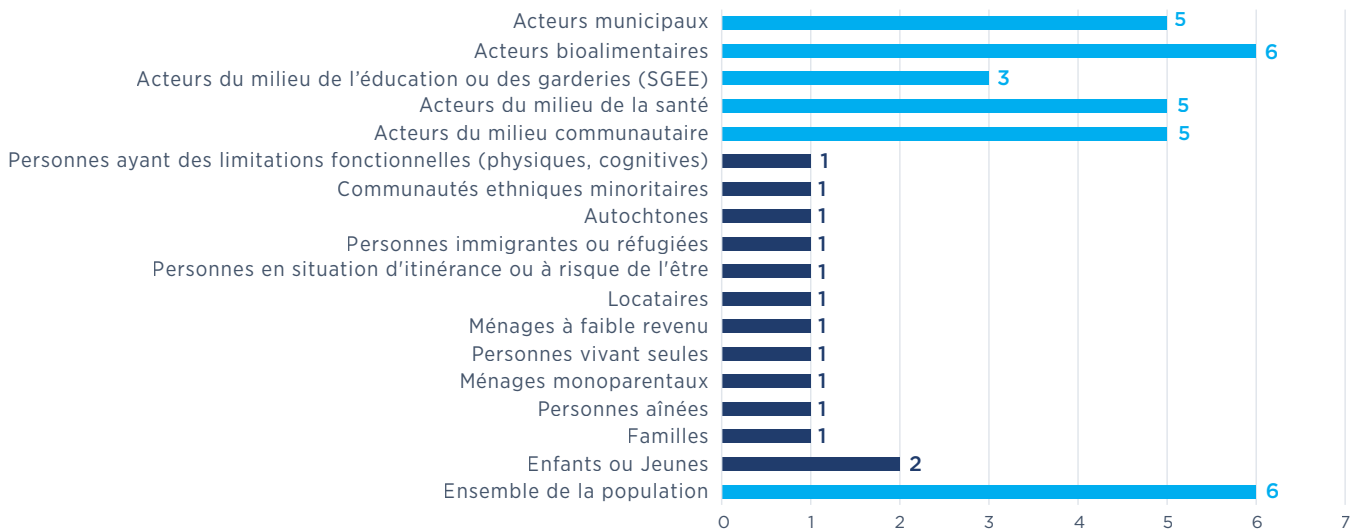
Pour ce qui est des répondants des organisations environnementales⁴, huit ont mentionné avoir des actions en lien avec l'accès à une offre alimentaire de qualité (88,9%), alors qu'une n'en a pas (11,1%). Un total de 35 actions ont été citées par ces répondants. La portée des actions est assez diversifiée, quoiqu'on observe une faible prépondérance des actions à portée provinciale (voir figure 34).

Figure 34 – Répartition des actions principales des répondants des organisations environnementales selon la portée géographique



Les **publics** principalement visés par les actions principales des répondants des organisations environnementales sont les acteurs bioalimentaires, l'ensemble de la population, mais également les acteurs municipaux, du milieu de la santé et du milieu communautaire (voir figure 35). D'autres publics cibles mentionnés sont les producteurs et la relève agricole, les bailleurs de fonds (acteurs philanthropiques) et les tables intersectorielles.

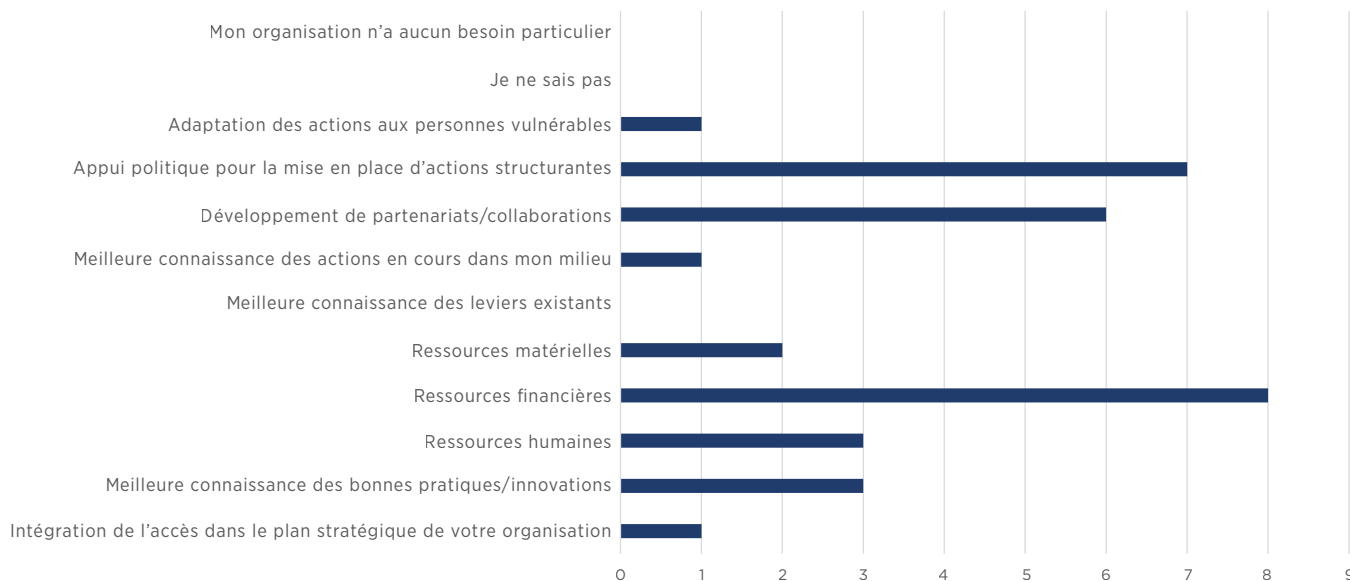
Figure 35 – Publics cibles des actions principales des répondants des organisations environnementales



4. Ce groupe correspond aux répondants ayant mentionné « autre » comme secteur d'activités. Au bilan, il comprend une forte majorité d'organisations à vocation environnementale, d'où l'ajout d'un secteur d'activités « environnement ».

Les principaux **besoins** mentionnés par ce groupe de répondants sont les ressources financières, l'appui politique pour la mise en place d'actions structurantes et le développement de partenariats (voir figure 36). Un autre besoin mentionné était une meilleure coordination entre les actions pour éviter un dédoublement et pour favoriser les synergies.

Figure 36 – Besoins des répondants des organisations environnementales



Parmi les **obstacles** mentionnés par les répondants, voici quelques éléments intéressants :

- la pérennité des projets (financement ponctuel pour des projets permanents);
- les coûts des aliments locaux et écoresponsables plus élevés;
- le manque de soutien ou de volonté de la part de la direction du service alimentaire ou de l'institution;
- le manque d'identification ou de disponibilité des aliments par les fournisseurs;
- la loi sur les contrats d'approvisionnement et processus d'appels d'offres réglementé;
- le financement de l'acquisition de terres agricoles;
- la méconnaissance du modèle de fiducies d'utilité sociale agricoles par le milieu agricole et par les institutions financières;
- le manque de ressources pour diffuser l'information et accompagner les porteurs de projets;
- les organismes communautaires œuvrant en sécurité alimentaire sont sursollicités pour des études et des projets de recherche;
- les tables intersectorielles ne sont pas toujours connues dans leur milieu et cherchent parfois le rôle qu'elles peuvent jouer dans l'écosystème agroalimentaire et municipal.

3.8.2 RECHERCHE COMPLÉMENTAIRE SUR LES ORGANISATIONS ENVIRONNEMENTALES

La recherche complémentaire a recensé quatre organisations. Pour ces quatre organisations, on recense six actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité.

3.8.3 ACTIONS POUR L'ACCÈS À UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ DANS LES ORGANISATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les actions les plus souvent recensées pour les **répondants au sondage** sont :

1. information/promotion (n=6),
2. plaidoyer politique/lobbying auprès des instances gouvernementales (n=6), et
3. accompagnement/service-conseil (n=6) (voir exemple : Équiterre, **page 81**). (voir figure 37)

D'autres acteurs ont des actions variées et complémentaires (voir exemple : Conseil régional de l'environnement de Lanaudière, **page 80**).

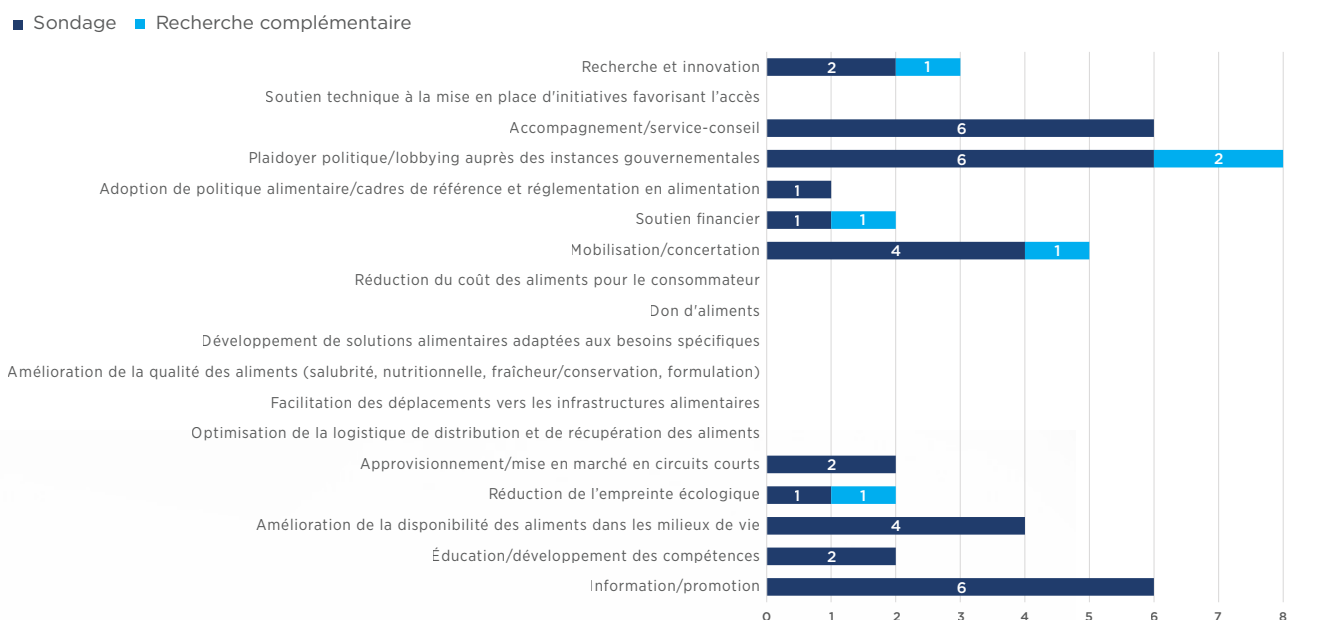
Le type d'action le plus souvent recensé lors de la **recherche complémentaire** est :

1. plaidoyer politique/lobbying auprès des instances gouvernementales (n=2). (voir figure 37)

Au total, les actions les plus souvent recensées sont :

1. plaidoyer politique/lobbying auprès des instances gouvernementales (19,5%),
2. accompagnement/service-conseil (14,6%), et
3. information/promotion (14,6%).

Figure 37 - Actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité des organisations environnementales

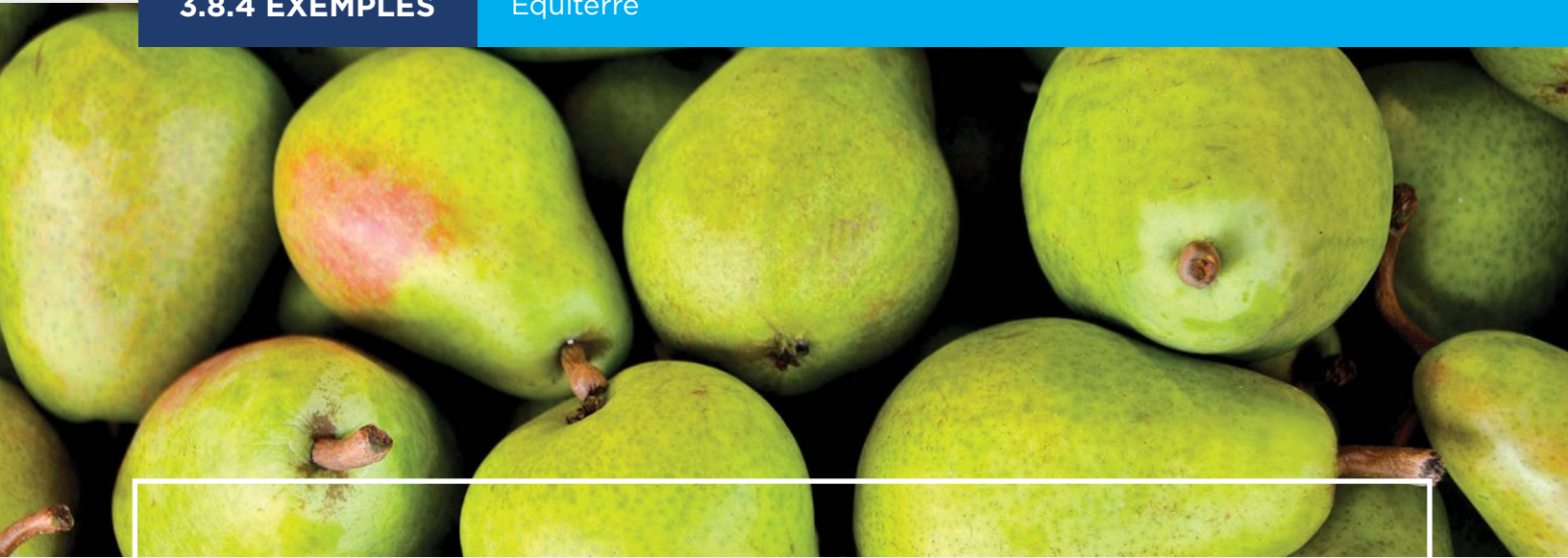




CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LANAUDIÈRE

Le Conseil régional de l'environnement de Lanaudière présente une variété de projets complémentaires intéressants :

1. Projets d'agriculture urbaine ;
2. Projets de développement des compétences de jardinage ;
3. Accompagnement de projets d'aménagements de plates-bandes comestibles et de forêts nourricières ;
4. Projet d'éducation relative à l'environnement via l'agriculture urbaine ; et
5. Mandats de développement de plan d'agriculture urbaine.



ÉQUITERRE

À travers son programme Alimentation institutionnelle, Équiterre a pour objectif de :

- mobiliser les institutions et leurs services alimentaires à entreprendre des démarches en matière d'approvisionnement alimentaire local et écoresponsable et de les amener plus loin
- augmenter la part d'aliments locaux et écoresponsables dans les institutions du Québec, via une communauté de pratique en alimentation durable, la quantification et la reconnaissance Aliments du Québec au menu
- faire rayonner les pratiques exemplaires en matière d'alimentation saine, locale et écoresponsable des institutions et services alimentaires afin que d'autres s'en inspirent et emboîtent le pas
- renforcer et faciliter la présence de l'éducation alimentaire dans les milieux de la petite enfance, les milieux scolaires et les camps d'été du Québec.

Pour atteindre ces objectifs, Équiterre propose une variété d'actions innovantes à travers des projets concrets de démonstration et un service-conseil d'accompagnement, de mobilisation et de formation. Récemment, Équiterre a mis sur pied une communauté de pratique en alimentation institutionnelle durable (cohorte d'institutions championnes, comité d'experts et instances du territoire). De plus, ils mettent de l'avant le projet Écoles enracinées qui propose des campagnes de financement dans les milieux de la petite enfance, les milieux scolaires, les organisations communautaires et les camps d'été par la distribution de paniers de fruits et légumes locaux et biologiques. Leur projet De la ferme à l'école Québec vise, quant à lui, à mettre en place des projets et des initiatives comme des comptoirs à salade en milieu scolaire à travers le Québec et le Canada. Notons également qu'Équiterre propose des fiches pratiques visant à mobiliser les institutions québécoises à faire un approvisionnement alimentaire local et écoresponsable. Celles-ci ont été adaptées pour les milieux de la petite enfance, scolaire, collégial, universitaire, de la santé et du travail.



RÉCOLTE

La mission de Récolte consiste à renforcer l'impact et la pérennité des projets en innovation sociale alimentaire, c'est-à-dire ceux qui permettent de nous alimenter d'une manière écologique, juste, saine et locale.

Son action principale est l'accompagnement de projets collaboratifs permettant un meilleur maillage et davantage de concertation entre différents acteurs de l'écosystème de la sécurité alimentaire et de l'alimentation durable (Ex: démarche Faim Zéro à Montréal mandatée par la Fondation du Grand Montréal de 2018 à 2020). En plus de son action directe auprès d'une communauté d'entreprises et de projets en innovation sociale alimentaire, l'organisme joue un rôle d'entremetteur entre les instances de décision et de pouvoir dans le système actuel et les acteur.trice.s du changement, proposant des alternatives plus durables dans le système

alimentaire, notamment pour l'amélioration de l'accès à une alimentation saine pour des personnes en situation d'insécurité alimentaire. À ce titre, Récolte est porteur du projet multipartenarial Système alimentaire local et intégré pour Montréal (SALIM) dans le cadre de Montréal en commun. Le SALIM vise à renforcer le réseau d'approvisionnement des organismes communautaires alimentaires à Montréal tout en améliorant l'accès aux marchés pour les productrices et producteurs locaux, par le biais d'un réseau d'infrastructures physiques et numériques.

3.9 ACTIONS SUPPLÉMENTAIRES PROPOSÉES PAR LES RÉPONDANTS

Les répondants au sondage pouvaient répondre à la question suivante: *Selon vous, quelles autres actions pourraient être mises en place par les différents acteurs (santé, industrie, municipalités, organismes, etc.) afin de favoriser l'accès universel à une offre alimentaire de qualité au Québec?* Voici les grandes lignes des suggestions formulées selon les catégories d'actions présentées dans le cadre du présent rapport (voir résultats complets en annexe 2):

Tableau 2 – Actions supplémentaires proposées par les répondants

CATÉGORIE D'ACTION	EXEMPLES D' ACTIONS CONCRÈTES PROPOSÉES
● Information/promotion	Étiquetage, informer la population, valoriser les services, former des partenariats avec les producteurs
● Éducation/développement des compétences	Inciter l'industrie au don d'aliments, éduquer la population et promouvoir les saines habitudes de vie, outiller les citoyens pour le jardinage
● Amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie	Programme d'alimentation scolaire universel, amélioration de l'offre alimentaire dans les quartiers défavorisés ou isolés, déploiement en milieux ruraux et éloignés, agriculture urbaine et de proximité
● Réduction de l'empreinte écologique	Déploiement aux milieux ruraux et éloignés, manger local selon les saisons, pratiques durables, lutte contre le gaspillage, taxes sur les ordures
● Approvisionnement/mise en marché en circuits courts	Accès/politique d'achat d'aliments locaux, aide aux petits producteurs pour le transport en circuit court
● Optimisation de la logistique de distribution et récupération des aliments	Redistribution, pôle régional de transformation, infrastructures partagées, optimisation des transports en régions éloignées
● Facilitation des déplacements vers les infrastructures alimentaires	Améliorer l'accès (incluant le coût) aux commerces par transport collectif, zonage facilitant l'implantation d'épicerie, plus de popotes roulantes
● Amélioration de la qualité des aliments	Réglementer la production et la transformation, évaluation de l'accès à la malbouffe dans et autour des écoles, appui du MSSS pour acheter des aliments biologiques, taxation des boissons sucrées, réduction du sodium, cesser le libre-service des boissons dans les restaurants
● Développement de solutions alimentaires adaptées aux besoins spécifiques	Accès aux services de nutritionnistes pour les personnes à mobilité réduite, favoriser l'accès aux aliments traditionnels pour les Premières Nations
● Don d'aliments	Frigos libre-service, dons des surplus des institutions publiques
● Réduction du coût des aliments pour le consommateur	Subventions pour l'achat de fruits et légumes, règles plus souples pour récupérer d'autres aliments comme la viande et les produits laitiers, régulation du prix des aliments de base, augmenter les prestations d'aide sociale et le salaire minimum garanti ou toute autre aide financière pouvant dégager plus de sous pour l'alimentation des ménages, épiceries solidaires

CATÉGORIE D'ACTION	EXEMPLES D' ACTIONS CONCRÈTES PROPOSÉES
<ul style="list-style-type: none"> ● Mobilisation/concertation 	<p>Uniformiser les processus par exemple via des tables de concertation, échanges entre les acteurs touchés par l'alimentation en incluant le milieu économique et les citoyens, développement d'actions transversales avec différents acteurs</p>
<ul style="list-style-type: none"> ● Soutien financier 	<p>Commandites lors d'événements organisés pour les populations vulnérables, soutien des familles, financement récurrent et soutien aux opérations, ouverture de commerce de proximité dans les déserts alimentaires, soutien des producteurs et transformateurs québécois, fond philanthropique appuyant les initiatives en agriculture urbaine</p>
<ul style="list-style-type: none"> ● Adoption de politique alimentaire/cadres de référence et réglementation en alimentation 	<p>Politique gouvernementale du droit à l'alimentation pour tous, politique alimentaire des MRC, taxes sur la malbouffe, souplesse des normes et lois régissant le territoire et les petits producteurs, politique bioalimentaire favorisant la production d'aliments biologiques</p>
<ul style="list-style-type: none"> ● Plaidoyer politique/lobbying auprès des instances gouvernementales 	<p>Sensibilisation auprès des élus du rôle des municipalités dans le maintien de l'offre alimentaire</p>
<ul style="list-style-type: none"> ● Accompagnement/service-conseil 	<p>Soutien des groupes citoyens et communautaires pour des modèles alternatifs de distribution, implication d'organismes communautaires, support des municipalités pour développer des projets demandant de grosses infrastructures</p>
<ul style="list-style-type: none"> ● Soutien technique à la mise en place d'initiatives favorisant l'accès 	<p>Gardiennage lors des activités de cuisines collectives, pourcentage de terrains d'entreprises et institutions publiques réservés à la culture, soutien des jardins communautaires</p>
<ul style="list-style-type: none"> ● Recherche et innovation 	<p>Évaluer l'impact des déserts alimentaires sur les populations vulnérables, investir sur des projets de recherche soutenant la mobilisation et l'utilisation des connaissances et des données probantes</p>





DISCUSSION —

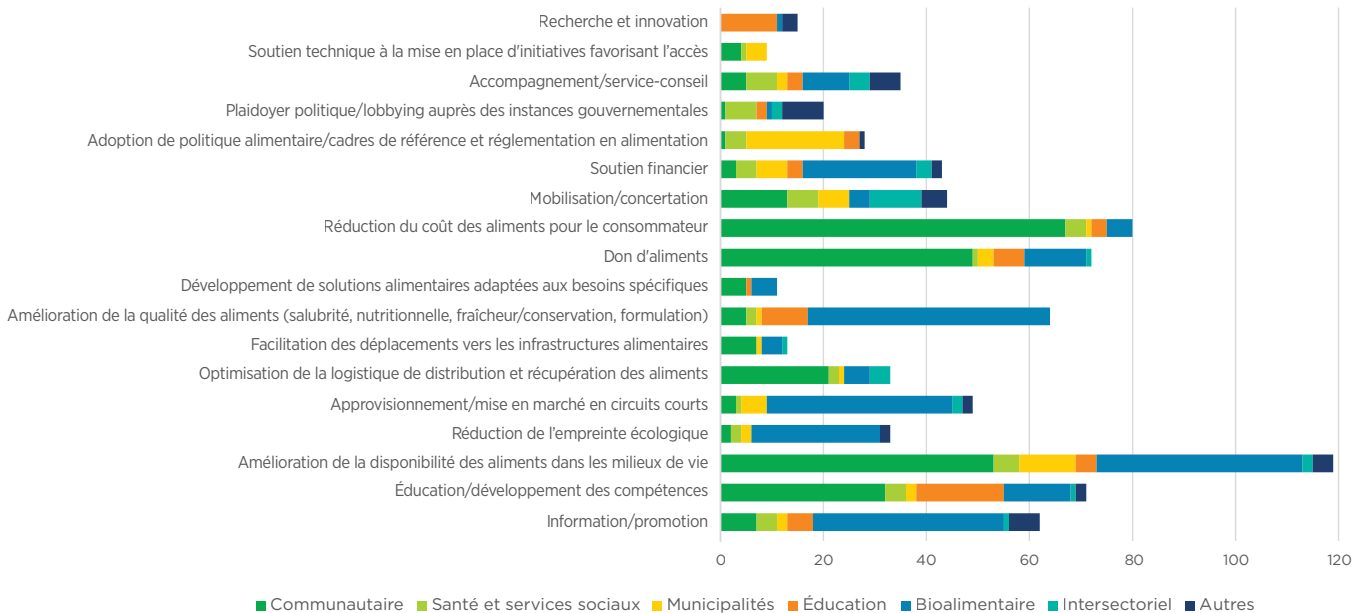
Dans cette section sont discutés les résultats obtenus en considérant la contribution des différents secteurs d'activités, les obstacles et besoins mentionnés, ainsi que les pistes de collaborations potentielles pour tenter d'y répondre et augmenter l'impact des actions. Les résultats sont comparés à ceux d'un sondage réalisé en 2019 auprès des membres de la TQSA. La discussion aborde ensuite les liens entre les types d'actions recensées et les dimensions de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité et de la sécurité alimentaire, telles que définies à la section 2.

4.1 NATURE DES ACTIONS ET CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS SECTEURS D'ACTIVITÉS

4.1.1 NATURE ET IMPORTANCE RELATIVE DES ACTIONS RECENSÉES

Afin d'avoir une vue d'ensemble des actions recensées par le sondage et la recherche complémentaire, il est utile de regarder le nombre total d'actions, selon la catégorisation développée dans le cadre de cette étude, de tous les secteurs d'activité.

Figure 38 - Total du nombre d'actions recensées pour tous les secteurs d'activité par catégorie d'action



Le graphique ci-dessus démontre que les catégories d'actions les plus souvent citées par l'ensemble des secteurs d'activité sont :

- Amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie (14,9%);
- Réduction du coût des aliments pour le consommateur (10%);
- Don d'aliments (9%);
- Éducation/développement des compétences (8,9%);
- Amélioration de la qualité des aliments (8%).

Et celles qui en incluent le moins :

- Plaidoyer politique/lobbying auprès des instances gouvernementales (2,5%);
- Recherche et innovation (1,9%);
- Facilitation des déplacements vers les infrastructures alimentaires (1,6%);
- Développement de solutions alimentaires adaptées aux besoins spécifiques (1,4%);
- Soutien technique à la mise en place d'initiatives favorisant l'accès (1,1%).

Il est intéressant de comparer ces résultats avec ceux du rapport de 2019 sur les actions des membres de la TQSA en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité. Les actions les plus fréquentes chez les membres de la TQSA concernaient :

- L'éducation ;
- L'adoption de politiques, lois et règlements ;
- Les activités de promotion, de marketing et de sensibilisation ;
- Les activités de recherche et d'évaluation.

Seuls quelques répondants disaient avoir des activités d'approvisionnement alimentaire (manipulation directe des aliments).

C'est donc dire que les principales catégories d'actions mises en place au Québec pour améliorer l'accès et la qualité de l'offre alimentaire sont réalisées par des acteurs qui ne sont pas nécessairement présents ou représentés à la TQSA. Ainsi, pour bien comprendre la dynamique de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité au Québec, de même que les besoins et les obstacles auxquels sont confrontés les organisations qui rendent disponibles les aliments de qualité et abordables dans les milieux de vie, il est essentiel d'inclure dans les échanges ces organisations, qui proviennent d'ailleurs de tous les secteurs d'activité. C'est en partie le cas avec l'industrie agroalimentaire par l'intermédiaire du comité offre alimentaire santé du MAPAQ, mais ce pourrait également être le cas pour d'autres groupes d'acteurs (voir recommandations).

4.1.2 CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les **acteurs communautaires** sont au cœur de l'enjeu de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité. Ils sont des joueurs de proximité connus des citoyens ou encore à découvrir. Ils sont souvent la première ligne d'intervention pour la réponse aux besoins alimentaires. Ce secteur semble nécessiter un soutien important pour pallier le manque de ressources financières, matérielles et humaines. Les actions du secteur communautaire sont nombreuses et très diversifiées, mais les efforts de ce secteur se concentrent beaucoup sur la réduction du coût des aliments pour le mangeur.

Les **acteurs municipaux** peuvent être des alliés importants dans la réalisation de projets visant l'accès à une offre alimentaire de qualité. Ils disposent de leviers importants, notamment pour l'accès à des espaces de jardinage, le maintien des commerces de proximité et l'adoption de politiques alimentaires. D'ailleurs ces acteurs concentrent leurs actions majoritairement sur l'adoption de politiques, la réglementation ainsi que l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie. Ils peuvent donc être un allié important pour la réalisation d'actions structurantes, notamment en collaboration avec le milieu communautaire et le secteur bioalimentaire.

Les **acteurs du milieu de la santé et des services sociaux** exercent un leadership important en matière d'accès universel à une offre alimentaire

de qualité en adoptant des politiques, en stimulant la concertation, en informant et en accompagnant les personnes dans leurs choix alimentaires et les communautés dans leurs projets alimentaires, tout en les soutenant financièrement. Ils sont donc des partenaires de premier plan pour la valorisation et la défense des pratiques prometteuses et éprouvées visant l'amélioration de la qualité des aliments, la lutte contre les inégalités sociales de santé et la création d'environnements favorables aux saines habitudes de vie.

Les **acteurs du milieu de l'éducation** disposent de leviers importants pour soutenir le développement d'actions structurantes en matière d'accès à une alimentation de qualité, en particulier auprès des jeunes et de leur famille. De par leur mission, ils peuvent agir sur les facteurs individuels (connaissances et compétences) et environnementaux (offre alimentaire dans les écoles) favorisant l'adoption et le maintien d'une saine alimentation. Ce secteur, plus particulièrement les établissements universitaires, présente une capacité à produire des données probantes et à soutenir l'innovation et le développement de produits sains et éco-responsables. Le milieu de l'éducation joue un rôle important direct dans l'alimentation des enfants, tant au niveau des cadres de références développés que des soutiens financiers pour l'achat d'aliments sains, particulièrement dans les écoles des milieux défavorisés.

Les **acteurs du secteur bioalimentaire** ont comme mission première de produire, transformer ou distribuer les aliments. En regard des catégories développées dans cette étude, ils focalisent ainsi leurs actions sur l'amélioration de la qualité des aliments de la ferme à la table et à l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les différents milieux de vie des citoyens. Les résultats du présent rapport illustrent également que la dimension de responsabilité sociale vient de plus en plus s'intégrer à leur stratégie d'entreprise (p. ex. réduction de l'empreinte écologique, don d'aliments). Cela confirme que le secteur bioalimentaire ne se limite pas à produire et vendre, mais affirme en plus la volonté de s'engager dans la mise à disposition d'aliments de qualité accessibles au plus grand nombre. Toutefois, le secteur bioalimentaire bénéficierait de mieux connaître les besoins des organismes de son territoire et les programmes de soutien à sa disposition.

Les **acteurs intersectoriels** consacrent leurs efforts à soutenir la concertation et la mobilisation des communautés, à partager l'information entre les nombreux partenaires à l'échelle locale ou régionale et s'impliquent souvent dans des projets de récupération et de redistribution des surplus alimentaires.

4.1.3 ADAPTATION DES ACTIONS POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES PAR RAPPORT À L'ALIMENTATION

En 2019, plusieurs membres de la TQSA (13 organisations) ont indiqué que leurs actions ciblent en particulier les personnes vulnérables par rapport à l'alimentation. C'est aussi le cas d'un nombre significatif d'actions recensées dans ce portrait. En effet, 50 sur 115 actions principales des répondants au sondage ciblaient les personnes à faible revenu, 40 ciblaient les enfants et les jeunes, 40 les familles, 37 les personnes âgées, 35 les personnes vivant seules, 28 les ménages monoparentaux, 27 les personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être, 23 les personnes ayant des limitations physiques ou cognitives, 17 les personnes immigrantes ou réfugiées, 16 les locataires, 11 les autochtones et 8 les communautés ethniques minoritaires. Toutefois, très peu de détails étaient fournis quant aux adaptations de ces actions pour des clientèles vraiment spécifiques. À ce sujet, des

Les **organisations à caractère environnemental** contribuent à l'accès à une offre alimentaire de qualité, notamment par leurs activités de plaidoyer politique, d'information et de promotion ainsi que d'accompagnement, notamment en matière d'agriculture urbaine.

Certains types d'action sont portés de manière plus marquée par un secteur d'activité en particulier, mais le constat est clair : aucun secteur ne porte à lui seul un champ d'intervention. La grande majorité sont partagés entre différents acteurs. C'est particulièrement le cas de l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie, qui est principalement assurée à la fois par le communautaire, le bioalimentaire et le municipal. C'est aussi le cas pour l'amélioration de la qualité des aliments (bioalimentaire + éducation), pour la mobilisation et la concertation (intersectoriel + santé et services sociaux + environnemental) et pour l'accompagnement/service-conseil (santé et services sociaux + intersectoriel + environnemental). Ces deux derniers cas de figure sont intéressants puisqu'ils représentent la dynamique de collaboration entre le MSSS, les tables intersectorielles régionales en saines habitudes de vie et les organismes de soutien formalisée dans le cadre la mesure 3.1 du premier plan d'action de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

liens intéressants pourraient être faits avec d'autres travaux en cours visant à rendre les interventions encore plus adaptées aux différents groupes de personnes vulnérables par rapport à l'alimentation (voir recommandations).

En somme, cette brève analyse montre la diversité, l'interdépendance et parfois le chevauchement des actions entre les différents secteurs d'activité. Elle montre aussi que des efforts sont encore nécessaires pour s'assurer que les actions mises en place permettent de rejoindre et de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables par rapport à l'alimentation. Une meilleure connaissance des contributions, des besoins et des obstacles rencontrés par les différents groupes aideront certainement à faire converger les efforts dans ce grand défi collectif qu'est l'accès à une offre alimentaire de qualité pour tous.

4.2 OBSTACLES, BESOINS ET COLLABORATIONS POTENTIELLES

L'une des hypothèses à la base de ce portrait était que les actions de certaines organisations peuvent représenter de réels leviers pour lever les obstacles vécus et répondre aux besoins d'autres organisations. Faisons un bref retour sur les obstacles et les besoins avant de regarder du côté des collaborations potentielles entre les secteurs d'activités.

4.2.1 OBSTACLES

L'obstacle le plus souvent mentionné dans le cadre de la réalisation des actions est le manque de financement et ce, dans plusieurs des secteurs d'activités couverts par le présent portrait. Les financements ponctuels ne permettent pas d'assurer la pérennité des initiatives selon plusieurs répondants. Le manque de ressources humaines est aussi un obstacle fréquemment mentionné, quel que soit le secteur d'activité. D'autres obstacles importants ont été mentionnés à plusieurs reprises sous une forme ou une autre : les difficultés associées à la concertation et la collaboration (définition du leadership, vision commune, partage de l'information), la difficulté de rejoindre et d'impliquer la population dans les initiatives, le manque de volonté politique (échelle municipale), la méconnaissance des initiatives et des travaux de recherche, la perception que le coût des aliments de qualité est plus élevé, l'offre d'aliments insuffisante et variable selon les saisons, le manque d'équipements et d'infrastructures, la concurrence entre les organisations (organismes et entreprises), l'étendue du territoire à couvrir et la localisation des services, le manque de ressources humaines, la sur sollicitation des organismes et la rigidité des processus et des réglementations.

Il est intéressant de constater que plusieurs de ces obstacles avaient aussi été identifiés dans le sondage auprès des membres de la TQSA en 2019. Des obstacles faisaient alors consensus : le manque de mordant et d'ambition des politiques et des lois et le coût trop élevé des aliments, suivis du manque de lieux d'approvisionnement alimentaire, du manque de ressources, du fait que la saine alimentation ne fasse pas partie de la norme sociale, le fait que les actions en place ne soient pas adaptées aux personnes les plus vulnérables et les défis importants dans la gestion des denrées. Enfin, la publicité en faveur de la malbouffe, les grandes distances à parcourir sur le territoire, le peu d'initiatives complémentaires aux commerces alimentaires traditionnels, ainsi que le manque de considération de l'accessibilité aux aliments dans l'aménagement du territoire étaient également des obstacles retenus par plus d'un répondant.

4.2.2 BESOINS

Les principaux besoins mentionnés par les répondants sont les ressources financières et humaines, le besoin d'appui politique et le besoin de développer davantage de partenariats et de collaborations pour la mise en place d'actions structurantes. L'implication et la volonté des différents acteurs de contribuer au développement de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité est évidemment nécessaire pour y arriver.

À titre comparatif, les besoins identifiés dans le sondage auprès des membres de la TQSA réalisé en 2019, étaient alors le partage de bonnes pratiques, l'inventaire des leviers existants, l'appui politique pour la mise en place d'actions structurantes, l'évaluation des processus ou des pratiques et les ressources financières. Suivaient le besoin en ressources humaines, le besoin d'adapter les mesures aux personnes vulnérables et le besoin de mieux connaître l'offre alimentaire québécoise de qualité. Les autres besoins identifiés étaient la sensibilisation des élus municipaux et des citoyens et une meilleure connaissance des besoins en termes de transfert de connaissance et d'évaluation des projets.

4.2.3 COLLABORATIONS POTENTIELLES

La multitude des obstacles rencontrés et des besoins signifiés pour la mise en place d'actions en faveur de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité méritent de pousser la réflexion en tentant d'identifier comment les différents secteurs d'activités peuvent y apporter des solutions.

Pour aller plus loin, une matrice des collaborations potentielles est fournie en annexe du rapport. Elle fait ressortir quelques-unes des opportunités de maillage à reproduire (exemples cités par les répondants) ou à développer (cases vides) entre les groupes d'acteurs afin de répondre aux besoins et aux obstacles mentionnés.

4.3 DIMENSIONS DE L'ACCÈS ET CONTINUUM D'INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En regard de la définition de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité utilisée dans le cadre de ce portrait, la sphère de l'accès géographique était la plus souvent citée avec 168 actions, soit plus de 20% de toutes les actions (p. ex. amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie, approvisionnement/mise en marché en circuit court) tandis que 13 actions (2% de toutes les actions) concernaient l'accès physique (p. ex. facilitation des déplacements vers les infrastructures alimentaires).

La sphère de l'accès économique était également souvent citée avec 152 actions (don d'aliment et réduction du coût pour le consommateur) et représentait 19% de toutes les actions (sondage et recherche complémentaire).

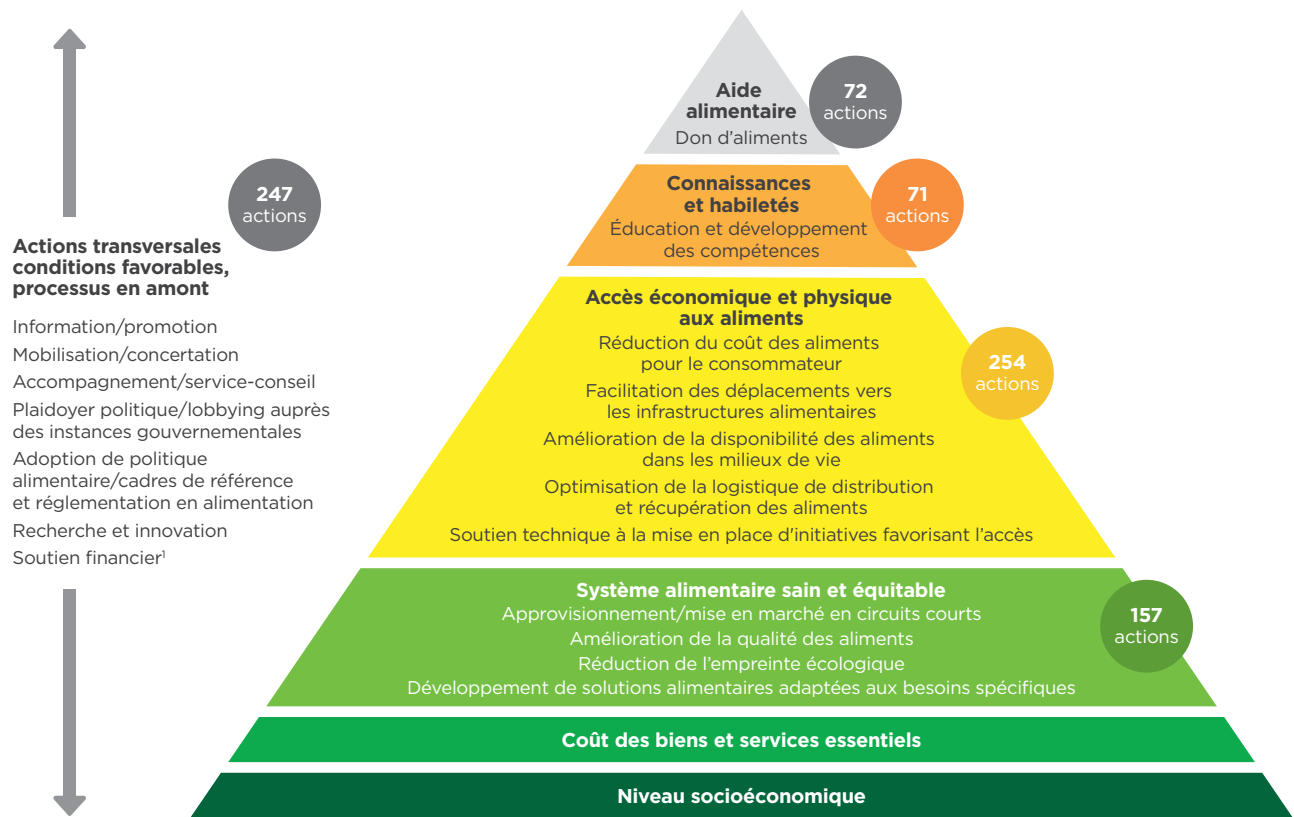
Près de 10%, soit un total de 75 actions touchaient directement la sphère de l'offre alimentaire de qualité (p. ex. amélioration de la qualité des aliments

(salubrité, nutritionnelle, fraîcheur/conservation, formulation), développement de solutions alimentaires adaptées aux besoins spécifiques).

Un nombre important d'actions, soit 393 actions (49% de toutes les actions) avaient un caractère plus transversal (p. ex. plaidoyer politique, mobilisation, accompagnement, soutien financier et recherche et innovation). N'en demeure pas moins que pour les répondants, ces actions étaient considérées comme faisant partie du corpus de solutions existantes pour faire face à cette problématique.

Tel que mentionné en introduction, la problématique de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité est très apparentée à celle de la sécurité alimentaire. Ainsi, il peut être éclairant d'analyser comment les actions recensées se positionnent dans le continuum des interventions en sécurité alimentaire présenté à la section 2.

Figure 39 - Arrimage des catégories d'action avec le continuum des interventions en sécurité alimentaire



1. Le soutien financier aurait pu être catégorisé dans l'accès économique puisqu'il concerne souvent le financement d'initiatives structurantes, par exemple via les fonds de la santé publique, du développement social ou des fondations. Toutefois, dans certains cas le soutien financier sert à l'achat de denrées pour le don alimentaire et pourrait ainsi se retrouver dans la catégorie don alimentaire. Dans d'autres cas, il sert à financer la recherche et l'innovation également. Il a donc été placé dans les actions transversales.



On peut constater qu'environ la moitié des actions (n= 411 ou 51%) concernent l'accès physique et économique aux aliments et le système alimentaire sain et équitable et se situent au niveau des déterminants collectifs de la sécurité alimentaire. Toutefois, un nombre significatif d'actions (153 ou 18%) concernent l'aide alimentaire, les connaissances et les habiletés et se situent au niveau des déterminants individuels de la sécurité alimentaire.

Tout comme dans la catégorisation précédente, un nombre important d'actions (n=254 ou 31%) ont un caractère transversal (p. ex. la mobilisation, la recherche, l'accompagnement, le soutien financier et le plaidoyer) puisqu'elles peuvent s'appliquer à différentes dimensions de la sécurité alimentaire.

Bien que ces actions soient moins réalisés « sur le terrain », elles n'en demeurent pas moins essentielles à la création d'un environnement favorable à la sécurité alimentaire/accès universel à une offre alimentaire de qualité.

Bien que succincte, cette comparaison entre les catégories d'actions ayant émergé dans la recherche et les définitions/dimensions souvent utilisées démontre l'importance de considérer une vaste gamme d'interventions et d'acteurs dans l'élucidation de la problématique de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité. Elle permet également de montrer la forte parenté entre cette problématique et celle de la sécurité alimentaire.



RECOMMAN DATIONS

Afin de potentialiser les résultats obtenus dans cette recherche, il est recommandé d'approfondir les analyses en comparant les données recueillies avec celles obtenues dans le cadre d'autres initiatives effectuées dans d'autres provinces et d'autres pays. La documentation scientifique ainsi que les données issues de d'autres expériences pourraient apporter des informations supplémentaires permettant une meilleure compréhension et d'assurer la pertinence des constats réalisés.

Des travaux subséquents pourraient être mis en place afin de mieux comprendre les causes derrière les obstacles vécus par les acteurs sur un territoire donné. Ceci permettrait d'identifier des solutions adaptées aux besoins vécus et d'identifier les collaborations concrètes entre les secteurs d'activités pouvant être mises en place. Ces travaux devraient intégrer les organisations assurant la mise en place des actions permettant l'accès à une offre alimentaire de qualité, et non seulement les acteurs stratégiques les appuyant. L'implantation de tels chantiers favoriserait le dialogue avec les

différentes organisations touchées par l'accès à une offre alimentaire de qualité, pour pousser la réflexion plus loin.

Les travaux des chantiers territoriaux pourraient se baser sur la synthèse des présents travaux, alimentant ainsi des ateliers de discussion afin d'identifier des recommandations d'actions potentielles répondant plus spécifiquement au vécu d'acteurs de différents secteurs d'activité. Des objectifs communs et des actions prioritaires pourraient alors être identifiés par territoire. Il serait aussi possible d'identifier une stratégie pour suivre l'évolution de ces dernières dans le temps, afin de rester à l'affût des améliorations potentielles à apporter à cette stratégie et d'y porter un regard évaluatif pertinent pour la transférabilité à d'autres milieux.

Les catégories d'action et la matrice développées dans le cadre de cette recherche pourraient être utilisées dans le cadre d'activités participatives avec les acteurs du milieu afin de pousser plus loin la réflexion sur les pistes de collaborations possibles entre les différents acteurs impliqués.

Pour aller plus loin, le Groupe de travail sur l'accès universel à une offre alimentaire de qualité (GTAO) recommande aux différents acteurs concernés de :

FACILITER

les maillages à l'intérieur et entre les différents secteurs afin de favoriser le dialogue, identifier des objectifs communs et accroître la complémentarité et la pérennité des actions en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité.

Il serait pertinent d'organiser des activités de mentorat et de maillage entre les porteurs d'actions similaires, œuvrant dans différentes régions (p. ex. collectifs de glanage dans les champs; organismes de récupération et conditionnement des aliments, gestionnaire de marchés ambulants, etc.). Des comités *ad hoc* de la TQSA, comparable à celui permettant un dialogue avec l'industrie bioalimentaire (comité offre alimentaire santé du MAPAQ) pourraient être considérés avec les autres secteurs d'activités. La communauté de pratique sur l'approvisionnement institutionnel durable mise en place par Équiterre paraît aussi porteuse en ce sens.

Il serait également souhaitable de mettre en réseau les différents comités œuvrant sur l'accès à une saine alimentation et sur la sécurité alimentaire à l'échelle québécoise, dont le GTAQ, le groupe de travail sur l'équité en alimentation et la table sur la sécurité alimentaire des Premières nations et Inuits à laquelle siège la Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL), pour ne nommer que ceux-là.

ENCOURAGER

le partage de ressources (financières, humaines, matérielles) à l'intérieur et entre les différents secteurs d'activité afin d'optimiser les coûts et partager l'expertise disponible.

Des efforts sont actuellement en cours pour développer des plateformes de mutualisation, notamment par la Cantine pour tous, mais aussi par de nombreux acteurs régionaux et locaux.

SOUTENIR

la création d'environnements favorables à la saine alimentation pour tous, notamment grâce à des interventions, des politiques publiques et des programmes de financement permettant de lever les obstacles mentionnés.

La PGPS, le PAGIEPS et la politique bioalimentaire du Québec présentent des mesures importantes pour soutenir l'amélioration de l'accès à une saine alimentation pour tous et la sécurité alimentaire. Les ressources financières et l'appui technique qui en découlent mériteraient d'être maintenues de manière à assurer la pérennité des mobilisations et des projets financés.

IMPLIQUER

les populations vulnérables afin de mieux comprendre leurs besoins et d'adapter les services ou les actions mises en place à leur intention.

Il serait intéressant de faire des recherches plus ciblées sur les actions existantes ou prometteuses pour certains groupes de personnes vulnérables (p. ex. autochtones, personnes vivant avec un handicap, une faible littératie ou en situation d'exclusion sociale), en considérant les besoins et priorités perçues par ces citoyens et en s'assurant de les inclure dans l'élaboration de solutions. À ce titre, il est essentiel d'assurer une liaison avec d'autres travaux réalisés, en cours ou à venir au Québec (p. ex. études PARCOURS, travaux en santé publique sur l'équité en alimentation, recherche sur les inégalités de santé, etc.).



PROMOUVOIR

les actions prometteuses en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité auprès des différents acteurs concernés afin d'accélérer leur déploiement et d'en inspirer d'autres.

Les exemples présentés dans ce rapport constituent une base intéressante pour illustrer la diversité des interventions possibles en matière d'accès universel à une alimentation de qualité. De nombreuses autres actions pourraient permettre d'enrichir le portrait, notamment celles des membres de la TQSA, les autres répondants au sondage, les actions financées dans le cadre de la mesure 3.1 de la PGPS, de la mesure 13.1 du PAGIEPS, des appels de projets 100 degrés, des projets déposés aux programmes normés des autres ministères concernés, etc. Ces ajouts pourraient permettre de tendre vers un portrait plus complet de la situation de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité au Québec et de cibler les actions structurantes prometteuses à prioriser.

APPROFONDIR

les recherches sur les dynamiques de collaboration intersectorielle en matière d'accès aux aliments dans les territoires afin d'évaluer les facteurs de succès spécifiques, les freins systémiques qui persistent malgré les efforts de concertation ainsi que l'impact des actions.

Les tables intersectorielles régionales en saines habitudes de vie, les tables de concertation bio-alimentaire et les tables en sécurité alimentaire et développement social représentent des instances pertinentes et relativement complémentaires pour explorer ces dynamiques de concertation touchant à l'alimentation dans les régions. Les travaux en cours dans le cadre de l'évaluation de la mesure 2.2 du premier plan d'action de la PGPS pourraient permettre certains éclaircissements concernant les chaînes d'action et des dynamiques partenariales. Les travaux sur les déterminants structureux de l'insécurité alimentaire pourraient également faciliter la mise en place ou l'adaptation d'actions contribuant à réduire les inégalités sociales de santé.



CONCLUSION



Cette recherche visait à se doter d'un portrait des actions en cours en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité au Québec. Cet exercice constitue un précédent au Québec de par le fait qu'il a permis de recenser des actions dans sept secteurs d'activités différents et provenant d'organisations à l'échelle provinciale, régionale et locale.

Les résultats suggèrent que des secteurs d'activités variés portent des actions diversifiées et complémentaires en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité, qu'un seul secteur d'activités ne peut, à lui seul, agir sur l'ensemble des dimensions de l'accès alimentaire, qu'il existe certains chevauchements ou concurrence entre les actions à l'intérieur des secteurs d'activités et entre les différents secteurs et que la réalisation d'actions intersectorielles visant à améliorer l'accessibilité à une offre alimentaire de qualité exige une volonté de collaborer de la part des différents acteurs.

En conclusion, il est apparu clair pour le groupe de travail que l'accès universel à une offre alimentaire de qualité et la sécurité alimentaire constituent un même combat, celui d'assurer que tous les Québécois et les Québécoises, quelle que soit leur situation, aient accès à des aliments de qualité en quantité suffisante. La multiplication des actions en ce sens est porteuse d'espoir, mais en appelle aussi d'une coordination accrue entre les porteurs de projets et les acteurs qui les soutiennent.

RÉFÉRENCES



- Les Banques Alimentaires du Québec. Bilan-Faim Québec 2019. (2019). Consulté à l'adresse https://www.banquesalimentaires.org/wp-content/uploads/2019/11/BAQ_Bilan-Faim-2019.pdf
- Brassard, D., Laramée, C., Provencher, V., Vohl, M. C., Robitaille, J., Lemieux, S., & Lamarche, B. (2019). Consumption of low nutritive value foods and cardiometabolic risk factors among French-speaking adults from Quebec, Canada: The PREDISE study. *Nutrition journal*, 18(1), 1-12.
- Brassard, D., Laramée, C., Corneau, L., Bégin, C., Bélanger, M., Bouchard, L., ... & Lamarche, B. (2018). Poor adherence to dietary guidelines among French-speaking adults in the province of Quebec, Canada: the PREDISE study. *Canadian Journal of Cardiology*, 34(12), 1665-1673.
- Dispensaire diététique de Montréal, Panier à provisions nutritif et Covid-19 – Évolution du coût de la saine alimentation pendant la pandémie. (2020). Consulté à l'adresse https://www.dispensaire.ca/app/uploads/PPN-COVID19_Webinaire_Sept_2020.pdf
- Friel, S., Hattersley, L., Ford, L., & O'Rourke, K. (2015). Addressing inequities in healthy eating. *Health Promotion International*, 30 Suppl 2, ii77-88. <https://doi.org/10.1093/heapro/dav073>
- Gouvernement du Canada, Agriculture et agroalimentaire. (2012, mai 25). Scénarios climatiques pour l'agriculture. matériel didactique. Consulté 3 février 2021, à l'adresse <https://www.agr.gc.ca/fra/agriculture-et-environnement/pratiques-agricoles/changements-climatiques-et-agriculture/scenarios-climatiques-pour-l-agriculture/?id=1329321981630>
- Gouvernement du Québec. (2020). Politique bioalimentaire – Alimenter notre monde. Consulté 3 février 2021, à l'adresse <https://www.quebec.ca/gouv/politiques-orientations/politique-bioalimentaire/>
- INSPQ. (2020). COVID-19 – Pandémie et conséquences pour les personnes âgées de 60 ans et plus. Consulté à l'adresse <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/sondages-attitudes-comportements-quebecois/60-ans-et-plus-juillet-2020>
- INSPQ. (2020). COVID-19 – Pandémie et insécurité alimentaire. Consulté à l'adresse <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/sondages-attitudes-comportements-quebecois/insecurite-alimentaire-juin-2020>
- INSPQ. (2020). L'insécurité alimentaire des ménages, 2017-2018. Consulté à l'adresse <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-625-x/2020001/article/00001-fra.htm>
- INSPQ. (2020). Mesures de mitigation des effets de de la pandémie sur l'insécurité alimentaire. Consulté à l'adresse <https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/3074-mitigation-insecurite-alimentaire-covid19.pdf>
- MAPAQ. (2009). Étude de la dynamique et des tendances des marchés au sein du secteur agroalimentaire québécois. Consulté à l'adresse https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/Etude_tendances_TRANSAQ_2009_5.pdf
- MAPAQ. (2017) Le Bottin – Consommation et distribution alimentaires en chiffres. Consulté à l'adresse https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/Bottin_consommation_distribution.pdf
- Moubarac, J. C. (2017). Ultra-processed foods in Canada: consumption, impact on diet quality and policy implications. *TRANSNUT: University of Montreal*.
- Moubarac, J. C., Batal, M., Martins, A. P. B., Claro, R., Levy, R. B., Cannon, G., & Monteiro, C. (2014). Processed and ultra-processed food products: consumption trends in Canada from 1938 to 2011. *Canadian Journal of Dietetic Practice and Research*, 75(1), 15-21.
- MSSS. (2018). La Politique – Politique gouvernementale de prévention en santé – Santé et Services sociaux. Consulté 3 février 2021, à l'adresse <https://www.msss.gouv.qc.ca/ministere/politique-prevention-sante/>
- MTESS. (2019). Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 – Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Consulté 3 février 2021, à l'adresse <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action/index.asp>
- Robitaille, É., Bergeron, P. Institut national de santé publique du Québec. (2013). Accessibilité géographique aux commerces alimentaires au Québec: analyse de situation et perspectives d'interventions. Consulté à l'adresse https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1728_AccessGeoCommAlimentQc.pdf
- Robitaille, É., Chaput, S., Paquette, M.-C., Blouin, C., Landriault, J.-P., Tessier, V., ... Institut national de santé publique du Québec. (2019). Interventions visant à modifier l'accessibilité géographique à des commerces d'alimentation et impacts sur l'alimentation et le poids corporel: synthèse des connaissances. Consulté à l'adresse <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4010625>



ANNEXE 1

Questionnaire utilisé pour le sondage en ligne

Le groupe de travail sur l'accès universel à une offre alimentaire de qualité de la Table québécoise sur la saine alimentation (TQSA) réalise actuellement un vaste sondage en ligne afin de mieux connaître les actions mises en place par les différents acteurs concernés*.

OBJECTIFS DU SONDAGE

- Réaliser un portrait des actions visant à améliorer l'accessibilité et la qualité de l'offre alimentaire pour tous.
- Créer des synergies entre les différents acteurs afin de renforcer les actions en cours.
- Contribuer au rayonnement des actions les plus porteuses.

* Ce sondage s'adresse en priorité aux entreprises agroalimentaires, aux municipalités, aux organismes communautaires ainsi qu'aux établissements de santé et d'éducation. Il est néanmoins ouvert à toute organisation, publique ou privée, mettant en place des actions visant à favoriser l'accès à une offre alimentaire de qualité pour tous au Québec.

À noter que les informations publiées dans ce portrait seront d'ordre général. Aucune information nominative ne sera publiée sans autorisation préalable.

Compléter ce sondage vous prendra de 15 à 20 minutes.

Vos réponses peuvent être sauvegardées pour y revenir plus tard en cliquant sur « Finir plus tard » en haute à droite de l'écran.

Merci pour votre précieuse collaboration!

A1. Veuillez indiquer le nom de votre organisation.

A2. Quel est le secteur d'activité principal de votre organisation?

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Bioalimentaire | <input type="checkbox"/> Communautaire |
| <input type="checkbox"/> Santé et services sociaux | <input type="checkbox"/> Intersectoriel |
| <input type="checkbox"/> Éducation et recherche | <input type="checkbox"/> Autre |
| <input type="checkbox"/> Municipal | |

Autre

B1. Quelle est la mission principale de votre organisation?

- Production Entreposage Distribution Restauration
 Transformation Courtage Vente au détail Autre

Autre

C1. En vous référant aux définitions et aux exemples donnés ci-dessous, votre organisation mène-t-elle des actions favorisant l'accès universel à une offre alimentaire de qualité? (Action directe, promotion, transfert de connaissance, etc.)

DÉFINITIONS RELATIVES À L'ACCÈS UNIVERSEL À UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ

Offre alimentaire de qualité

Réfère à la disponibilité, la variété, la fraîcheur et la valeur nutritive des aliments offerts dans un milieu donné. Une offre alimentaire de qualité donne la priorité aux aliments nutritifs sur le plan de la fréquence et de la quantité.

Exemples d'actions pouvant y contribuer:
améliorer la valeur nutritive des produits, offrir des plus petites portions d'aliments en restauration, accroître l'espace d'étalage dédié aux aliments nutritifs, soutien à l'innovation durable, etc.

Accès géographique

Réfère à la localisation des commerces et services alimentaires à proximité des milieux de vie. L'accessibilité est considérée comme faible si la distance est supérieure à un kilomètre parcouru en milieu urbain et 16 kilomètres parcourus en milieu rural.

Exemples d'actions pouvant y contribuer:
implanter nouveaux commerces ou services alimentaires, incitatifs financiers aux producteurs locaux dans les secteurs mal desservis, mise en place de jardins communautaires ou collectifs, etc.

Accès physique

Réfère à la possibilité de se déplacer et d'utiliser les commerces et services alimentaires, quelle que soit sa condition physique.

Exemples d'actions pouvant y contribuer:
service de livraison pour les personnes âgées ou à mobilité réduite, desserte des commerces alimentaires par le transport en commun, aménagement d'accès piétonniers et cyclables à proximité des commerces, etc.

Accès économique

Réfère au coût des aliments et au revenu disponible pour se procurer des aliments nutritifs sur une base régulière et au moment opportun.

Exemples d'actions pouvant y contribuer:
les dons et la redistribution de denrées, les rabais sur les aliments de base offerts dans les communautés défavorisées; les groupes d'achats, cuisines et jardins collectifs, plaidoyer en faveur de l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages à faible revenu, etc.

Sources: INSPQ, 2013; Vivre en Ville, 2014, Observatoire de la qualité de l'offre alimentaire, 2019.

Oui

Non

D1. Veuillez nommer vos principales actions en matière d'accès à une offre alimentaire de qualité (projets, services, mandats, programmes, etc.)

Vous pouvez indiquer une ou plusieurs actions. Dans la suite du questionnaire, il vous sera demandé de détailler votre action principale.

Action 1

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Action 2

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Action 3

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Action 4

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Action 5

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Action 6

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

D2. Parmi les actions que vous venez de citer, veuillez indiquer la plus importante d'entre elles en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité :

Numéro de l'action

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

D3. Veuillez décrire les objectifs de cette action :

D4. Échelle géographique de l'action (précisez dans la case texte):

Internationale

Commentaire

Pancanadienne

Commentaire

Provinciale (Québec)

Commentaire

Régionale

Commentaire

MRC / Ville / Municipalité

Commentaire

Milieu de vie spécifique (écoles, CPE, CHSLD, etc.)

Commentaire

Autre

D5. Public(s) cible(s) de l'action:

- Ensemble de la population
- Enfants ou Jeunes (<18 ans)
- Familles
- Personnes âgées
- Ménages monoparentaux
- Personnes vivant seules
- Ménages à faible revenu
- Locataires
- Personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être
- Personnes immigrantes ou réfugiées
- Autochtones
- Communautés ethniques minoritaires
- Personnes ayant des limitations fonctionnelles (physiques, cognitives)
- Acteurs du milieu communautaire
- Acteurs du milieu de la santé
- Acteurs du milieu de l'éducation ou des garderies (SGEE)
- Acteurs bioalimentaires
- Acteurs municipaux
- Autre

Autre

D6. Organisations partenaires de l'action / collaborateurs impliqués:

D7. Veuillez fournir des statistiques ou toutes autres informations illustrant les retombées de l'action (lien vers un site Web, une capsule vidéo ou un article, etc.):

D8. Si possible, veuillez nous transmettre un document à l'appui (télécharger un fichier):

D9. Difficultés / obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de cette action :

E1. Pour mener à bien des actions en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité et aller encore plus loin, veuillez indiquer quels sont les principaux besoins de votre organisation:

- Intégration de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité dans le plan stratégique de votre organisation
- Meilleure connaissance des bonnes pratiques/innovations
- Ressources humaines (disponibilité et/ou compétences)
- Ressources financières
- Ressources matérielles (équipements, infrastructures, etc.)
- Meilleure connaissance des leviers existants (programmes, politiques, services, etc.)
- Meilleure connaissance des actions en cours dans mon milieu
- Développement de partenariats/collaborations avec d'autres acteurs
- Appui politique pour la mise en place d'actions structurantes (subventions, règlements, lois, etc.)
- Adaptation des actions aux personnes vulnérables par rapport à l'alimentation
- Je ne sais pas
- Mon organisation n'a aucun besoin particulier
- Autre

Autre

E2. Selon vous, quelles autres actions pourraient être mises en place par les différents acteurs (santé, industrie, municipalités, organismes, etc.) afin de favoriser l'accès universel à une offre alimentaire de qualité au Québec?

E3. Si vous acceptez d'être recontacté(e) pour en savoir plus sur vos actions, veuillez indiquer vos coordonnées ci-dessous.

Nom

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Fonction (poste occupé)

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Courriel

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Numéro de téléphone

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

E4. Votre organisation souhaite-t-elle être informée des résultats de ce sondage?

Oui

Non

E5. Avez-vous d'autres commentaires ou informations à partager?

--

Nous vous remercions pour votre participation.

Grâce à votre contribution, un portrait éclairant des actions et des enjeux pour l'accès universel à une offre alimentaire de qualité au Québec pourra être établi. Il sera accessible à ceux qui le souhaitent et pourra ouvrir la voie à davantage d'actions structurantes pour l'avenir.

Cette initiative est réalisée par Vivre en Ville et L'observatoire de la qualité de l'offre alimentaire et soutenue par la Table québécoise sur la saine alimentation.

The background of the entire page is a close-up, slightly blurred photograph of numerous bell peppers in shades of orange and yellow. The peppers are densely packed, with their green stems and calyxes visible. The lighting is warm, creating a vibrant, autumnal atmosphere.

ANNEXE 2

Tableau synthèse des résultats

	Communautaire		Santé et services sociaux		Municipal		Éducation		Bioalimentaire		Intersectoriel		Autres		Total	
	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche
# de répondants	62	41	19	7	14	18	11	14	17	83	6	3	9	4	138	168
Répondants ayant des actions	55		13		9		9		15		6		8		115	
# d'actions	196	82	40	12	35	31	32	35	62	204	23	8	35	6	423	378
Portée																
Locale	8		2		0		4		2		1		1		18	
Municipale	41		6		9		1		3		1		4		65	
Régionale	6		3		1		1		3		3		4		21	
Provinciale	2		4		0		4		6		1		6		23	
Pancanadienne	0		0		0		2		5		0		2		9	
Internationale	0		0		0		0		2		0		0		2	
Publics cibles																
Acteurs municipaux	7		0		1		3		3		3		5		20	
Acteurs bioalimentaires	6		0		2		2		4		3		6		20	
Acteurs du milieu de l'éducation/garderies	4		1		1		3		2		3		3		15	
Acteurs du milieu de la santé	3		3		2		2		2		2		5		19	
Acteurs du milieu communautaire	12		3		4		1		2		2		5		29	
Personnes ayant des limitations	19		1		1		0		0		1		1		23	
Communautés ethniques minoritaires	6		1		0		0		0		0		1		8	
Autochtones	7		3		0		0		0		0		1		11	
Personnes immigrantes ou réfugiées	13		2		0		0		0		1		1		17	
Personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être	22		2		0		1		0		1		1		27	
Locataires	13		1		0		0		0		1		1		16	
Ménages à faible revenu	35		5		3		1		1		4		1		50	

	Communautaire		Santé et services sociaux		Municipal		Éducation		Bioalimentaire		Intersectoriel		Autres		Total	
	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche
Personnes vivant seules	26		3		2		1		0		2		1		35	
Ménages monoparentaux	19		3		2		1		0		2		1		28	
Personnes âgées	28		2		3		0		1		2		1		37	
Familles	26		6		3		2		1		1		1		40	
Enfants ou jeunes	22		4		2		7		1		2		2		40	
Ensemble de la population	31		8		9		2		14		5		6		75	

Besoins																
Aucun besoin particulier	0		0		0		0		0		0		0		3	
Je ne sais pas	0		0		1		1		1		0		0		4	
Adaptation des actions aux personnes vulnérables	16		5		2		0		1		2		1		35	
Appui politique pour la mise en place d'actions structurantes	22		9		5		4		9		5		7		69	
Développement de partenariats / collaborations	18		8		5		6		3		5		6		64	
Meilleure connaissance des actions en cours dans mon milieu	5		5		1		3		2		2		1		25	
Meilleure connaissance des leviers existants	15		2		1		4		3		1		0		37	
Ressources matérielles	23		5		4		2		5		2		2		49	
Ressources financières	47		10		5		7		8		3		8		98	
Ressources humaines	30		10		4		2		9		2		3		68	
Meilleure connaissance des bonnes pratiques / innovations	10		4		1		2		3		1		3		30	
Intégration de l'accès dans le plan stratégique de votre organisation	5		3		1		1		3		0		1		22	

	Communautaire		Santé et services sociaux		Municipal		Éducation		Bioalimentaire		Intersectoriel		Autres		Total	
	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche
Actions favorisant l'accès à une offre alimentaire de qualité																
● Information / promotion	5	2	4	0	2	0	1	4	4	33	1	0	6	0	23	39
● Éducation / développement des compétences	19	13	3	1	1	1	9	8	4	9	1	0	2	0	39	32
● Amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie	39	14	3	2	7	4	4	0	5	35	2	0	4	0	64	55
● Réduction de l'empreinte écologique	1	1	2	0	0	2	0	0	7	18	0	0	1	1	11	22
● Approvisionnement / mise en marché en circuits courts	2	1	1	0	4	1	0	0	9	27	0	2	2	0	18	31
● Optimisation de la logistique de distribution et récupération des aliments	14	7	2	0	1	0	0	0	2	3	3	1	0	0	22	11
● Facilitation des déplacements vers les infrastructures alimentaires	4	3	0	0	1	0	0	0	0	4	1	0	0	0	6	7
● Amélioration de la qualité des aliments (salubrité, nutritionnelle, fraîcheur / conservation, formulation)	5	0	2	0	1	0	4	5	16	31	0	0	0	0	28	36
● Développement de solutions alimentaires adaptées aux besoins spécifiques	3	2	0	0	0	0	0	1	1	4	0	0	0	0	4	7
● Don d'aliments	36	13	1	0	2	1	5	1	3	9	1	0	0	0	48	24
● Réduction du coût des aliments pour le consommateur	51	16	4	0	0	1	3	0	2	3	0	0	0	0	60	20

	Communautaire		Santé et services sociaux		Municipal		Éducation		Bioalimentaire		Intersectoriel		Autres		Total	
	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche	Sondage	Recherche
● Mobilisation / concertation	9	4	5	1	4	2	0	0	2	2	7	3	4	1	31	13
● Soutien financier	0	3	0	4	4	2	3	0	1	21	2	1	1	1	11	32
● Adoption de politique alimentaire/cadres de référence et réglementation en alimentation	0	1	2	2	4	15	1	2	0	0	0	0	1	0	8	20
● Plaidoyer politique / lobbying auprès des instances gouvernementales	0	1	6	0	0	0	2	0	1	0	2	0	6	2	17	3
● Accompagnement / service-conseil	4	1	5	1	1	1	0	3	5	4	3	1	6	0	24	11
● Soutien technique à la mise en place d'initiatives favorisant l'accès	4	0	0	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	7	2
● Recherche et innovation	0	0	0	0	0	0	0	11	0	1	0	0	2	1	2	13
Sous-totaux	196	82	40	12	35	31	32	35	62	204	23	8	35	6	423	378



ANNEXE 3

Propositions d'actions par les répondants

● Information et promotion

- Étiquetage sur le devant des emballages
- L'interdiction de faire de la publicité aux enfants (fédéral)
- Permettre une signalisation adéquate, bien que artisanale le long des routes pour faciliter la vente en kiosque.
- Informer et former la population sur l'alimentation, rendre publique les composantes alimentaires et les méthodes de transformations des industriels, rendre publique les réelles conditions de vie des élevages et des productions agricoles
- Valoriser les cuisines communautaires, afin d'aider les plus démunis à se procurer des repas de qualité
- Programme incitatif à la consommation de dindon (protéine animale plus saine et nutritive, mais plus dispendieuse mais peu connue au Québec, ce qui en limite le développement)
- Formations et partenariats avec les maraîchers et agriculteurs

● Éducation et développement des compétences

- Éducation auprès de l'industrie par rapport au don d'aliments
- Revoir complètement nos besoins alimentaires comme Québécois
- Enseigner des compétences culinaires
- Informations à la population sur les aliments disponibles
- Diffuser de l'information sur la possibilité de bien se nourrir à petits prix (éducation des enfants à l'école avec des cours de cuisine, des partenariats avec des fermes/jardins collectifs ...diffusion de messages à la télévision, distribution de guides dans les foyers, possibilités de formation des adultes ...)
- Dans un but préventif et dans un esprit de promotion de la santé, mettre en place un programme éducatif communautaire et citoyen visant l'autonomie et la solidarité alimentaires et l'expérimentation collective de la saine alimentation, c'est-à-dire qui favorise l'autonomie des personnes et des collectivités,

une saine relation avec l'alimentation et le développement des compétences de la population en la matière

- Promouvoir les saines habitudes alimentaires par le biais d'expériences d'apprentissage culinaire et nutritionnel, notamment des cuisines collectives, des groupes d'achat et des ateliers scolaires liés au réseautage des parents
- Réaliser une charte alimentaire basée sur la promotion de la santé afin de considérer davantage la dimension de la culture alimentaire, notamment par des programmes d'éducation à l'alimentation et d'apprentissage culinaire aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire, mais aussi dans les activités des groupes communautaires
- Outiller plus de personnes à jardiner
- Offrir des programmes d'incitation aux métiers manuels

● Amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie

- Programme d'alimentation scolaire universel dans les écoles. Service de dîner offert à l'école et gratuit
- Offrir des espaces pour les jardins communautaires. Avoir des jardins collectifs ou des bacs comestibles entretenus par la ville, avoir des fontaines d'eau dans la ville, avoir un frigidaire collectif
- Améliorer l'offre alimentaire dans les commerces des quartiers défavorisés et isolés. Mettre de l'avant des interventions qui contribueront à diminuer ces déserts alimentaires
- Déploiement en milieux ruraux et éloignés. Augmenter le financement des organismes offrant des cuisines collectives afin qu'ils puissent en répartir dans l'ensemble des localités des MRC. Supporter des organismes déjà en place
- Construction et aménagement de petits marchés d'alimentation dans les zones de désert alimentaire
- Implantation de serres dans les différents milieux comme les écoles, les CPE, les centres communautaires
- Mise en place de l'agriculture sur les toits des édifices

- Les municipalités, soutenues par les gouvernements provinciaux et fédéraux, doivent repenser le développement urbain. L'agriculture urbaine et l'agriculture de proximité doivent être favorisées. Il s'agit de jardins collectifs et communautaires, d'aménagement comestible, de lois permettant l'élevage de poule, du développement de l'aquaponie et de l'hydroponie collective et communautaire, d'infrastructures pour l'entreposage et la conservation de fruits et légumes, etc.
- Marchés ambulants

● Réduction de l'empreinte écologique

- Déploiement en milieux ruraux et éloignés. Augmenter le financement des organismes offrant des cuisines collectives afin qu'ils puissent en répartir dans l'ensemble des localités des MRC. Supporter des organismes déjà en place
- Choisir de manger local et selon nos saisons
- Développer des pratiques durables de production alimentaire (en lien avec la protection de l'environnement, la prévention en santé et le développement local)
- Réduire le gaspillage dans les commerces d'alimentation
- Politique et règlements sur l'anti gaspillage alimentaire à tous les niveaux, les épiciers, les restaurateurs en lien avec les projets d'itinérance etc.
- Il est certain que, si le gouvernement Québécois révisait la réglementation sur l'utilisation de pesticides dans les grandes cultures, cela nous aiderait à convaincre encore plus d'agriculteurs à travailler avec nous, leur assurant ainsi un marché et une sécurité
- Taxer les ordures

● Approvisionnement et mise en marché en circuits courts

- Développement de l'agriculture urbaine et périurbaine
- Favoriser d'abord l'accès aux aliments locaux et régionaux en développant des circuits de mise en marché courts et solidaires, notamment les marchés publics, les coopératives alimentaires, les groupes d'achat, ainsi

que les projets d'agriculture soutenue par la communauté (ASC) et en permettant aux petits producteurs locaux de solliciter directement les consommateurs (vente itinérante)

- Rapprocher les chaînes de production des milieux
- Politique d'achat local institutionnelle
- Aide aux petits producteurs pour le transport en circuit court
- Cibles précises d'approvisionnement local et écoresponsable dans les institutions publiques du Québec

● Optimisation de la logistique de distribution et de récupération des aliments

- Redistribuer aux groupes d'achats, petites épicerie tenues par des bénévoles, les invendus des supermarchés
- Une mise en place de pôle régional de transformation alimentaire dont l'approvisionnement proviendrait des divers producteurs, industries et HRI locaux afin de redistribuer les aliments transformés vers les personnes vulnérables sur le plan de l'alimentation
- Infrastructures partagées de transformation des aliments, d'entreposage et système de transport
- Favoriser un transport optimal pour les régions éloignées

● Facilitation des déplacements vers les infrastructures alimentaires

- Améliorer le réseau de transport collectif dans les quartiers moins bien desservis. support logistique et financier. Transport collectif à planifier pour s'y rendre aux différents marchés fermier ou marché d'alimentation
- Réduire les coûts de transport vers les organismes. Subventions pour favoriser l'accès physique (transport en commun, taxi etc) aux services d'aide alimentaire
- Faciliter le zonage pour l'implantation de l'épicerie
- Plus de popote roulante

● Amélioration de la qualité des aliments

- Réglementer les additifs alimentaires
- Revoir l'accès à la malbouffe dans et autour des écoles, des parcs et aréna municipaux même si il y a eu des efforts, il reste de l'éducation à faire
- Le MSSS doit nous donner les moyens de nos actions. Il y a un coût à acheter des aliments biologiques. Il faudrait donc que l'argent nous soit clairement attribué à cet effet
- Le travail de l'industrie de mettre de l'avant les meilleurs choix disponibles pour les milieux (liste d'achats et liste de fournisseurs)
- Réglementation plus sévère au niveau des boissons sucrées: taxation
- Cesser les libre-service des boissons dans les restaurants
- Politique sur une offre alimentaire de qualité lors d'événements familiaux: Carnaval, etc.
- Réduction obligatoire de La quantité de sodium à un seuil inférieur
- Système de gestion de l'offre donc pas d'autre choix que de passer par une initiative du gouvernement

● Développement de solutions alimentaires adaptées aux besoins spécifiques

- Accès à un spécialiste en alimentation saine et contrôle du poids pour personnes lourdement handicapées en fauteuil motorisé
- Pour ce qui est des Premières Nations, les aider à avoir accès à leurs aliments traditionnels. Par exemple: en créant des entrepôts communautaires de partage d'aliments traditionnels, en autorisant les CPE/écoles/centres de santé à servir la viande sauvage

● Don d'aliments

- Frigos en libre service
- Il serait intéressant que les institutions publiques ayant des services alimentaires aient le réflexe de donner eux aussi les surplus alimentaires aux organismes communautaires œuvrant à combattre l'insécurité alimentaire

● Réduction du coût des aliments pour le consommateur

- Accessibilité des aliments de qualité nutritive à un coût abordable: accès aux fruits, légumes et produits de la mer pour les populations vulnérables, Subventions pour l'achat de légumes et fruits
- Règles plus souples nous permettent de récupérer d'autres aliments comme la viande, produits laitiers, etc.
- Intervention de l'état afin de régulariser le prix des aliments de base
- Augmenter les prestations d'aide sociale
- Augmenter le financement des organismes communautaires pour le support des personnes vulnérables à faible revenu
- Salaire minimum garanti
- Améliorer l'offre de logements subventionnés, ainsi plus d'argent resterait pour manger
- Subventionner les personnes à faibles revenus pour qu'ils aient accès, plusieurs fois dans l'année, à un « resto » de qualité qui les aiderait à sortir de leur isolement
- Mise en place de programmes permettant l'accès gratuit à la nutrition de façon confidentielle pour les jeunes
- Améliorer le prix, la variété et la qualité des aliments disponibles dans les communautés autochtones
- Programme d'épicerie solidaire
- Mise en place d'un programme offrant des certificats-cadeaux aux personnes vulnérables les encourageant à visiter les marchés publics à chaque semaine lors de la saison estivale, à l'image du programme développé avec le ministère de la Santé en Colombie-Britannique. Cependant, cet appui devrait valoriser également les paniers en ASC. Le fait est que l'aide financière enjoint les gens à se rapprocher de réseaux solidaires brisant l'isolement ayant des retombées socioculturelles allant au-delà du simple apport économique
- Incitatifs financiers et fiscaux à l'achat local et à l'alimentation saine

● Mobilisation et concertation

- Table de concertation dans le but d'avoir une certaine uniformité dans le processus
- Encourager les partenariats entre les producteurs locaux (par exemple les fermes) et les points d'alimentation (subventions, avantages, taxes moindres)
- Diminuer Hyper Concertation qui est en train de détruire les liens entre les organismes communautaires, nous donner du temps pour réaliser les actions dans le milieu
- Débats publics sur la question impliquant l'ensemble des acteurs – par opposition à « juste » les acteurs du milieu communautaire qui, plus souvent qu'autrement, donnent l'impression qu'ils sont les seuls sur terre à mener des actions en faveur de la sécurité alimentaire. Les comités en SA impliquent très rarement les acteurs du milieu économique, alors même que LA solution ne peut que être concertée. Impliquer le milieu économique et les citoyens
- Maximiser la collaboration avec le milieu privé (p. ex. travailler avec l'industrie pour améliorer la valeur nutritive des produits)
- Alliance entre les organisations publiques (ministères et organismes), les entreprises privées qui offrent des programmes d'aide alimentaire (Le Choix du Président par exemple) et les organismes communautaires qui œuvrent en aide alimentaire (ex: Le Grenier comptoir alimentaire, le Pignon bleu, etc). Cette alliance devrait faciliter le partage du savoir, des mécanismes de mises en œuvre et des leviers financiers
- Mise en place par les CISSS soutenu par le MAPAQ d'une concertation visant le développement d'actions transversales et ce appuyer de leviers financiers auquel la Ville pourrait collaborer
- Il faut repenser notre système alimentaire dans sa globalité afin qu'il soit durable. Pour cela, ça doit se faire aux différents paliers: national, régional et local. La volonté de changer les choses doit être présente chez tous les acteurs qui doivent travailler de concert

● Soutien financier

- Plus de commandites de la part des grandes surfaces lors d'événements organisés pour les populations vulnérables
- Ministère de la famille, pour soutenir les familles directement et favoriser leur « autonomie » alimentaire
- Faciliter l'accès à des programmes de subvention; le financement est le nerf de la guerre pour pérenniser les initiatives comme la nôtre et aiderait au niveau des autres enjeux (ressources humaines, espace d'entreposage)
- Maintenir des accès à du financement récurrent et du soutien aux opérations (Apporter un soutien financier pas seulement au démarrage des entreprises d'économie sociale mais les soutenir tout au long de leur évolution)
- La meilleure manière de favoriser l'accès universel est de favoriser l'ouverture de commerce de proximité dans les déserts alimentaires. Or, il n'existe actuellement aucun programme de soutien de la part du gouvernement pour favoriser l'implantation ou le maintien de ce type de commerce qui peut jouer un rôle vital dans l'accès à une offre alimentaire de qualité au Québec
- Soutenir les producteurs et transformateurs d'ici
- Création d'un fond philanthropique venant appuyer les initiatives en agricultures urbaines

● Adoption de politique alimentaire et cadres de référence et réglementation en alimentation

- Politique du droit à l'alimentation pour tous auprès du gouvernement (production, distribution local pour toutes la province)
- Politique alimentaire MRC
- Politique visant le support financier des organismes distribuant de l'aide alimentaire
- Taxes sur la malbouffe, les plats déjà préparés, réduire l'importation de ce qui n'est pas de saison / réduction des taxes sur les produits de première nécessité
- Mettre en place une politique alimentaire à l'échelle de la province, une sorte de charte d'éthique alimentaire à l'effet qu'on ne jette pas, qu'on ne gaspille pas, qu'on privilégie les achats et la production locale, etc.

- Avoir une vision globale du système alimentaire sain et durable
- Souplesse dans les normes et dans les lois qui régissent le territoire, de même que par rapport aux petits producteurs
- Une meilleure politique bioalimentaire qui favoriserait la production d'aliments biologiques (ou équivalents) et leur accès à tous. Des modifications à la LPTAQ afin de permettre à de petits producteurs maraîchers d'habiter sur la terre. Des modifications au politiques du MAPAQ pour favoriser la multifonctionnalité en agriculture et offrir des supports financiers accrus aux petites fermes paysannes. Des politiques publiques favorisant l'achat d'aliments sains locaux

● **Plaidoyer politique et lobbying auprès des instances gouvernementales**

- Sensibilisation auprès des élus du rôle des municipalités dans le maintien de l'offre alimentaire

● **Accompagnement et service-conseil**

- Soutenir activement les groupes citoyens et communautaires dans le développement, l'implantation et la consolidation de modèles alternatifs de distribution (marché social itinérant, boîte de sésame, marchés dans les HLM, etc.)
- Avoir des organisateurs-trices communautaires sur le terrain
- Favoriser les projets d'économie sociale autant au niveau de la production que de la transformation alimentaire
- Support et accompagnement des municipalités pour développer des projets demandant de grosses infrastructures

● **Soutien technique à la mise en place d'initiatives favorisant l'accès**

- Un service de gardiennage entre les familles des cuisines collectives
- Prévoir un pourcentage des terrains des entreprises et institutions publiques réservés à la culture
- Soutenir les jardins communautaires

● **Recherche et innovation**

- Évaluer l'impact des déserts alimentaires sur les populations vulnérables. Ne pas investir sur des recherches qui seront tablettées



ANNEXE 4

Matrice des collaborations potentielles
entre les secteurs d'activité

COMMUNAUTAIRE

Besoins/obstacles

- Manque/Perennité du financement
- Enjeux logistiques
- Ressources humaines et matérielles (bénévoles, équipements, locaux)
- Appui politique à la mise en place d'actions structurantes
- Faire connaître les actions mises en place
- Concurrence entre les organismes
- Sursollicitation
- Implication des personnes vulnérables dans l'amélioration de leur condition
- Acceptabilité sociale pour les bénéficiaires potentiels
- Développer et pérenniser les partenariats

Communautaire

- Développer l'économie sociale.
- Orienter la production (ou surplus) vers les organismes communautaires.
- Accroître la coopération, le prêt ou le partage de ressources entre les organismes.
- Prévoir des lieux d'échanges/communautés de pratiques.

Municipal

- Faciliter la mise à disposition de ressources matérielles et humaines.
- Faciliter le lien avec la communauté et le recrutement de bénévoles.
- Développer, actualiser et innover au niveau des politiques alimentaires et des cadres de référence.
- Localiser les services pour répondre aux besoins de la communauté.
- Offrir des locaux ou espaces pour des cuisines collectives, jardins, serres, etc.

Santé et services sociaux

- Orienter la production (ou surplus) réalisée dans les établissements de santé et de services sociaux vers le communautaire.
- Agir conjointement avec le communautaire pour sensibiliser/impliquer davantage les populations vulnérables à améliorer leur condition en se tournant vers les services disponibles pour eux.
- Travailler à une offre de cuisines collectives avec les aînées.

Éducation

- Orienter les surplus de production des établissements éducatifs vers le communautaire.
- Subventionner l'offre alimentaire de qualité pour les élèves.
- Sensibiliser les jeunes au bénévolat et à l'engagement pour la communauté, mais aussi plus largement l'ensemble des citoyens (tous âges confondus).
- Appuyer le travail d'information et de sensibilisation des futurs citoyens quant aux ressources mises à disposition par le secteur communautaire.
- Prévoir du temps avec les élèves et les organismes de cuisines collectives pour développer les compétences culinaires.

Bioalimentaire

- Développer des processus efficaces de récupération des denrées.
- Documenter et soutenir les initiatives permettant aux communautés d'intervenir dans le système alimentaire, en particulier pour la récupération et la transformation des aliments.
- Susciter le dialogue pour une meilleure compréhension des enjeux respectifs et possibilités de coopération.

Intersectoriel

- Prévoir des lieux de partage et de discussion entre les acteurs.
- Documenter les projets réalisés par les organismes d'action communautaire en sécurité alimentaire, car ils sont en lien étroit avec les communautés et leurs besoins.

Environnement

- Réfléchir aux enjeux environnementaux liés à la saine alimentation.

	Communautaire	Municipal	Santé et services sociaux	Éducation	Bioalimentaire	Intersectoriel	Environnement
<p>MUNICIPAL</p> <p><u>Besoins/obstacles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque/Perenité du financement - Collaboration avec les partenaires et définition d'une vision commune - Adhésion du plus grand nombre de citoyens possible - Transfert de connaissances à d'autres territoires 	<ul style="list-style-type: none"> - Rejoindre les clientèles vulnérables, répondre aux besoins réels, mobiliser et mettre en oeuvre des actions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des financements conjoints (ex. plusieurs arrondissements ensemble). 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des partenariats favorisant des actions concertées avec le secteur de la santé et des services sociaux. - Transmettre des informations par le secteur de la santé et des services sociaux afin de rejoindre le plus de citoyens possible. - Informer sur les initiatives prometteuses. - Localiser les services pour répondre aux besoins de la communauté. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des partenariats favorisant des actions concertées avec le secteur de l'éducation. - Appuyer le transfert de connaissances à d'autres territoires intéressés à faire la même chose. - Sensibiliser les jeunes au bénévolat et à l'engagement pour la communauté. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre une démarche de communauté nourricière: investissement et mutualisation d'équipement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer le transfert de connaissances à d'autres territoires intéressés à faire la même chose. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre des actions de mobilisation.
<p>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</p> <p><u>Besoins/obstacles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources financières - Ressources humaines - Appui politique aux actions structurantes - Partenariats et collaboration - Prix des produits locaux - Lobbyisme de l'industrie - Localisation des services - Définition et partage du leadership 	<ul style="list-style-type: none"> - Informer des services et programmes offerts par le réseau de la santé et des services sociaux. - Allouer davantage de ressources humaines et financières aux organisateurs communautaires pour accroître leur présence sur le terrain. 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtenir le soutien et l'implication des acteurs municipaux - Localiser les services pour répondre aux besoins de la communauté. 	<ul style="list-style-type: none"> - Décentraliser les pouvoirs en santé publique dans les différents CISSS et CIUSSS. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître la disponibilité de nutritionnistes en milieu scolaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Susciter le dialogue pour une meilleure compréhension des enjeux respectifs et possibilités de coopération. - Développer une vision commune. 		

	Communautaire	Municipal	Santé et services sociaux	Éducation	Bioalimentaire	Intersectoriel	Environnement
<p>ÉDUCATION</p> <p><u>Besoins/obstacles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources financières - Partenariats et Collaborations - Appui politique à la mise en place d'actions structurantes - Meilleures connaissances des leviers existants - Enjeux de la disponibilité allouée en classe pour éduquer, sensibiliser les jeunes sur ces thématiques - Défis stratégiques et logistiques entourant la gestion des collations et le développement de l'offre alimentaire en milieu scolaire - Temps en classe réduit pour faire des interventions 	<ul style="list-style-type: none"> - Viser des financements communs avec d'autres organismes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer le transfert de connaissances entre les territoires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître les compétences des éducateurs pour transmettre les connaissances en saine alimentation aux jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer un cadre de référence pour l'élaboration de programmes scolaires qui intègrent la thématique de l'accès/qualité de l'offre. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement d'une vision commune pour favoriser des actions concertées et complémentaires. - Appuyer des projets structurants entre le secteur bioalimentaire et le milieu de l'éducation (ex. De la ferme à la cafétéria) 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter les arrimages entre les différents secteurs et le milieu de l'éducation afin de mettre en place des projets structurants (ex. Petits ambassadeurs). 	<ul style="list-style-type: none"> - Animer des jardins collectifs accueillant des classes scolaires. - Soutenir l'élaboration de politiques de saine gestion des matières résiduelles.
<p>BIOALIMENTAIRE</p> <p><u>Besoins/obstacles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources humaines/main d'oeuvre - Appui politique à la mise en place d'actions structurantes - Ressources financières - Défis technologiques - Concurrence internationale - Rigidité de la réglementation - Enjeux de développer des produits de qualité mais ne coûtant pas plus cher au consommateur et qu'il apprécie autant - Redonner davantage à la communauté en cohérence avec sa mission 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des ponts en favorisant le dialogue entre ces deux acteurs. - Fournir de la main d'oeuvre pour le glanage. - Développer des pratiques de redistribution alimentaire et gestion des surplus/invendus. - Transformer des aliments en produits (ex. soupe) directement dans les banques alimentaires avec les aliments défraîchis. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des programmes facilitant la mise en valeur des entreprises locales. - Soutenir les collaborations/complémentarités avec les autres acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître la place de l'alimentation saine et locale dans les hôpitaux et autres institutions publiques. - Soutenir l'achat local dans les institutions scolaires. - Soutenir/financer l'amélioration de la qualité de l'offre alimentaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre l'éducation des mangeurs, littéracie alimentaire et culinaire. - Réaliser des études à destination du secteur bioalimentaire pour soutenir et accélérer les actions d'amélioration de la qualité de l'offre. - Appuyer la résolution de défis technologiques et la création de synergies avec le secteur bioalimentaire. - Soutenir l'achat local dans les institutions scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Subventionner les entreprises alimentaires qui donnent des aliments frais. - Continuer les efforts de sensibilisation et de mobilisation des entreprises par une stratégie de rayonnement des leaders et liaison avec le comité de l'offre alimentaire santé du MAPAQ. 	<ul style="list-style-type: none"> - Partage d'expérience, de compétences intra ou intersectorielle. - Intégrer des industriels à une mobilisation régionale dans le but de tester un projet novateur de collaboration. - Soutenir les collaborations/complémentarités avec les autres acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir l'adoption de pratiques durables/opportunité d'innovation. - Mesurer l'impact environnemental des emballages alimentaires/cycle de vie des produits.

	Communautaire	Municipal	Santé et services sociaux	Éducation	Bioalimentaire	Intersectoriel	Environnement
<p>INTERSECTORIEL <u>Besoins/obstacles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui politique à la mise en place d'actions structurantes - Partenariats et collaborations - Ressources financières - Enjeu de l'intégration des TIRSHV dans et par l'écosystème municipal - Enjeu de diffusion de l'information et d'accompagnement des porteurs de projets - Professionalisation des porteurs de projets - Résistance de certains acteurs vis à vis l'approche intersectorielle 	<ul style="list-style-type: none"> - Établir des canaux de communications avec les organismes locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Informer des bons coups des autres municipalités du Québec. - Impliquer les conférences administratives régionales (CAR) dans la mise en place de systèmes alimentaires durables. 		<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accès et la vulgarisation des connaissances et des résultats de recherche. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des mécanismes de dons au secteur communautaire. - S'impliquer sur les tables bioalimentaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter les collaborations. - Créer des mécanismes de liaison entre les différentes instances intersectorielles (locales et régionales). 	<ul style="list-style-type: none"> - S'impliquer sur les tables intersectorielles.
<p>ENVIRONNEMENT <u>Besoins/obstacles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources financières - Appui politique à la mise en place d'actions structurantes - Partenariats et collaborations - Enjeu du coût plus élevé des aliments locaux et éco-responsables - Enjeu du coût/spéculation sur les terres agricoles - Meilleure coordination des actions pour éviter les doublons 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des projets conjoints visant à la fois des objectifs sociocommunautaires et environnementaux (ex. jardins collectifs, cuisines collectives d'aliments frais et locaux, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les initiatives d'agriculture urbaine et les mettre en valeur. 		<ul style="list-style-type: none"> - Créer des maillages entre les écoles pionnières qui ont déjà mis sur pieds des initiatives et les nouvelles écoles intéressées afin de partager des connaissances et des bonnes pratiques. - Développer des études et projets de recherche conjointement avec le secteur environnemental. 	<ul style="list-style-type: none"> - Établir des partenariats entre les entreprises ayant des pratiques écoresponsables et les organismes environnementaux. 		<ul style="list-style-type: none"> - Partager les initiatives et les bonnes pratiques d'alimentation saine, locale et écoresponsable.



Table
québécoise
sur la saine
alimentation

TQSA.CA